

GEOHISTOIRE

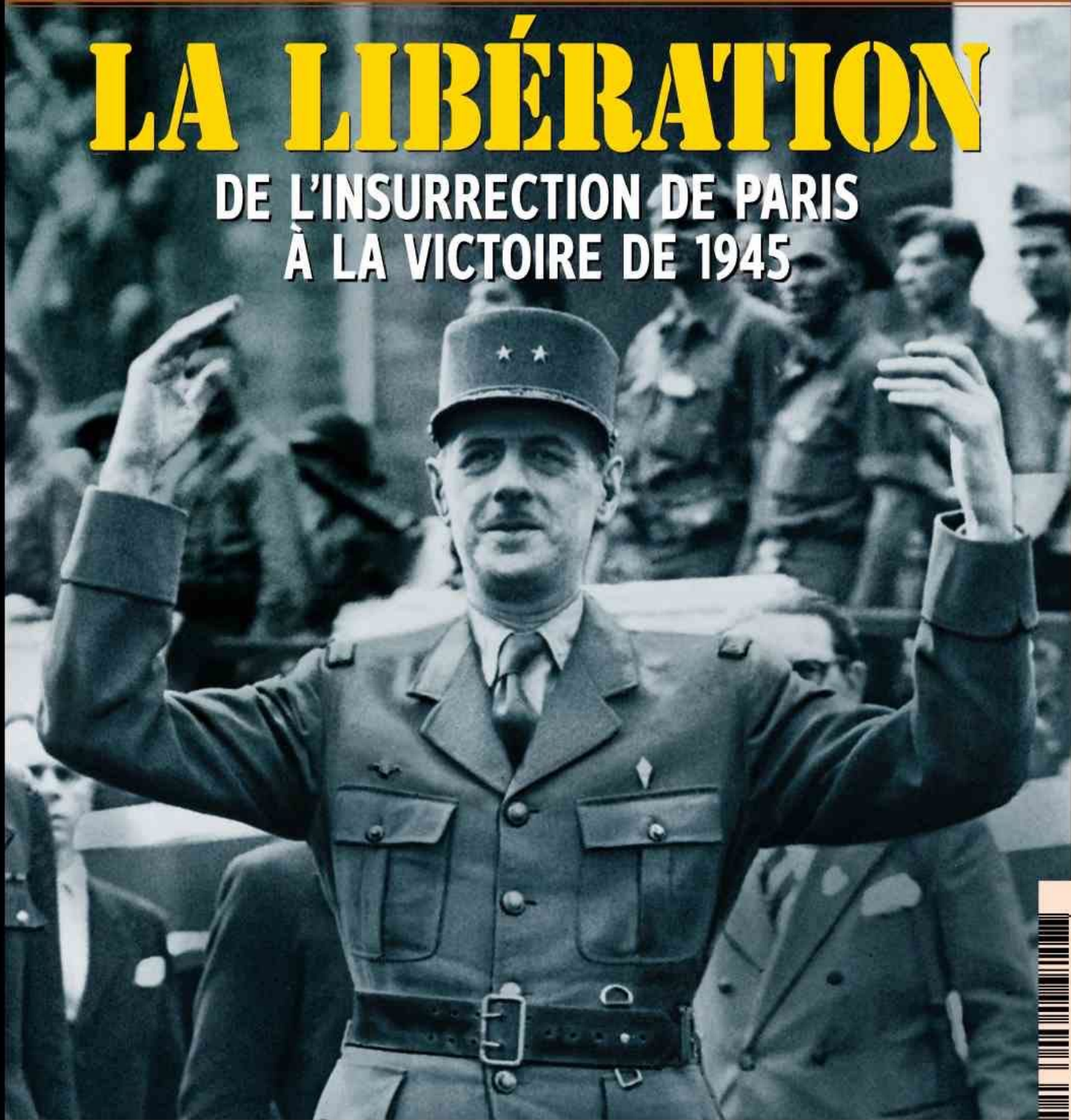
AOÛT-SEPTEMBRE 2014

N° 16

SPÉCIAL SECONDE GUERRE MONDIALE (2^E PARTIE)

LA LIBÉRATION

DE L'INSURRECTION DE PARIS
À LA VICTOIRE DE 1945



BBEL 750 € - CH 13 CHF - CAN 14 CAD - D 111 € - ESP 8 € - GRK 8 € - LUX 750 € - ITA 8 € - JPN 111 € - KOR 111 € - MEX 111 € - NLD 750 € - NOR 111 € - POL 111 € - PRT 111 € - ROM 111 € - RUS 111 € - SWE 111 € - SWI 111 € - TUR 111 € - UK 111 € - USA 111 € - ZONE CFA 111 € - ZONE CFP 111 € - ZONE CFP 111 €



M 01839 - 16 - F: 6,90 € - RD

ET AUSSI EN FRANCE, L'ÉGYPTÉ DES PHARAONS FASCINE TOUJOURS



OFFREZ L'EXTRAORDINAIRE

**Choisissez parmi 9 coffrets
cadeaux comprenant
1600 séjours découverte
et gourmands**

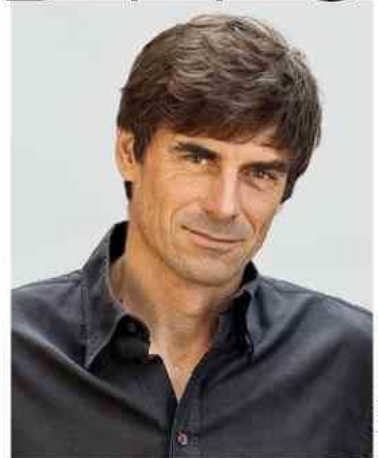
sélectionnés par



Rendez-vous sur www.dakotabox.fr



De la Libération à la liberté



Derek Hudson

Je sais mal ce qu'est la liberté, disait Malraux, mais je sais bien ce qu'est la libération. » Lui certainement, mais nous ? En observant les nombreuses photos que l'on voit ressortir en cette année du 70^e anniversaire du «bel été 1944», celui du Débarquement et de la Libération de la France, on peut avoir une vision erronée de cette période héroïque et, semble-t-il, flamboyante. Que ces images de défilés joyeux sont séduisantes, de bals populaires, de GI's avec des Normandes, main dans la main... L'iconographie de la Libération laisse croire que ce temps-là fut celui de la liesse et de l'ivresse.

Hélas ! Tout comme le Débarquement ne se résume pas à un film à grand spectacle hollywoodien, les huit mois qui ont suivi le 6 juin 1944 et conduit les armées alliées jusqu'au Rhin ne se réduisent pas à l'union radiieuse du militaire et de la jeune française éblouie, une fête du char et de la jupe fleurie, sous la cocarde et le chewing-gum. La Libération, ce fut aussi et d'abord la guerre. Le 10 juin, il y eut Oradour-sur-Glane, et ce souvenir-là, à lui seul, devrait suffire à faire taire les flonflons sirupeux du souvenir. A Cherbourg, le 14 juillet, on dansait certes, mais au son des canons qui tonnaient, derrière, dans la bataille de Normandie. En février 1945 encore, dans la poche de Colmar, 40 000 soldats du Reich furent tués. Dunkerque sera occupé jusqu'au 9 mai 1945, Saint-Nazaire jusqu'au 11 mai, soit trois jours

après la signature de l'acte de capitulation par le haut commandement allemand, à Berlin. Après la guerre, c'était encore la guerre...

La Libération ne s'est donc pas faite en un jour, et elle a d'ailleurs commencé bien avant le 6 juin 1944. A Londres, dès 1940, et en France, avec les premiers résistants. En novembre 1942, lors du débarquement en Afrique du Nord. En tout cas, dès 1943, à Alger, les hommes du général de Gaulle commençaient à élaborer un programme pour l'après-guerre (voir notre entretien à ce sujet avec l'historien François Delpla page 20). Ce n'était pas simplement la Libération qu'ils préparaient, mais déjà la Reconstruction. Comme souvent après un séisme historique, la délivrance tant attendue du joug nazi aurait pu faire basculer la France dans le chaos ou la terreur. Sa libération aurait pu la précipiter vers d'autres types de féodalités, celle d'une nation dirigée par des communistes aux ordres de Moscou ou celle d'un pays devenu... une colonie américaine. Cela n'a pas été le cas. Elle a pu faire le pas de la Libération à la liberté. Et on voit là la nuance qui sépare les deux notions. On sait quand sonne l'heure de la première. Pour que s'installe le temps de la seconde, c'est un autre travail.

ERIC MEYER, RÉDACTEUR EN CHEF

SOMMAIRE

6 PANORAMA

Enfin libres !

A l'été 1944, les Allemands refluent vers le Rhin. Derrière eux, les habitants laissent éclater leur joie mais aussi leur désir de vengeance.

20 L'ENTRETIEN

«Dès 1943, le programme de l'après-guerre était tracé»

Qu'allait devenir la France après la Libération ? Un protectorat américain ? Un pays livré au chaos ? L'historien François Delpla nous raconte comment ces périls furent évités...

24 LE SUD

Provence : l'autre débarquement

Au matin du 15 août 1944, les troupes alliées prennent pied entre Toulon et Cannes. Voici les images méconnues de cette «seconde bataille de France».

34 LA CAPITALE

Paris vaut bien une bataille !

Été 1944. Six mille soldats du Reich sont encore dans les murs quand l'insurrection éclate. Dix jours de combats s'ensuivent, qui auraient pu se solder par un bain de sang.

46 POUR MÉMOIRE

Sur les murs de Paris, 477 plaques conservent le souvenir des résistants tombés lors de la Libération. Voici les histoires de cinq de ces héros, arrachées à l'oubli.

52 ANALYSE

Quel fut le rôle de la Résistance ?

Dès la fin de la guerre, l'action de «l'armée des ombres» a fait l'objet de controverses. L'historien Eric Alary revient sur cette question.

56 LE SUD-OUEST

Huit mois aux trousseaux de l'armée nazie

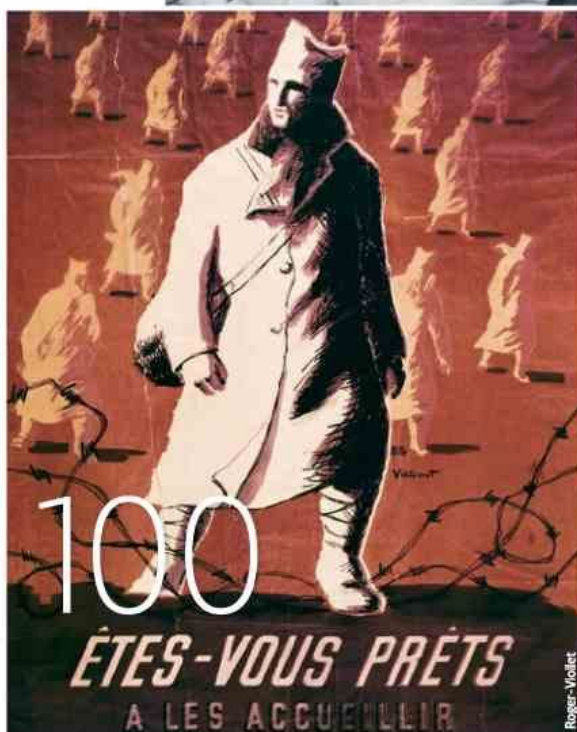
Après le D-Day, une unité, formée d'étudiants, de gendarmes et de bergers, a poursuivi les troupes du Reich en fuite, de Toulouse à Berlin.

60 L'amère victoire des maquis

En septembre 1944, les résistants du Sud-Ouest arrachent la reddition de 18 000 Allemands... sans en tirer la moindre gloire.



34



100

ÊTES-VOUS PRÊTS
A LES ACCUEILLIR

104



62



En couverture : le général de Gaulle sur les Champs-Élysées, le 26 août 1944.
Crédit photo : Roger-Viollet

Abonnement : un encart «Welcome pack ADD/ADI», deux encarts tout en un «Parcours client été» et «Coffret Klimt», pour la totalité des abonnés en France.



Rue des Archives/Flammarion



Rue des Archives



François Jean Roublier/Rogée-Violet



Carte - Sophie Fauchet

62 L'EST

Colmar : l'ultime verrou

Aux yeux des soldats du Reich, l'Alsace est une terre allemande. Ils vont donc défendre chèrement leur dernière enclave dans cette région.

67 NOTRE DÉPLIANT

Au recto : les acteurs clés de la Libération.

Au verso : les grands axes de la Libération (juin 1944-mai 1945).

76 DOCUMENT

Les premiers instants de liberté

John G. Morris, figure du photo-journalisme américain, a capté les journées qui ont suivi le D-Day.

84 L'ÉPURATION

Joseph Darnand, le traqueur traqué

À la Libération, la terreur change de camp. Les Miliciens sont jugés, fusillés, et en premier lieu leur chef.

88 Des projecteurs à la pénombre

Parce qu'elles s'étaient compromises avec les Allemands, des stars du cinéma français furent poussées à la Libération.

96 L'OUEST

Saint-Nazaire : une guerre qui n'en finit pas

Les Alliés, fonçant vers Berlin, ne se sont pas souciés de cette ville. Voici comment elle a vécu sous la botte nazie jusqu'au... 11 mai 1945.

100 LE RAPATRIEMENT

Le difficile retour des prisonniers

En 1945, les soldats qui reviennent d'Allemagne ne sont pas bien reçus, car ils rappellent à la population les heures sombres de la défaite.

104 LE LEADER

De Gaulle : la marche vers le pouvoir

Churchill s'en méfiait, Roosevelt ne l'aimait pas, et les Français le connaissaient à peine. Pourtant, le général s'est imposé comme le chef de la France combattante.

114 POUR EN SAVOIR PLUS

Des beaux livres, des essais et une BD sur la Libération.

LE CAHIER DE L'HISTOIRE

120 RÉCIT

Ta-Iset ressuscitée

En 2000, on a retrouvé un sarcophage à la décharge de Rueil-Malmaison. À l'intérieur, une momie qui vient enfin d'être restaurée. Son étrange histoire témoigne de la passion française pour l'égyptologie.

130 À LIRE, À VOIR

Sept récits de catastrophes maritimes, un livre sur les objets singuliers des musées parisiens, un film sur la Chine des années 1970...





LES COULEURS

DE LA VICTOIRE

Le 26 août 1944, les troupes alliées, en tanks ou en Jeeps, défilent sur les Champs-Élysées, communiant avec la foule venue les acclamer. C'est l'occasion pour les Parisiens de ressortir les drapeaux bleu blanc rouge bannis par l'occupant. L'auteur de ce cliché, André Zucca, fut l'un des seuls photographes de la Libération à se servir d'une pellicule couleur pour immortaliser l'événement. Une technique qu'il avait utilisée jusqu'alors pour un journal de propagande nazi, «Signal», auquel il avait collaboré pendant la guerre.

ENFIN LIBRES !

A l'été 1944, les Allemands refluent vers le Rhin. Derrière eux, le pays se réveille, les habitants laissent éclater leur joie et leur désir de vengeance. Le récit en image de ces heures de liesse et de déchaînement.

**L'OPÉRATION
SÉDUCTION DES GI'S**

Après leur avoir offert des friandises tirées de leurs rations, ces soldats américains conduisent des fillettes à l'office religieux de l'église d'Auvers (Manche). Un moment de trêve entre deux batailles ? Certes, mais aussi une opération de communication orchestrée par les Américains afin de conquérir le cœur des populations rudement éprouvées par les bombardements alliés.









UN BAISER POUR UNE PROMESSE

Cette étreinte entre une Alsacienne en costume traditionnel et un soldat de la 2^e DB revêt un caractère symbolique. Strasbourg, après avoir subi pendant l'Occupation une politique intensive de germanisation (interdiction de la langue française, enrôlements de force dans la Wehrmacht) revient dans le giron de la patrie le 23 novembre 1944. Quatre ans plus tôt, à Koufra, en Lybie, les troupes du général Leclerc avaient prêté serment de ne déposer les armes qu'une fois la capitale alsacienne libérée. Ils ont tenu promesse.





DES COUPABLES TOUTES TROUVÉES

Fin août 1944, la ville de Montereau est libérée. Le premier réflexe des habitants de cette commune du Loiret ? Tondre, sur une estrade installée en centre-ville, les femmes accusées de «collaboration horizontale» (c'est-à-dire, ayant eu des relations sexuelles avec l'occupant allemand). Ces dernières sont ensuite exhibées dans les rues, essuyant les quolibets de la foule. Au cours de l'été, ces cérémonies expiatoires se multiplient dans toute la France, les historiens estimant à plus de 20 000 le nombre de femmes tondues.





PÉTAIN SUR LE BANC DES ACCUSÉS

Le procès de Philippe Pétain devant la Haute Cour de Justice de Paris s'ouvre le 23 juillet 1945 dans un climat électrique. Accusé de complot contre la France et d'intelligence avec l'ennemi, le maréchal, âgé alors de 89 ans, se contente d'une brève intervention, puis se mure dans le silence, laissant sa défense à ses trois avocats (ici, le bâtonnier Fernand Payen). Après un mois d'audience, il est condamné à mort, peine commuée en détention à perpétuité.





LE CŒUR LÉGER, L'ESTOMAC VIDE

La Libération ne met pas fin aux pénuries alimentaires et au rationnement imposé sous l'Occupation, comme le montre cette file d'attente devant une boulangerie parisienne, en août 1944. Dans la capitale, on continue à utiliser des tickets d'alimentation jusqu'en 1949, tandis que le marché noir connaît une recrudescence pour combler le manque d'approvisionnement des commerces. Tout un symbole : la ration quotidienne de pain autorisée est abaissée à 300 grammes par jour après la Libération, en deçà du seuil fixé pendant la guerre.

SUR UN AIR DE MUSETTE

Le 30 juin 1944, après trois semaines de combats, les Alliés ont pris Cherbourg, qui est donc la première grande ville française libérée du joug allemand. Pour fêter cette victoire, on y organise, le 14 juillet, un grand bal. Durant les années d'Occupation, les célébrations de la fête nationale étaient interdites. Ici, les militaires de l'armée américaine se mêlent à la foule et dansent avec les Françaises, comme en témoigne ce cliché réalisé par un GI tandis que la bataille de Normandie fait rage.







Dès 1943, le programme de l'après-guerre était tracé

Qu'allait devenir la France après la Libération ? Un protectorat américain ? Un pays livré au chaos ? Cet historien nous raconte comment ces périls furent évités...

GEO HISTOIRE : Pendant la guerre, différentes forces prétendaient représenter la France combattante. Il y avait d'un côté les résistants de l'intérieur et ceux de Londres, derrière de Gaulle, et de l'autre, les hommes de Giraud, soutenus par les Américains qui avaient débarqué à Alger. Comment s'est fait l'amalgame entre ces deux courants rivaux ?

François Delpla : En juin 1943, après de longues négociations, de Gaulle et Giraud se sont mis d'accord pour créer le Comité français de Libération nationale (CFLN), composé d'autant de giraudistes que de gaullistes. De Gaulle et Giraud, par ailleurs, en sont coprésidents. Cette instance, représentant le nouvel Etat français, a pour vocation de remplacer Pétain dès la libération du sol national. Mais en quelques semaines, de Gaulle va évincer Giraud et s'imposer comme le patron du Comité français de Libération nationale. Pour ce faire, il débauche un certain nombre de personnes venues dans le Comité sous l'égide de Giraud, notamment Jean Monnet, qui tient lieu de ministre de l'Economie dans le CFLN, et Maurice Couve de Murville, qui en est le spécialiste financier.

Le CFLN ne représente pas seul l'Etat français en devenir. Il est secondé par une assemblée consul-

tative, instituée en septembre 1943, à Alger. Même si, comme son nom l'indique, elle n'a pas de pouvoir de décision, elle a un rôle symbolique très fort car elle est composée, d'une part, d'anciens parlementaires et, d'autre part, de délégués des mouvements de la Résistance. Donc, elle réalise l'union entre la III^e République et les gens qui ont résisté à Pétain. En fait, elle représente la France entière, ou presque : seuls les gens qui ont accompagné pendant toute la guerre le régime de Pétain n'y ont évidemment pas droit de cité.

De Gaulle va apprendre, pour une part, son métier de chef d'Etat en discutant avec cette assemblée, en négociant avec elle. Même s'il a le pouvoir de ne pas tenir compte de ses avis, il s'efforce de le faire, notamment pour achever d'effacer la réputation de général fasciste et cagoulard qu'il a encore auprès du président américain Franklin Roosevelt, notamment parce qu'il n'a jamais été légitimé par des élections.

Précisément, en mettant en place ces institutions, de Gaulle cherche-t-il à poser une alternative à une administration américaine de la France après la Libération ?

Certainement. A mesure que le conflit avance, il devient évident que les Américains vont piloter la

libération de la France. Et ils ont prévu d'y mettre en place une administration militaire. Ils ont même formé et entraîné des gens pour ça. Dès 1943, des officiers américains francophones sont recrutés pour effectuer des stages, au cours desquels ils vont apprendre, à l'aide des guides Michelin, à devenir sous-préfet de Gap ou de Castelnaudary. Ça n'est un mystère pour personne. Je ne pense pas que cela enthousiasmait Giraud, mais il n'était pas homme à s'y opposer bec et ongles. En revanche, une fois débarrassé de ce dernier, c'est ce que de Gaulle va faire. En substance, il dit aux Américains : l'administration du pays, ce sont nos affaires de Français et nous sommes assez grands pour nous en occuper. Moi-même, à Alger, comme vous le voyez, je me prépare à y faire face, en recrutant tous les fonctionnaires nécessaires et les compétences adéquates.

En 1943, à Alger, les travaux de l'Assemblée consultative portent sur quoi ?

Sur tout. Cela ressemble autant que possible au travail normal d'un parlement. Ainsi, des projets de lois sont présentés à l'Assemblée consultative, par exemple sur le vote des femmes. Elle en débat et les adopte ou pas, même si, ●●●

François Delpla

Ce spécialiste de la Seconde Guerre mondiale est notamment l'auteur d'un essai sur l'accession au pouvoir d'Hitler (« 30 janvier 1933, la véritable histoire », éd. Pascal Galodé) et d'un livre sur la Libération (« Ils ont libéré la France », éd. Archipel, voir critique p. 114).

●●● juridiquement, il suffit d'un décret du CFLN pour que ces textes entrent en vigueur. L'Assemblée consultative va continuer ses travaux en 1944 et même après la Libération. Quand le gouvernement s'installe à Paris juste après le départ des Allemands, au début du mois de septembre 1944, l'Assemblée suit quelques jours plus tard et s'installe au Palais du Luxembourg. Elle s'arrêtera de fonctionner en août 1945.

Le CFLN n'est pas seul à construire l'avenir politique de la France...

Sur le plan intérieur, le Conseil national de la Résistance, qui représente les principaux mouvements (en liaison avec le CFLN), travaille aussi dans ce sens. Lorsqu'il dirigeait le CNR, avant son arrestation, Jean Moulin a mis en place plusieurs comités chargés de faire des propositions pour l'administration et le gouvernement futurs de la France. Il a notamment créé le Comité général d'études, une structure qui comprend des juristes très compétents. Ils vont préparer un grand nombre de propositions, qui vont se retrouver dans les cartons du CFLN à Alger. Et qui vont aussi inspirer le fameux programme du Conseil national de la Résistance, adopté le 15 mars 1944.

Est-ce qu'on peut parler de ce programme ? D'où viennent ses projets, par exemple celui concernant la Sécurité sociale ?

Ce programme est un compromis entre toutes les tendances de la Résistance. C'est ce sur quoi elles ont pu s'accorder. Le poids du parti communiste et des syndicats y est très important. Les groupements de résistance orientés à droite, voire très à droite, sont résignés devant ces mesures, ils ne songent même pas à s'y opposer. Par exemple, tout le monde est bien conscient que la mise en place de la Sécurité sociale s'impose. Un tel type de consensus n'est pas nouveau, car à certains moments, les réformes sont mûres, et tout le monde en a conscience. C'est ainsi, par exemple, que les congés payés ont été votés à l'unanimité en 1936, par la gauche comme par la droite.

Et les nationalisations ?

Ce sont les socialistes qui y sont favorables, dans la France résistante, encore plus que les communistes, qui jugent cette mesure trop « tiède », puisqu'ils sont pour la révolution. Mais ils s'y rallient. Quant aux forces de droite, elles savent bien que le patronat ne s'est pas très bien conduit pendant la guerre, qu'il a beaucoup collaboré,

beaucoup fabriqué d'armes pour les Allemands, donc elles font profil bas. Et puis les nationalisations apparaissent à tous comme un instrument idéal dans la main du futur gouvernement qui aura en charge la reconstruction du pays.

Il existe donc un programme politique conçu dès 1944 et prêt à être appliqué après la Libération. En est-il de même d'un point de vue judiciaire ? Autrement dit, l'épuration a-t-elle aussi été préparée par la France combattante alors même que la guerre n'était pas finie ?

Oui. Son principe a été inscrit noir sur blanc dès le 18 août 1943, dans une première ordonnance du CFLN. Il est ensuite précisé dans une deuxième ordonnance du 26 juin 1944, puis une troisième du 26 août de la même année, au lendemain de la libération de Paris. La première ordonnance met surtout en place un principe. Elle précise qu'il faut poursuivre les gens les plus coupables et qu'il faut le faire dès la Libération, sans tarder. Cette épuration aura pour charge de rendre justice aux particuliers qui ont été dénoncés, arrêtés par des miliciens, exécutés sommairement, etc. Mais au-delà de cette mission, je pense que, dans l'esprit de de Gaulle, il s'agit surtout de condamner Vichy pour intelligence avec l'ennemi. Pour de Gaulle, l'épuration doit avant tout frapper les hommes politiques, et de préférence les plus élevés d'entre eux.

L'idée de limiter l'épuration vise-t-elle à conserver une administration en état de marche, à ne pas la décapiter ?

Bien entendu. De Gaulle ne va pas punir l'administration entière ! D'autant qu'il a souvent donné des directives pour qu'elle reste en place. Il y a un exemple significatif que donne l'historienne Claude d'Abzac dans son livre « L'Armée de l'air des années noires » (éd. Economica). Il y avait pendant la guerre, sur le territoire national, des bases aériennes militaires, qui fonctionnaient sous contrôle allemand, mais avec des officiers français, chargés notamment de faire fonctionner des radars, de prévoir les bom-

François Delpla (ici avec deux journalistes de GEO Histoire) met actuellement la dernière main à un important ouvrage qui paraîtra en novembre prochain aux éditions Perrin : « L'Histoire du III^e Reich ».



Philippe Verzone/Agence Vu

bardements... Ces officiers français étaient souvent patriotes et essayaient de savoir ce que de Gaulle attendait d'eux. Et ce dernier leur fit répondre : vous restez en place. Dans l'avenir, j'aurai besoin d'aérodromes qui fonctionnent. Donc, il était interdit à ces gens de prendre le maquis, d'aller faire joujou avec des armes légères, alors qu'ils pouvaient être plus utiles autrement. Et ça, ça valait pour la plupart des fonctionnaires de Vichy. L'idée, c'était : utilisez, dans la mesure de vos moyens, vos postes pour préparer la Libération, poursuivez les résistants le plus mollement possible, mais n'abandonnez pas vos responsabilités pour aller jouer les boy-scouts, ce n'est pas pour ça qu'on a le plus besoin de vous.

Autre mesure importante, préparée longtemps avant la Libération : la création des commissaires de la République. De quoi s'agit-il ?

C'est Michel Debré, alors résistant (et qui deviendra bien plus tard le père de la Constitution de 1958), qui s'est occupé de ça. Pendant la guerre, il fait partie du Comité général d'études initié par Jean Moulin, et il élabore des listes de personnes qui pourront être commissaires de la République, en remplacement des préfets de région institués par Vichy. Il dresse aussi la liste des futurs préfets ou sous-préfets qui seront subordonnés aux commissaires de la République. Bref, il établit tout un organigramme qui est envoyé ensuite à Alger pour ratification. Et ce travail s'avérera ensuite crucial.

Le 14 juin 1944, quand il arrive en Normandie après le Débarquement, de Gaulle visite un certain nombre de villages et de petites villes. Sa visite la plus importante a lieu à Bayeux. Là, tout de suite, à la sous-préfecture de la ville, il installe un commissaire de la République qui remplace le préfet de région de Vichy. Ce commissaire de la République s'appelle François Coulet, c'est un cadre important de la France libre. Dans les jours suivants, les Américains s'aperçoivent que toute la population va voir Coulet et que personne, en revanche, ne

s'intéresse au sous-préfet américain, formé au cours d'un stage dans l'Indiana ou l'Illinois !

Ce voyage à Bayeux est très important vis-à-vis des Américains, de Roosevelt. Le 3 juin 1944, trois jours avant le Débarquement, le CFLN a décidé de changer de nom, avec le soutien de l'assemblée consultative. Il s'appelle désormais le GPRF, Gouvernement provisoire de la République française. Mais les trois grands alliés refusent d'abord de reconnaître sa légitimité. Cependant, devant la maîtrise dont fait preuve de Gaulle à partir de la Libération, Roosevelt va changer d'avis. Cette maîtrise s'affirme dans le métier gouvernemental, mais aussi sur les territoires que le général contrôle avec ses commissaires de la République. A ce moment-là, cela deviendrait ridicule de ne pas le reconnaître... Et en octobre 1944, Roosevelt capitule. Il avait juré sur ce qu'il avait de plus sacré que jamais il ne reconnaîtrait un gouvernement français qui ne serait pas démocratiquement élu. C'était sa philosophie, sa ligne de conduite. Mais il finit par admettre la légitimité de de Gaulle.

Dans votre livre, on a le sentiment que de Gaulle prend conscience que la partie est gagnée pour lui à Bayeux, le 14 juin 1944.

Oui, tout à fait. Il pouvait se demander comment il serait accueilli par des populations endoctrinées par Pétain. Or, à Bayeux, l'accueil a été très chaleureux.

Il lance : la partie est gagnée, on va y arriver...

Oui, il dit au général Béthouart qui l'accompagne : nous avons ici des amis, nous pourrions y prendre notre retraite !

Durant la guerre, le général de Gaulle a toujours joué avec plusieurs coups d'avance

De Gaulle avait la hantise d'une administration américaine sur le pays. Craignait-il aussi que les communistes cherchent à le diriger ?

On a souvent avancé qu'il y avait eu une lutte entre de Gaulle et les communistes et qu'il leur avait damé le pion. En fait, je pense qu'on serait plus dans le vrai en disant que de Gaulle voulait lutter contre le désordre, en instituant une administration reconnue qui rendrait caduques les autorités issues de la Résistance, tout en leur permettant de se couler dans les institutions nouvelles.

Contrairement à d'autres pays, la France a échappé à la guerre civile après sa libération. Est-ce qu'il y a eu cette inquiétude-là chez de Gaulle ?

Elle a plané, sans doute, mais je ne pense pas que de Gaulle l'ait réellement éprouvée. Il a toujours joué avec plusieurs coups d'avance.

Il y avait quand même des milices patriotiques issues de la clandestinité et qui restaient actives, des anciens résistants qui se retrouvaient en armes dans le pays...

C'est évident que du désordre, il y en a eu, et des juridictions auto-proclamées, des exécutions sommaires, des règlements de compte dans tous les coins. C'est inévitable, et c'est une très grosse performance qu'il y en ait eu aussi peu, parce que, précisément, il y avait un pouvoir qui était quand même reconnu par l'ensemble des forces politiques, à commencer par le parti communiste. Donc, à partir de ce moment-là, les excités dans leur coin, de quelque idéologie qu'ils se réclament, ne pouvaient pas aller bien loin. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-MARIE BRETAGNE ET CYRIL GUINET

LE SUD





PROVENCE

L'autre débarquement

Au matin du 15 août 1944, les troupes alliées prennent pied entre Toulon et Cannes. Elles sont chargées de libérer la Provence puis de faire la jonction avec les unités venues de Normandie. Voici les images méconnues de cette seconde «bataille de France».



Après Overlord, l'opération Dragoon !

Des hommes de la 36^e division d'infanterie américaine viennent de débarquer, le 15 août, sur la plage du Dramont. L'opération Dragoon est lancée.



La machine de guerre américaine se déploie sur la côte d'Azur

Le 15 août, les véhicules amphibies Dukw (surnommés «Duck») de la marine US effectuent de nombreux allers-retours entre les navires alliés et les plages provençales pour déposer le matériel militaire.





La bataille de Marseille

Un char Sherman du 2^e régiment de cuirassiers français entre dans Marseille et arrive à 19 heures, le 23 août, devant le palais Longchamp. La ville sera aux mains des Alliés le 28.

Jacques Bellin/ECPAD Terre 270-6018

Adieu à l'ordre ancien

Saint-Tropez est libéré le 15 août, et dès le 16, les soldats français s'attaquent aux symboles de la Collaboration, déboulonnant ici une plaque de rue au nom du maréchal Pétain.

La France de Londres remplace celle de Vichy

Les garnisons se rendent

28 août : le fort de Foresta, dernier ouvrage militaire encore tenu par l'armée du Reich, a été pris par le 3^e régiment de tirailleurs algériens. Les soldats allemands se rendent.



Jacques Bellin/ECPAD Terre 270-6062





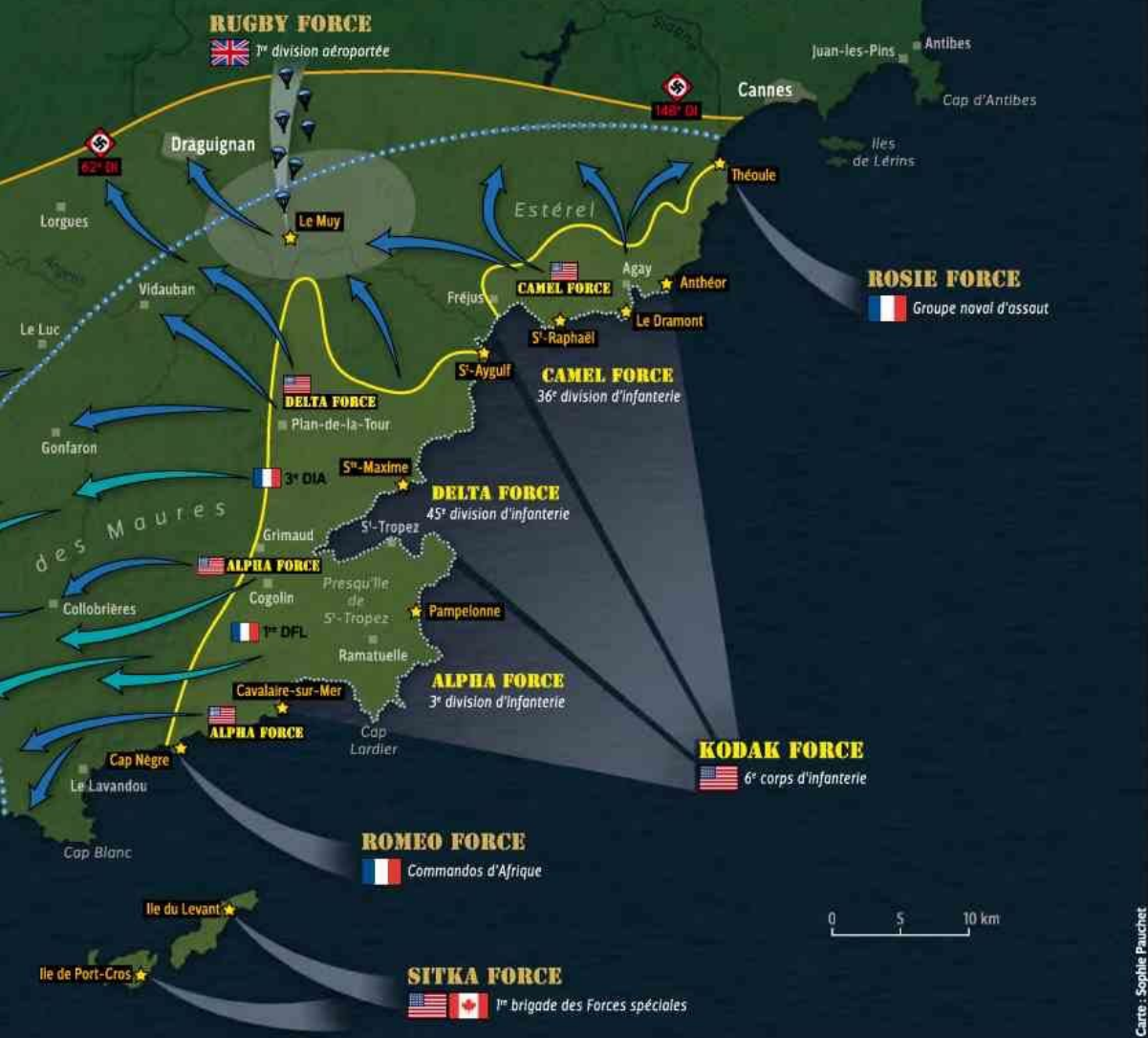
Les Français dans l'opération Dragoon

Sur place, les anciennes unités de Vichy, les FFL et les FFI forment la moitié des troupes combattantes.

La burette coule», «le chasseur est affamé», «le bourdonnement assourdi», «Nancy a le torticolis». Ce 14 août 1944, à l'écoute de ces messages personnels diffusés par la BBC, les chefs des maquis de Provence comprennent que l'opération de très grande ampleur qu'ils attendent est désormais imminente. Chacune de ces phrases enfantines contient en effet une consigne précise qu'ils doivent répercuter sans délai aux différents

groupes de résistants de la région : saboter les voies ferrées et les routes, couper les lignes de télécommunication, paralyser les blindés et enfin déclencher une guérilla généralisée.

Ce que ces combattants de l'ombre ignorent, c'est que l'opération «Dragoon» (Dragon), dont ils ne connaissent rien, doit débuter dès le 15 août, c'est-à-dire le lendemain. Placé sous le commandement du général américain Alexander Patch, ce nouveau débarquement a été préparé dans le plus grand secret. Malgré l'opposition de Churchill, qui aurait préféré une attaque en Méditerranée orientale, l'invasion de la Provence a été imposée par Roosevelt, avec le soutien de Staline, et élaborée à partir d'octobre 1943.



Le deuxième acte du plan allié

Soixante-dix jours après Overlord, les Alliés ouvrent un second front. Et les opérations y suivent le même schéma qu'en Normandie. Des commandos sont chargés, dans la nuit du 14 au 15 août, de détruire les batteries au cap Nègre et sur les îles du Levant et de Port-Cros. Cinq mille parachutistes sont largués dans l'arrière-pays pour empêcher l'arrivée de renforts allemands. Le matin du 15 août, après un bombardement intensif des côtes, trois divisions américaines, composant la force Kodak, débarquent entre Anthéor et Cavalaire. Des Français sont inclus dans cette première vague, mais le gros de leurs troupes entrera en action à partir du lendemain. Le succès de l'opération sera total. La Provence sera libérée en deux semaines, et les forces alliées pourront remonter la vallée du Rhône dès septembre, pour rejoindre celles d'Overlord.

L'opération Dragoon se veut le complément d'Overlord. Les troupes débarquées en Provence doivent remonter vers la vallée du Rhône pour rejoindre celles arrivées sur les côtes normandes. Les stratèges américains espèrent contraindre ainsi la Wehrmacht à un repli général de ses unités – notamment celles stationnées dans le Sud-Ouest – de peur qu'elles soient encerclées. Mais avant de se mettre en route, les troupes de Dragoon ont à remplir deux objectifs dans le Sud-Est : la prise de la forteresse de Toulon et la libération de Marseille, dont les équipements portuaires sont cruciaux pour l'acheminement du matériel de guerre.

En 1941, en Syrie, ces soldats se sont affrontés, les uns avec de Gaulle, les autres avec Pétain

Sur un point, Dragoon s'annonce très différent d'Overlord. En effet, cette fois, quatre divisions françaises sont intégrées au dispositif d'attaque. Alors qu'en Normandie, les Américains, les Canadiens et les Anglais fournissaient l'immense majorité des troupes, en Provence, le rapport s'inverse : sur les quelque 500 000 hommes mobilisés, 256 000 sont des Français, commandés par le général Jean de Lattre de Tassigny. Mais cette armée nationale renaissante, baptisée « détachement d'ar-

mée B » depuis janvier 1944, est un corps hétéroclite qui mêle des soldats aux origines variées et aux engagements diamétralement opposés.

Les plus nombreux sont les anciens de l'armée d'Afrique. Stationnée outre-mer, celle-ci a survécu à la débâcle. Majoritairement fidèles à Vichy, ses 127 000 militaires ont d'abord combattu quelques jours, au nom de la politique de Collaboration, les Anglo-américains débarqués en Algérie et au Maroc le 8 novembre 1942. Puis, après l'invasion de la zone non-occupée par les Allemands, ils se sont rangés du côté des Alliés jusqu'à devenir « l'épine dorsale de la nouvelle armée de la Libération », comme le résume l'historien Robert Paxton (« L'Armée de Vichy », éd. Tallandier, 2004).

Les 20 000 combattants des Forces françaises libres (FFL) sont l'autre composante majeure de l'armée B. Depuis l'été 1940, à l'appel de de Gaulle, les Français libres ont lutté, seuls ou avec les Britanniques, sur différents théâtres d'opérations, en Afrique orientale, en Afrique du Nord ou au Levant. Parfois même face aux soldats vichystes, comme ce fut le cas en Syrie en juin 1941. Alors, pour bon nombre de FFL, l'armée d'Afrique demeure, malgré son ralliement, un repaire de traîtres. De leur côté, les anciens officiers ●●●

●●● vichystes nourrissent une certaine jalousie pour ces gaullistes arrogants.

Hétérogène, l'armée B l'est aussi parce qu'elle comporte en son sein quelque 110 000 «indigènes», comme on le dit alors. Certains d'entre eux – environ 15 000 – ont été enrôlés par les FFL en Afrique occidentale et en Afrique équatoriale. Mais en grande majorité, ce sont des Maghrébins versés dans l'armée d'Afrique. Enfin, dans les rangs de cette armée nouvelle se côtoient aussi des évadés de France, des Corses engagés après la libération de leur île en 1943, des républicains espagnols et des anciens des Brigades internationales. Sans oublier quelque 5 000 auxiliaires féminines.

Ce qui unit ces troupes de bric et de broc, en ce débarquement du 15 août 1944, c'est la volonté de libérer le territoire national. Le scénario qui va se mettre en place sur les côtes de Provence ressemble à celui qui s'est déroulé en Normandie. D'abord, dans la nuit, un commando est envoyé pour désarmer une batterie postée au cap Nègre, près du Lavandou, dans le Var. Ce sont des soldats français. Puis, des parachutistes anglais et américains, mais aussi des centaines de canons et de Jeeps, sont largués entre Le Muy et Roquebrune. Quand le jour se lève, les quelque mille navires de l'armada alliée sont en position. Les installations défensives allemandes, préalablement bombardées par plusieurs centaines de bombardiers B-26, sont maintenant sous le feu incessant de 400 canons de marine. En quelques dizaines de minutes, 16 000 obus pleuvent sur la côte.

Dès leurs premiers pas sur le sable, des hommes embrassent le sol et entonnent la Marseillaise

Le débarquement proprement dit débute à 8 heures sur les plages, entre Cavalaire et Anthéor. L'artillerie allemande riposte et coule plusieurs barges de débarquement. Les combats font rage. Mais les soldats du 6^e corps d'armée américain et les éléments de la 1^{re} division blindée française prennent le dessus presque partout. Tout au long de la journée, les camions amphibies «Duck» font la navette entre les barges et les plages. Au soir du 15 août, malgré les 1 000 morts déjà enregistrés dans les rangs alliés, les objectifs dépassent déjà les prévisions : 60 000 hommes, 6 000 véhicules et 50 000 tonnes de fret ont été débarqués.

Le lendemain, à 17 heures, c'est au tour du gros des troupes françaises (1^{re} division des Français libres, 3^e division d'infanterie algérienne, 9^e division d'infanterie coloniale, 4^e division d'infanterie marocaine de montagne, etc.) de prendre pied entre Cavalaire et Saint-Tropez. À peine descendus sur le sable, des soldats s'agenouillent, embrassent le sol et entonnent la Marseillaise. La guerre est pourtant loin d'être terminée. Des avions de la Luftwaffe mitraillent les libérateurs.

Ce sont les soldats coloniaux qui ont libéré Toulon et Marseille

Toutefois, il faut à peine deux jours aux Franco-américains pour contrôler une zone profonde de 30 kilomètres. À Pampelonne, les unités du génie aménagent en un temps record un aérodrome que le secrétaire d'Etat américain à la Marine, James Forrestal, s'empresse de

venir visiter. Plus loin dans l'arrière-pays, les résistants des Forces françaises de l'intérieur (FFI) et ceux de l'Organisation de résistance de l'armée (ORA) sont à pied d'œuvre pour guider les unités blindées américaines de reconnaissance.

Partout, les Allemands sont bousculés. Ils rendent les armes, parfois sans combattre. De Lattre estime qu'il ne faut pas perdre une minute. Il convainc les Américains d'attaquer Toulon par surprise. «Il faut saisir l'adversaire à la gorge et lui donner un coup de poignard dans le flanc», juge le commandant en chef de l'armée B (cité par François Broche dans «L'Armée française sous l'Occupation», éd. Presses de la Cité, 2003).

Le général de Larminat, ancien chef d'état-major des FFL, désormais à la tête du 2^e corps d'armée, et le général de Monsabert, ex-cadre de l'armée d'Afrique, rallié tardivement à de Gaulle, sont chargés de faire tomber la citadelle. Sur place, pas moins de 25 000 soldats allemands et 250 canons attendent les Français de pied ferme. Le 19 août, les spahis algériens partent en reconnaissance. Ils sont guidés par des FFI et des FTP (Francs-tireurs et partisans), armés de fusils et de mitraillettes Sten. Le lendemain, les tirailleurs algériens, épaulés par les maquisards, contournent la ville par l'ouest. Les affrontements sont d'une rare violence dans les faubourgs. Les avant-gardes françaises s'approchent quand même de l'hôpital Sainte-Anne. Le lieutenant Djebaïli réussit à hisser le drapeau français place de la Liberté. Les combats, auxquels participent largement les tirailleurs sénégalais, prennent encore plus d'une semaine, mais le 27 août, l'amiral Ruhfus commandant la base navale se rend. Avec dix jours d'avance sur le calendrier, Toulon est libéré par l'armée B et les résistants. Une victoire commune que de Lattre juge décisive pour l'avenir : «Elle apporte la promesse», dit-il, de ce qui sera bientôt une nouvelle armée, unissant résistants et soldats...

De son côté, Monsabert n'a pas attendu la chute de Toulon pour foncer vers Marseille. Le plus grand port de toute l'Europe occidentale a des allures de camp retranché, protégé par de puissantes unités défensives installées à Aubagne. Quand le 21 août, les chars français tentent de s'emparer de cette ville, ils sont ainsi sévèrement repoussés par l'artillerie allemande. C'est alors aux «goumiers» (fantassins) marocains de passer à l'action. À la grenade, au couteau et à la baïonnette, ces experts du combat au corps à corps viennent à bout du verrou allemand. Cependant, au centre-ville de Marseille, les résistants sont passés de la guérilla à

la guerre ouverte. Dans les rues dévastées par les combats, des voitures équipées de haut-parleurs lancent des appels à l'insurrection. Les FFI, les FTP et les combattants des milices socialistes – un millier d'hommes – contrôlent des quartiers entiers où ils ont dressé des barricades. Alors que les Allemands sont toujours là, le préfet est arrêté et l'administration vichyssoise balayée. Le 23 août, les soldats de Monsabert s'emparent des faubourgs nord et est. Les Allemands qui sont retranchés dans les forts Saint-Jean et Saint-Nicolas font pleuvoir des obus sur le quartier de la cathédrale. Sur la Canebière, FFI et soldats allemands échangent des coups de feu.

La colline de Notre-Dame-de-la Garde, qui domine la ville, devient l'objectif prioritaire de Monsabert. Mais la seule voie d'accès, le boulevard Gazzino, est sous la mitraille allemande. La solution vient des FFI. Le 25 août, ils guident les goudiers marocains et les tirailleurs algériens vers la porte cochère d'un immeuble qu'ils connaissent. Et, dissimulé au fond de la cour, un escalier permet de grimper... vers la colline. Quelques heures plus tard, le drapeau tricolore flotte enfin sur la « Bonne Mère ». La garnison allemande du parc Borély se rend. Le 28 août, les Allemands capitulent après avoir fait sauter plusieurs installations portuaires.

Fort de ces succès fulgurants, de Lattre obtient le 29 août des Américains que son armée puisse parti-

ciper à la libération de Lyon, la capitale de la Résistance. Comme ils l'ont déjà fait avec les troupes américaines qui sont entrées dans Grenoble dès le 22 août, les FFI accompagnent et appuient solidement les soldats français tout au long de leur progression dans la vallée du Rhône. Leur ardeur impressionne certains officiers, pourtant enclins à douter de l'utilité militaire des résistants. Mais les relations entre les uns et les autres ne sont pas toujours radieuses. Les FFI n'hésitent pas à qualifier de « fasciste » cette armée héritière, pour une bonne part, de celle d'Afrique, qui est venue bien tard au combat contre l'occupant. Et de leur côté, les officiers réguliers voient les maquisards comme des militants révolutionnaires plus que comme des soldats.

« Les résistants s'imaginent volontiers comme une armée de citoyens en armes, sur le modèle des soldats de Valmy sauvant la patrie en danger contre les forces de la contre-Révolution, matrice d'une nation régénérée. Dans ces conditions, les intégrer dans la "vieille" armée qui a traversé la III^e République, le désastre de la campagne de France et l'armistice, et qui débarque à peine renouvelée, sur la côte provençale, est d'emblée problématique », explique la chercheuse Claire Miot dans un article consacré à l'armée B (« L'Armée de Lattre de Tassigny, symbole de la reconstitution de l'armée française ? », <http://chs.univ-paris1.fr/miot.pdf>).

C'est pourtant le pari de de Gaulle et de Lattre. Ce dernier, au long de ces semaines, prend soin de ménager les FFI, ne manquant pas une occasion de rendre un hommage appuyé aux résistants. Fin tacticien, il sait bien qu'il en va de la reconstitution de l'armée française, initiée par de Gaulle. Le 28 août, le chef du Gouvernement provisoire

Du soleil d'Afrique à celui du Var

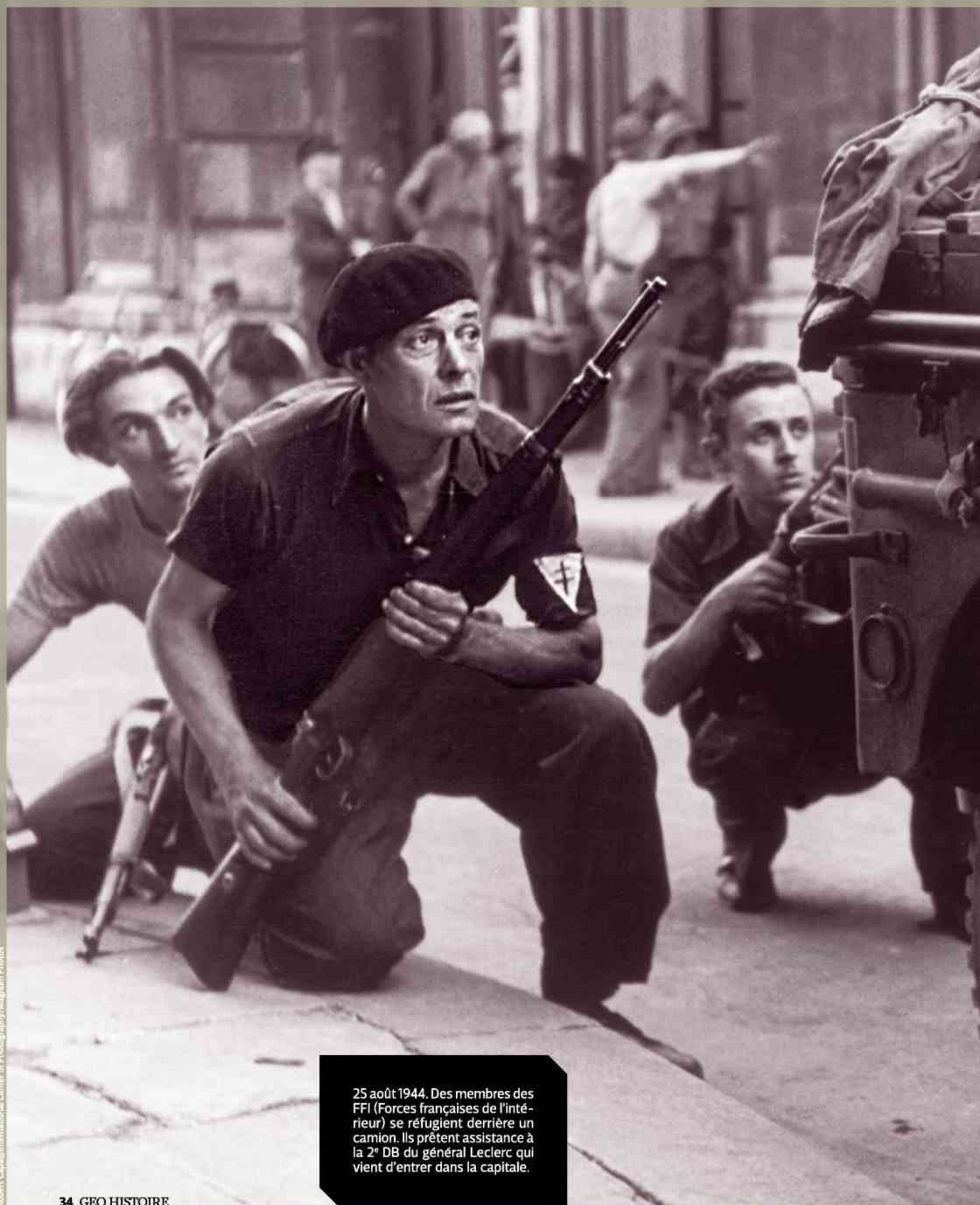
Ces Français du 5^e régiment de chasseurs d'Afrique patrouillent dans le Var, à bord de leur char léger Stuart.

de la République française (GPRF) a annoncé l'intégration des FFI et la dissolution de leurs états-majors. Il s'agit pour de Gaulle d'amalgamer la résistance intérieure à l'armée régulière. La mesure permet d'accroître les effectifs au moment où les soldats d'Afrique noire sont mis au repos, mais elle a aussi pour objet d'encadrer très strictement des milliers de combattants jugés trop proches du parti communiste et d'éliminer ainsi un danger potentiel d'insurrection. Cette décision permet de rallier d'abord les FFI du Sud-Est, avant de voir affluer ceux de tout le pays. Au moment de passer à l'offensive en Alsace et sur le territoire du Reich nazi, 86 000 FFI auront été intégrés à l'armée B – devenue, le 19 septembre 1944, la 1^{re} armée française. Ainsi, de Gaulle réussit son pari de recréer une armée homogène, à partir de composantes diverses et parfois même antagonistes. Un tour de force qui rappelle celui qu'il opère sur le plan civil, en réunissant toutes les composantes politiques de la nation au sein de la Résistance, puis, après la Libération, dans le même gouvernement. ■

JEAN-JACQUES ALLEVI



Jacques Bellivier/CPAD. Fonds 274-6215



25 août 1944. Des membres des FFI (Forces françaises de l'intérieur) se réfugient derrière un camion. Ils prêtent assistance à la 2^e DB du général Leclerc qui vient d'entrer dans la capitale.

PARIS VAUT BIEN UNE BATAILLE!

Été 1944. Six mille soldats du Reich sont encore dans les murs quand l'insurrection éclate. Dix jours de combats incertains s'ensuivent, qui auraient pu se solder par un bain de sang. Le récit de ces journées mouvementées.

Difficile d'imaginer la Libération de la France sans les images des chars de Leclerc à la porte d'Orléans, ou celles de De Gaulle descendant les Champs-Élysées. Et pourtant, il s'en est fallu de peu pour que Paris rate le train de l'Histoire. «La ville n'avait plus aucune signification tactique. En dépit de sa gloire historique, Paris ne représentait qu'une tâche d'encre sur nos cartes ; il fallait l'éviter dans notre marche vers le Rhin», raconte ainsi Omar Bradley dans ses mémoires. Au cœur de l'été 1944, l'avis de ce général américain est partagé par l'ensemble du commandement allié, pour qui la progression depuis la Normandie vers le front de l'est demeure la priorité absolue. Mais pour de Gaulle, Paris vaut bien une bataille... Le chef de la France libre a compris que la force du symbole dépasse de très loin l'enjeu militaire. Non seulement la Ville lumière doit être prise, mais elle doit l'être par des troupes françaises ! De Gaulle s'en est soucié dès 1943, désignant le général Leclerc, chef de la 2^e division blindée, pour libérer la capitale. Il a aussi fait nommer les préfets de police et de la Seine par le gouvernement provisoire d'Alger, et a chargé Alexandre Parodi de le représenter à Paris afin d'y préparer l'arrivée du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF). Reste encore, après le Débarquement, à convaincre les Alliés d'envoyer une division française. Récit d'un été brûlant.

14 JUILLET 1944

PLACE DE L'ÉTOILE, ON ENTEND LA «MARSEILLAISE»

Aujourd'hui : pas de viande. Pas d'œufs. Pas de chocolat. N'attendez pas inutilement. » En ce mois de juillet caniculaire, les devantures des épiceries en disent long sur le calvaire subi par les 4 millions de Parisiens. Le Débarquement allié a beau monopoliser les conversations, dans toutes les têtes, il n'y a qu'une seule obsession : survivre. La désorganisation générale de l'économie et des transports, tout comme les prélèvements de

plus en plus lourds opérés par les Allemands se ressentent au quotidien. Depuis quelques semaines, les rations officielles tombent à des niveaux de disette, tandis que le marché noir prospère plus que jamais. Le pain, dont le prix est officiellement fixé à 3,75 francs le kilo, s'échange sous le manteau entre 20 et 35 francs. Pour mettre la main sur un œuf, il faut compter 20 francs, soit le prix d'un solide repas au restaurant avant la guerre. Il n'y a pas que les denrées alimentaires qui sont touchées. L'essence a pratiquement disparu, et seuls les services d'urgence (pompiers, police...) sont autorisés à brûler les quelques litres restants. Alors on roule à vélo, ou l'on court après le métro (seulement quatre rames par heure à l'été 1944) afin de rejoindre son travail. Quand on en a encore un emploi... Faute de matières premières, de nombreuses usines sont en effet contraintes de fermer, mettant au chômage des milliers de travailleurs, à l'image des 6 000 ouvriers de l'usine Renault de Boulogne-Billancourt.

Exaspérés, épuisés, sous-alimentés... En ce mois de juillet, les Parisiens semblent à bout. Une colère sourde s'installe dans les rues presque désertes de la capitale qui s'apprête à célébrer tristement, et pour la quatrième année consécutive, sa fête nationale sous le joug allemand. A mesure que le 14 juillet approche, Joseph Darnand s'inquiète de cette drôle d'atmosphère. En accord avec les autorités allemandes, le responsable de la Milice, promu un mois plus tôt secrétaire d'Etat à l'Intérieur, donne l'ordre d'interdire toute cérémonie et de renforcer les forces de police pour prévenir les manifestations. Mais le mouvement est déjà en marche : dirigé par André Tollet (responsable de la CGT parisienne entrée en clandestinité) et de Jean de Vogüe (chef du mouvement Ceux de la Résistance), le Comité parisien de la Libération, chargé de coordonner depuis 1943 les organisations de la Résistance dans la ville, distribue des tracts, incite les Parisiens à ne pas se laisser gagner par la passivité et à défilé contre l'Occupant. Un travail de terrain qui va s'avérer payant : malgré la présence encore visible des forces allemandes et les avis d'interdiction, plus de 100 000 Parisiens descendent

Henri Cartier-Bresson/Magnum Photos



le 14 juillet sur les Champs-Élysées, mais aussi à Belleville, rue de la Convention, ou sur la place Maubert. On défile, on s'embrasse, on se drape des couleurs nationales. Et l'impensable se produit : «La Marseillaise», l'hymne honni de la République, la «Gueuse», renvoyée aux oubliettes de l'Histoire par Vichy, est entonnée par une foule galvanisée.

La fin de la journée se déroule sans trop de heurts. Quelques cheminots sont bien arrêtés, mais on ne compte ni repréailles du côté des Allemands (les yeux certes rivés sur la Normandie), ni véritables coups de force de la part de la Résistance. L'insurrection n'est pas encore pour aujourd'hui. Mais l'étincelle symbolique de ce «14 juillet de combat», approuvé du bout des lèvres par Londres (qui craignait un bain de sang), résonne déjà comme la promesse d'un soulèvement.

16 AOÛT LA POLICE CHANGE DE CAMP

La mollesse de la répression policière lors des manifestations du 14 juillet ne passe pas inaperçue chez les résistants, et en particulier auprès du colonel Henri Tanguy, dit Rol-



Au cœur de l'été, sur la place de la Concorde. L'essence est devenue rare, et seuls les services d'urgence sont autorisés à rouler. Sur les avenues quasi désertes, les Parisiens ressortent les vélos.

Tanguy. Militant communiste, il est entré dans la clandestinité dès octobre 1940. Nommé le 1^{er} juin 1944 chef de la section francilienne des Forces françaises de l'intérieur (FFI), il travaille depuis des mois aux côtés du Comité parisien de la Libération afin de libérer la capitale. Pour lui, pas de doute, le fruit est mûr : les manœuvres pathétiques de Laval et de Pétain pour constituer un nouveau gouvernement, la percée attendue des Alliés vers la Seine, le délitement de l'administration et la fuite des vichystes (le journal collaborationniste «Je suis partout» est même renommé «Je suis parti»)... autant de signaux qui lui assurent que la situation parisienne est plus favorable que jamais à une insurrection. Mais l'enthousiasme général est tempéré par Jacques Delmas, dit Chaban-Delmas, qui joue alors le rôle d'intermédiaire entre les Alliés et de Gaulle d'un côté, et les FFI de l'autre. Le jeune général de 28 ans, comme beaucoup de gaullistes, redoute de voir la Résistance parisienne contrôlée par les communistes (qui composent la grande majorité de l'état-major des FFI franciliens). Il a surtout très vite compris, que sans une aide de l'armée, l'insurrection serait vouée à l'échec.

Mais comment freiner une colère qui s'intensifie de jour en jour ? Comment éviter que la révolte ne soit réprimée dans le sang ? Chaban part en

catastrophe pour l'Angleterre afin de rendre compte au commandement allié de la situation explosive. Durant six jours, il plaide inlassablement en faveur d'une intervention rapide sur Paris des armées qui ont débarqué en Normandie. Sans succès... Pour les Alliés, la capitale n'est pas un enjeu primordial, et sa prise passe après la bataille de Normandie qui fait encore rage. Après que son supérieur, le général Koenig, lui eut ordonné de «freiner au maximum l'insurrection», Chaban est acheminé vers Saint-Lô par l'US Air Force. Puis, coûte que coûte, faisant même une partie du chemin à vélo, il rejoint finalement Paris le 16 août.

Mais il est déjà bien tard pour calmer la fièvre qui s'est emparée de la ville : depuis le 10 août, les Francs-tireurs et partisans (FTP) – un mouvement intégré aux FFI – ont déjà commencé à placarder dans toute la capitale un appel intitulé «En avant pour la bataille de Paris». En réponse, des grèves ont été votées, d'abord par les cheminots,

puis par les employés de métro, les postiers, les métallurgistes... Le 17 août, mis à part le téléphone dont les centraux restent fermement aux mains des Allemands, plus aucun service public n'est assuré. Mais surtout, les résistants ont reçu entre-temps un soutien de taille, la police, qui, elle aussi, se joint à la grève. Curieux spectacle que de voir, côte à côte, la police parisienne et ceux qu'elle a si durement réprimés pendant quatre ans. Cette même police qui organisait encore le 31 juillet une rafle de 500 juifs dans la capitale... Mais l'heure n'est pas aux états d'âme, encore moins aux règlements de compte. On songe avant tout à la réserve d'armes automatiques des forces de l'ordre, qui sera cruciale face aux mitrailleuses allemandes. Le 18 août, malgré les avertissements de Koenig et l'absence des troupes alliées, Rol-Tanguy lance officiellement, au nom des FFI, l'appel à l'insurrection depuis son PC souterrain près de la place Denfert-Rochereau. Le gaulliste Alexandre Parodi, bien que réticent, ne s'y oppose pas, au nom de l'unité de la Résistance et pour ne pas se couper d'un irrésistible mouvement populaire. La bataille de Paris aura bien lieu.

19 AOÛT LES SS SE VENGEANT À VINCENNES

L'offensive commence par un symbole fort : à 8 heures, plus de 2 000 policiers parisiens en civil, passés à la Résistance, investissent sans violence la préfecture de police, sur l'île de la Cité. Sur l'injonction de Rol-Tanguy, arrivé sur les lieux, tous revêtent le brassard des FFI. Le drapeau tricolore est hissé sur l'édifice. En parallèle, dans la ville, les FFI entrent en action. Plusieurs mairies d'arrondissement et autres lieux stratégiques (la poste centrale, l'usine à gaz de la Villette...) sont pris dans la journée.

La réaction allemande n'est pas immédiate. Depuis le début du mois d'août, les soldats du Reich évacuent la capitale. Seuls 6 000 d'entre eux (et 11 000 en banlieue) y sont encore, positionnés autour d'une douzaine de points névralgiques : la Kommandantur, près de l'Opéra, les Tuileries, les Invalides, l'Ecole militaire, l'hôtel Meurice, rue de Rivoli, QG du nouveau ●●●

●●● gouverneur militaire de Paris, le général von Choltitz... Ce dernier a été nommé par Hitler quinze jours auparavant. Ancien commandant du 84^e corps d'armée durant la bataille de Normandie, von Choltitz cherche surtout à protéger ses positions et à contrôler les grands axes qu'empruntent les unités fuyant la Normandie. Pour autant, il a aussi l'ordre de défendre la capitale. Aussi, le 19 août, à la mi-journée, il lance la contre-attaque. Des chars allemands tirent sur la préfecture, mais se retirent vite, harcelés par des FFI armés de cocktails Molotov.

Dans l'après-midi, les combats localisés se multiplient. Les hommes du général de Gaulle, Parodi et Chaban-Delmas en tête, sont pris de court par une insurrection dont ils doivent reprendre le contrôle pour ne pas laisser les manettes aux communistes et pour éviter un bain de sang – car, même réduites, les forces allemandes ont les moyens d'écraser les FFI. Il faut temporiser jusqu'à l'arrivée des Alliés et de de Gaulle. La solution vient du consul de Suède, Raoul Nordling. Jouant les intermédiaires entre Allemands et résistants, il a déjà aidé, quelques jours auparavant, à la libération de plus de 2 000 prisonniers politiques. Dans l'après-midi du 19, le diplomate est sollicité par les gaullistes pour négocier une trêve avec von Choltitz. Elle est ob-

tenue dans la soirée, puis prolongée les jours suivants. Problème : une grande partie des résistants refuse de baisser les armes. «Tant que les Allemands restent à Paris, le devoir est de les combattre», lance, bravache, Rol-Tanguy.

Les 20 et 21 août, les mots d'ordre contradictoires se succèdent, la confusion s'installe. Malgré la trêve, la guérilla urbaine continue : 5 000 FFI armés attaquent les bastions des Allemands, qui répliquent par des raids de tanks et d'automitrailleuses. Le 20 au matin, l'Hôtel de Ville est pris, le buste de Pétain retiré. Les premières barricades apparaissent au carrefour des boulevards Saint-Germain et Saint-Michel. Elles prolifèrent les jours suivants, jusqu'à atteindre le nombre de 600, même si leur rôle reste plus symbolique que réellement stratégique. Pour les bâtir, on trouve des conseils dans... les journaux de la Résistance («Le Soir», «Libération», «Combat»...), qui sortent au grand jour dès le 21, après s'être installés dans les locaux des journaux collaboration-

Les insurgés, mal entraînés, dépourvus d'armes antichars, se réfugient derrière les barricades. Après le 20 août, il devient évident qu'ils ne pourront vaincre seuls les soldats allemands encore dans la capitale.

nistes sabordés le 18. «La victoire de Paris est en marche», proclame en une, dès le 21 août, «Le Parisien Libéré», tandis que «L'Humanité» se fendra trois jours plus tard d'un «A chacun son Boche!». Dans la ville, malgré des affrontements sporadiques et meurtriers, la vie civile continue et certains quartiers restent calmes. Des badauds vont voir les barricades comme on va au spectacle. Mais la violence et le chaos rôdent aussi en périphérie de la ville : des unités allemandes en retraite de Normandie, et qui ne sont pas sous l'autorité de von Choltitz, commettent plusieurs massacres. A Vincennes, 26 personnes meurent sous les balles de soldats de la tristement célèbre division SS Das Reich, qui s'était rendue responsable quelques semaines plus tôt du carnage d'Oradour-sur-Glane.

22 AOÛT

DEPUIS UN AN, LECLERC NE PENSAIT QU'À ÇA

La situation des insurgés parisiens est fragile : seule l'intervention d'unités alliées venues de Normandie permettrait de donner une issue positive à l'insurrection. Dès le 19 août, Chaban-Delmas presse de nouveau le général Koenig, commandant en chef des FFI à Londres, de demander aux Alliés «l'occupation rapide de Paris», agitant le spectre d'un «nouveau Varsovie» (au même moment, dans la ville polonaise, l'insurrection qui a commencé le 1^{er} août est sauvagement matée par les Allemands). Il n'est plus le seul à s'en inquiéter. Rol-Tanguy a lui aussi compris qu'un coup de force populaire n'aurait aucune chance d'aboutir seul. Un homme peut faire basculer la situation : de Gaulle. Le 20 août, le chef de la France libre, arrivé d'Alger, rencontre près de Saint-Lô le général Eisenhower, grand chef des forces alliées en Europe. Celui-ci lui expose son intention de contourner Paris pour filer vers l'Allemagne ; de Gaulle réplique en demandant l'envoi de troupes pour libérer la capitale, comme convenu entre les deux hommes, fin 1943. Le 22, Eisenhower reçoit une nouvelle demande insistante de de Gaulle, sous la forme d'un courrier, qui insiste sur la faiblesse des Allemands à Paris, la pénurie alimentaire et la menace d'une «situation ●●●



Robert Doisneau/Reynolds

Il ne reste que 6 000 hommes à von Choltitz pour défendre la capitale face aux divisions française et américaine. La bataille n'en est pas moins violente et chaotique.

Barrières	Points de résistance allemands	Zones de combats	Axes de pénétration des forces américaines (4 D ⁺ du général Barton)	Axes de pénétration des forces françaises (2 ^e DB du général Leclerc)
Principaux QG alliés	Principaux QG allemands			

DÉCRYPTAGE

POURQUOI VON CHOLTITZ
ÉPARGNA PARIS

Paris outragé, Paris brisé... mais Paris miraculé. Par rapport à d'autres villes, la capitale est sortie quasi intacte des combats de la Libération. Pourtant, elle aurait pu payer cher sa fronde contre l'occupant. Hitler n'avait aucune intention de préserver la Ville lumière, ni de la déclarer «ouverte» – c'est à dire rendue sans combats –, comme Rome en juin 1944. Le général von Choltitz, dernier gouverneur militaire du Paris occupé, reçut des ordres sans nuance, dont celui du 22 août : «Paris est à transformer en un monceau de ruines. Le général doit défendre la ville jusqu'au dernier homme et périra s'il le faut sous les décombres.» Pourquoi alors la capitale fut-elle épargnée ? L'explication réside d'abord chez von Choltitz lui-même, qui n'appliqua pas les ordres de son Führer. Non

pas que l'homme soit porté à la mansuétude. Mais le général ne voyait pas la logique d'une telle destruction. La bataille de Normandie était perdue, les troupes allemandes se repliaient, les maigres contingents stationnés dans Paris évacuaient la ville. Ravager la capitale aurait été coûteux en vies humaines – y compris allemandes –, inutile d'un point de vue militaire et gênant pour la circulation des soldats du Reich se repliant depuis la Normandie.

L'ordre d'activer les mines
n'a jamais été donné

D'autres facteurs ont pu dissuader le haut-gradé allemand de passer à l'acte. Les pressions extérieures, d'abord. Celles du consul de Suède Raoul Nordling, intermédiaire clé entre von Choltitz et la Résistance, ont été mises en scène dans la pièce «Diplomatie», adaptée en 2014 au cinéma : lors d'une discussion dans la nuit du 24 au 25 août 1944, Nordling aurait convaincu in extremis le général allemand de renoncer à détruire Paris. Si le huis-clos de la pièce est une fiction, les deux hommes se sont effectivement rencontrés à plusieurs reprises, et ont pu aborder le sujet. Plus largement, Nordling aida à limiter la tension et les combats entre Allemands et résistants. «Francophile, de mère française et de père suédois, il avait à cœur de préserver la capitale, note Christine Levisse-Touzé, historienne et directrice du Mémorial du maréchal Leclerc à Paris. Il défendait aussi ses intérêts, puisqu'il possédait des parts dans l'entreprise de roulement à billes SKF en région parisienne – entreprise qui, par

ailleurs, fournissait le Reich.» Les Alliés, inquiets d'une destruction de la ville, mirent eux aussi en garde von Choltitz. «Le 24 août, poursuit Christine Levisse-Touzé, ils firent remettre à von Choltitz une lettre le menaçant d'être traduit devant un tribunal de guerre.» Le gouverneur allemand eut sans doute enfin le souci de sa propre postérité : lui qui avait participé aux destructions de Rotterdam et de Sébastopol, à l'extermination des juifs sur le front de l'Est, pouvait d'un coup se poser en «sauveur de Paris».

Même s'il ne souhaitait pas détruire Paris, il se peut que von Choltitz ait joué avec le feu. Une équipe de minage allemande fut bel et bien acheminée à Paris à la mi-août. «La menace était bien réelle et même concrète, soutient Christine Levisse-Touzé. En témoignent les lieux où des explosifs ont été désamorçés par les artificiers du laboratoire central de la préfecture de police, notamment les ponts de Saint-Cloud, de Neuilly ou Alexandre III, les Invalides, le Cercle militaire Saint-Augustin, le fort de Charenton, le château de Vincennes...» En revanche, la scène du film «Paris brûle-t-il ?» de René Clément en 1966, montrant des Allemands portant des explosifs dans la tour Eiffel, est imaginaire... Pour l'historien Jean-François Muracciole, le risque resta au final limité : «L'examen des documents disponibles conduit à penser que le minage n'a pas été effectué, du fait des atermoiements de von Choltitz, écrit-il. De toute façon, à supposer que quelques mines aient été posées, l'ordre de les activer n'a jamais été donné.» L'arrivée des chars de Leclerc balaya les dernières hésitations du général. **V. S.**

Le général von Choltitz, soucieux de ménager son avenir de futur prisonnier et sa place dans l'Histoire, préserve Paris de la destruction et capitule le 25 août 1944.



Paulica / Leemage



L'omniprésence des civils rend souvent confus les combats menés par la 2^e division blindée (ici, place du Châtelet). Les badauds risquent leur vie en embrassant et félicitant les soldats alliés.

... de désordre» qui gênerait la progression alliée. Le risque d'une prise de pouvoir des communistes fait aussi partie, en filigrane, de ses arguments. Eisenhower cède : dans l'après-midi du 22, il ordonne au général Bradley, principal chef de l'US Army sur le front ouest, de lancer deux unités sur Paris, la 4^e division d'infanterie américaine et, surtout, la 2^e division blindée française, dirigée par le général Leclerc.

Pour ce dernier, l'heure est enfin venue, une heure qu'il attend depuis plus d'un an : sa division de choc, forte de 15 000 hommes, avait précisément été créée en Afrique, en 1943, dans le but, le moment venu, de libérer Paris et d'y ouvrir la route à de Gaulle. Arrivée en Normandie le 1^{er} août 1944 comme seule division française engagée dans le Débarquement, elle a d'abord participé, sous commandement allié, aux combats de Normandie. Mais Leclerc, gaulliste de la première heure, n'a pas oublié son objectif principal : prendre la capitale. En attendant l'ordre qui ne venait pas, il a rongé son frein... Dès le 21 août, il a même envoyé un détachement léger en reconnaissance au sud-ouest de Paris, sans le consentement de sa hiérarchie américaine ! Le 22, à 18 heures, le général Bradley lui transmet enfin l'ordre d'Eisenhower de foncer sur la capitale. Le lendemain, à 6 heures, les 4 000 véhicules et 200 chars Sherman portant l'insigne de la 2^e DB (une croix de Lorraine sur une carte de France) se mettent en branle. Paris est à 200 kilomètres, et il faut faire vite.

24 AOÛT

«TENEZ BON !», DIT UN MESSAGE LARGUÉ DU CIEL

Dès le 23, le cheminement de la division Leclerc prend des airs de défilé victorieux. La colonne est accueillie dans les villes et villages qu'elle traverse par une foule en joie – de même d'ailleurs que la 4^e DI américaine, qui avance en parallèle, plus à l'est. Le général Bradley écrira dans ses mémoires, avec une pointe de dédain : «Leurs compatriotes ralentissaient l'avance des Français à grand renfort de vin et de liesse.» Il exagère un peu : malgré l'euphorie, les militaires progressent à bonne allure. Le soir, sans rencontrer de résistance, Leclerc atteint Rambouillet.

Au château de la ville, il retrouve le général de Gaulle, qui lui ordonne, en référence à la répression sanglante de la Commune de Paris, en 1871 : «Allez vite. Nous ne pouvons pas nous payer le luxe d'avoir une nouvelle Commune.» «A partir de Rambouillet [...] le contact est pris avec les habitants de la cité, téléphone et liaison fonctionnent déjà. FFI, représentants de la

police, sapeurs-pompiers, simples citoyens traversent les lignes et nous supplient de faire vite», racontera Leclerc en 1945.

Au matin du 24 août 1944, le général écrit sur son «ordre d'opération» du jour : «Premièrement, s'emparer de Paris.» Son plan est le suivant : porter l'effort principal au sud de la ville, via Longjumeau, Antony et la porte d'Orléans, et mener une offensive secondaire plus à l'ouest, de la vallée de Chevreuse au pont de Sèvres. Le 24 au soir, les soldats doivent être dans la capitale. Mais la résistance allemande est plus forte que prévue. Von Choltitz a placé le gros de ses forces dans la banlieue sud-ouest, pour y freiner les Alliés. C'est là qu'ont lieu, ce 24 août, sous la pluie, les combats les plus durs et les plus meurtriers de la libération de Paris : à Toussus-le-Noble sur le plateau de Saclay, à Arpajon, Massy, Wis-sous, Antony, Fresnes, La Croix-de-Berny... Pour autant, cela ne décourage pas la liesse populaire, au point que des civils sont tués par balles alors qu'ils félicitent les soldats sur les chars.

A 18h30, Leclerc envoie un petit avion, un Piper Cub, larguer sur la préfecture de police le message : «Tenez bon, nous arrivons !» Mais il doit se faire une raison : son objectif du ...

... jour ne sera pas atteint. Le soir du 24, ses éléments les plus avancés arrivent tout juste aux portes de la capitale. Une fois de plus, le général trépigne... et craint de se faire humilier par la 4^e DI américaine, si celle-ci entrerait à Paris avant lui !

Vers 20 heures, à La Croix-de-Berny, il avise le capitaine Raymond Dronne et lui ordonne de filer sur la ville avec sa compagnie. A bord de sa jeep ornée de l'inscription «Mort aux cons», suivi par 150 hommes, dont une majorité de républicains espagnols (voir notre article en pages suivantes sur le bataillon de la Nueve), Dronne parcourt la dizaine de kilomètres qui le sépare de Paris, puis rejoint l'Hôtel de Ville. Il prend des chemins détournés, afin d'éviter les Allemands et les barricades, mais n'échappe pas aux vivats de la population, prévenue depuis la veille de l'arrivée des Alliés.

A 21 h 30, le capitaine est reçu par Georges Bidault, le successeur de Jean Moulin à la tête du Conseil national de la Résistance. Se rencontrent alors les deux branches armées de la France résistante, celle de l'intérieur (le Conseil national de la Résistance, les FFL...) et celle de l'extérieur (la France libre de de Gaulle). La radio, tombée aux mains des résistants, annonce la nouvelle. Les cloches de la ville sonnent à la volée. Mais le plus dur reste à accomplir.

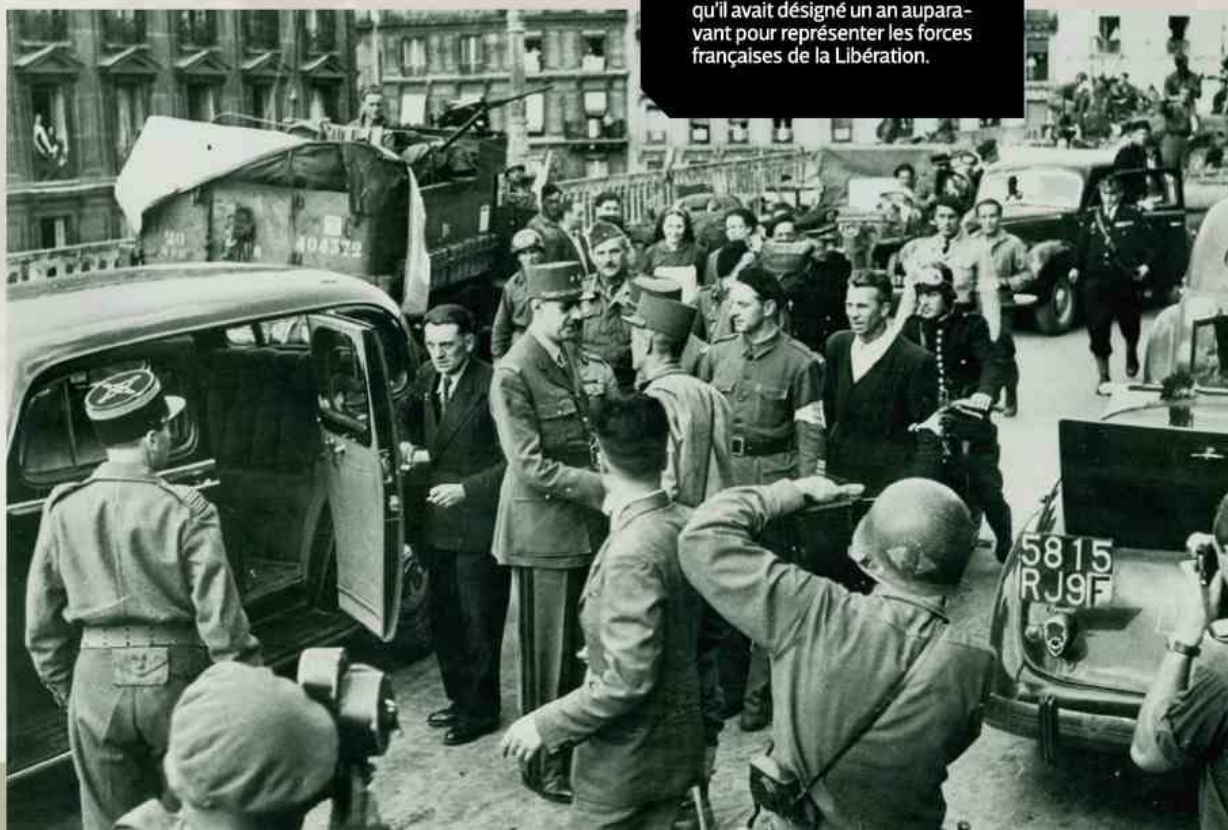
25 AOÛT AU SÉNAT, LES NAZIS SE BATTENT JUSQU'AU BOUT

Pour l'occasion, ils se sont tout rasés et changés... Ce jour-là, sous le soleil, les soldats de la 2^e division blindée au complet pénètrent dans Paris, divisés en trois groupements : ceux des colonels Billotte et Dio arrivent par le sud, et celui du colonel Langlade par la porte de Saint-Cloud, à l'ouest. Les hommes de Leclerc ont la lourde tâche de reprendre le contrôle des grands axes et de mener l'assaut contre les points d'appui allemands. Les soldats du Reich sont désormais en infériorité, mais la bataille n'en est pas moins violente et confuse. Les Allemands combattent farouchement, des tireurs isolés ou des petits groupes embusqués (parmi lesquels on trouve des irréductibles de Vichy) sévissent dans les rues. Les soldats français, eux, peuvent compter sur l'appui de FFI. Comme en banlieue, la liesse populaire se mêle à

la bataille. On compte les avancées et les prises des principaux «symboles» : vers midi, le drapeau tricolore flotte sur la tour Eiffel, et à 13 heures, sous l'arc de Triomphe. Leclerc, lui, rentre à bord de son scout car (un gros véhicule blindé) par la porte d'Orléans, où Chaban-Delmas vient l'accueillir. C'est la première fois que les deux hommes se rencontrent.

Leclerc établit son poste de commandement dans le quartier, à la gare Montparnasse, sur une table face aux quais. Sa priorité : la reddition de von Choltitz. A 10 heures, celui-ci reçoit un ultimatum qui lui est remis par l'incantable consul de Suède. Le commandant allemand a compris qu'il n'est plus en position de force. Sa situation est critique : il ne contrôle plus qu'un périmètre resserré autour de la Concorde, le reste de son armée étant désorganisé et injoignable. Quelle autre solution que se rendre ? Son honneur de soldat lui interdit pourtant de capituler sans se battre. Face à l'absence de réponse à l'ultimatum, les Français lancent donc l'attaque contre l'hôtel Meurice vers 13 heures et brisent rapidement les

Lors de son arrivée à la gare Montparnasse, le 25 août 1944, de Gaulle est accueilli par Leclerc, qu'il avait désigné un an auparavant pour représenter les forces françaises de la Libération.



Rue des Archives/Tallandier

défenses allemandes. Une heure quarante-cinq plus tard, ils débarquent dans le bureau de von Choltitz, qui se rend avec une dizaine de ses officiers. Le général en déroute est mené à la préfecture de police où Leclerc le reçoit dans la salle de billard, entouré de Chaban-Delmas, Rol-Tanguy, Kriegel-Valrimont (l'un des chefs du Comac, le Comité d'action militaire dont dépendent les FFI), le colonel Billotte et quelques autres. Blème, von Choltitz signe l'acte de reddition. Son calvaire ne fait commencer : il est conduit sous les huées de la foule jusqu'à la gare Montparnasse, pour y signer à la vavite une vingtaine d'ordres de cessez-le-feu destinés aux poches de résistance allemandes à l'intérieur et autour de Paris. Des doublettes d'officiers français et allemand partent en Jeep porter ces ordres aux bastions en question, avec plus ou moins de succès : les SS qui se trouvent au Sénat, par exemple, continuent de se battre jusqu'à la dernière cartouche.

Pendant ce temps, la prise de contrôle de la ville se poursuit. L'hôtel Majestic, siège du commandement militaire allemand en France, capitule à 14 h 30, peu avant la Kommandantur, à l'angle de l'avenue de l'Opéra et de la rue du Quatre-Septembre. Certains combats sont rudes, comme à l'Ecole militaire, prise en début d'après-midi. Dans l'après-midi, les groupements de la 2^e DB font leur jonction place de la Concorde, tandis que la population se réapproprie le pavé, brisant les panneaux indicateurs érigés par l'occupant, lacérant des drapeaux à croix gammée. Mais le danger rôde toujours...

26 AOÛT

150 AVIONS DU REICH LÂCHENT LEURS BOMBES

De Gaulle en rêvait depuis quatre ans... Le 25 dans l'après-midi, il franchit les portes de la capitale. Mais lorsqu'il découvre l'acte de capitulation, il ne manifeste, étrangement, aucune joie, plutôt de l'agacement. Un détail l'irrite en effet au plus haut point : sur l'insistance de Kriegel-Valrimont, Leclerc a accepté que Rol-Tanguy, le chef communiste des FFI, signe l'un des exemplaires du document. «Inacceptable», grommelle de Gaulle :

seul le nom de Leclerc, officier le plus élevé en grade, nommé au préalable gouverneur militaire par intérim de Paris, doit figurer sur l'acte. Lors de ces journées cruciales, de Gaulle ne laisse rien au hasard. Après la libération de la ville par des forces militaires françaises, comme prévu dans ses plans, il est temps de passer à la phase politique : la restauration rapide d'un Etat légitime, pour refermer la «parenthèse» de Vichy sans laisser de place à une gestion du pays par les Alliés ou à une prise de pouvoir communiste. Déjà, une administration nouvelle, nommée dans la clandestinité, commence à entrer en fonction. L'arrivée de de Gaulle doit parachever ce processus. «J'ai moi-même, par avance, fixé ce que je dois faire dans la capitale libérée. Cela consiste à rassembler les âmes en un seul élan national, mais aussi à faire paraître tout de suite la figure et l'autorité de l'Etat», résumera-t-il dans ses «Mémoires».

Après la gare Montparnasse, ce 25 août, de Gaulle commence par s'installer au ministère de la Guerre, rue Saint-Dominique. «Rien n'y manque excepté l'Etat, il m'appartient de l'y remettre», écrira-t-il plus tard. Il se rend ensuite à la préfecture de police, puis seulement, à 19 heures, à l'Hôtel de Ville, siège des organes de la Résistance intérieure. Sur le parvis, au milieu de la foule, là où en avril 200 000 Parisiens acclamaient encore Pétain, de Gaulle improvise – mais chaque mot compte – son discours le plus célèbre : «Paris, Paris outragé, Paris brisé, Paris martyrisé mais Paris libéré !» La suite fera l'objet d'une polémique avec les Alliés : «Libéré par lui-même, libéré par son peuple avec le concours des armées de la France, avec l'appui et le concours de la France tout entière, de la France qui se bat, de la seule France, de la vraie France, de la France éternelle. Eh bien ! puisque l'ennemi qui tenait Paris a capitulé dans nos mains, la France rentre à Paris, chez elle.» Au même endroit, Bidault, le président du Conseil national de la Résistance, demande au général de proclamer la République. Refus net : «Non, la République n'a jamais cessé d'être. [...] Vichy fut toujours et demeure nul et non avvenu.»

Il faut attendre le lendemain pour l'apothéose. Au matin du 26, la population apprend par la presse et la radio que de Gaulle prévoit dans l'après-midi un défilé sur les Champs-Élysées. De tout Paris et de sa banlieue, la foule afflue vers la grande avenue. Sous un soleil de plomb, le général rend hommage au Soldat inconnu sous l'Arc de triomphe, salue la 2^e DB de Leclerc, puis entame sa descente des Champs, suivi d'un cortège hétéroclite de résistants et de futurs dignitaires de l'Etat restauré, civils et militaires, au milieu du peuple euphorique. «Ah ! C'est la mer ! Une foule immense est massée de part et d'autre de la chaussée. Peut-être 2 millions d'âmes. Les toits aussi sont noirs de monde. A toutes les fenêtres s'entassent des groupes compacts, pêle-mêle avec des drapeaux. Des grappes humaines sont accrochées à des échelles, des mâts, des réverbères. Si loin que porte ma vue, ce n'est qu'une houle vivante, dans le soleil, sous le tricolore», décrira-t-il.

Arrivé à la Concorde, de Gaulle monte dans une voiture, suit la rue de Rivoli, fait un bref arrêt à l'Hôtel de Ville, puis file vers Notre-Dame, où est entonné un «Magnificat» (après que l'archevêque collaborationniste eut été intimidé de partir...). Dans le ciel, des avions filment la scène. Les chars de Leclerc sont postés tout au long du parcours. Car malgré la liesse, la ville reste dangereuse. Pendant le parcours de de Gaulle, des tirs isolés éclatent, et même une fusillade à Notre-Dame. La 2^e DB et les FFI répliquent à des tireurs postés en hauteur. La foule est gagnée par la panique, des hommes se jettent au sol. De Gaulle reste imperturbable. D'où viennent les tirs ? On soupçonnera des miliciens, des ultracollaborateurs, des Allemands irréductibles, des communistes, des FFI trop nerveux... Au total, ce jour-là, on compte 300 blessés, le plus souvent dans des bousculades et non dans des combats. Mais les Allemands postés en banlieue nord comptent bien gâcher la fête : le soir, l'aviation ennemie, toujours implantée à l'aérodrome du Bourget, à 10 kilomètres au nord de la capitale, se rappelle au bon souvenir des Parisiens. Vers minuit, 150 avions bombardent la ville. De nombreux arrondissements et communes de banlieue sont touchés. On compte près de 200 morts et 400 immeubles détruits. Malgré les scènes de liesse de la journée, l'occupant n'est pas tout à fait chassé. ●●●

HÉROS

EN TÊTE DE LA 2^E DB, DES RÉPUBLICAINS ESPAGNOLS

L'Histoire mériterait parfois de retrouver toutes ses couleurs... Sur les photographies monochromes du général de Gaulle remontant les Champs-Élysées, on imagine les drapeaux bleu blanc rouge brandis par les manifestants. On oublierait que certains véhicules qui paraissent étaient aussi drapés du jaune et du violet de la bannière républicaine espagnole. Et pour cause : le 24 août 1944, les premiers soldats de l'Armée de la Libération furent ceux de la Nueve, un bataillon composé de combattants défaits par Franco.

L'odyssée de ces soldats oubliés commence cinq ans plus tôt, en février 1939. La République espagnole est vaincue : après trois ans de combats contre les fascistes, l'heure de la « retirada » (la retraite) a sonné. Plus de 500 000 réfugiés franchissent les Pyrénées, parmi lesquels 150 000 soldats. Le gouvernement français voit d'un mauvais œil ces hommes et ces femmes en déroute au moment où elle tente de préserver un

semblant de paix avec Hitler. En attendant de trouver refuge aux indésirables, des baraquements de fortune sont installés sur les plages de la Méditerranée. Le mal du pays est terrible, mais l'heure n'est pas aux lamentations. « La guerre qui se profilait représentait la continuation de celle d'Espagne. Pour cette raison, je préférerais les risques du combat à l'humiliante condition de réfugié », raconte un de ces exilés à Antonio Vilanova dans son livre « Los Olvidados » (éd. Ruedo Iberico).

Leur commandant a pour devise : « Mort aux cons »

Le 14 juillet 1939, des réfugiés défilent ainsi en rang serré dans les camps afin de prouver qu'ils sont dignes d'intégrer l'armée française. En vain. Mais une désillusion bien plus terrible les attend. En juin 1940, l'Allemagne écrase la France, après seulement cinq semaines de combat. A quoi bon s'être enfui d'Espagne pour retomber sous la botte des Allemands ? La seule solution pour échapper à la reconduction à la frontière espagnole, synonyme de mort assurée : intégrer la Légion étrangère et partir au-delà de la Méditerranée.

« La situation de ces milliers d'Espagnols va prendre une nouvelle tournure après le débarquement anglo-américain du 8 novembre 1942, raconte Evelyn Mesquida, auteur de « La Nueve, 24 août 1944 » (éd. Le Cherche Midi). L'armée d'armistice bascule alors du côté des Alliés, et c'est enfin l'occasion pour les militants antifascistes de prendre les armes au nom de leur idéal. » Au sein du Corps franc d'Afrique, des milliers d'Espagnols partent affronter les soldats de Rommel

en Tunisie. Très vite, leur courage parvient aux oreilles du général Leclerc que de Gaulle a désigné pour représenter les forces françaises dans la libération du pays. Ils tombent à point nommé : afin de respecter leur politique de ségrégation, les Américains refusent la présence de noirs dans les troupes du Débarquement prévu pour l'été 1944, et Leclerc se retrouve dépossédé de ses soldats tchadiens qui ont si vaillamment combattu à ses côtés. Il a besoin de 15 000 hommes pour constituer sa 2^e DB, et intègre 2 000 Espagnols début 1943.

« Au départ, ces socialistes, communistes, anarchistes se méfiaient d'un aristocrate, de surcroît très catholique, poursuit Evelyn Mesquida. De la même manière, Leclerc voyait d'un mauvais œil ces républicains à la réputation turbulente. Mais ils ont vite appris à se respecter... » En particulier, des Espagnols sont incorporés en masse dans la 9^e compagnie du régiment de marche du Tchad, intégrée à la 2^e DB, et placée sous le commandement du Français Raymond Dronne : sur les 160 hommes de la compagnie, 146 sont des républicains espagnols. La Nueve (en français, la Neuf) est née. Installée à Rabat, la division de Leclerc ne rejoint la Normandie que début août 1944. Sur Utah Beach, débarquent sur le sable des véhicules aux drôles de noms : « Mort aux cons », « Guernica », « Les Pingouins » (d'après le sobriquet « Espingouins » donné par les Français aux Espagnols). En plein cœur de la campagne de Normandie, lors de la bataille d'Ecouché, la compagnie parvient à faire 130 prisonniers allemands. Un tour de force. Reste maintenant à remporter la plus symbolique des victoires : Paris. Le

Les véhicules de la brigade espagnole, défilant rue de Rivoli, portent un nom lié à leur pays (ici, « Espana Cana », soit « Espagne gitane », du nom d'un célèbre air de corrido).



Lapin/Roger-Viollet

23 août 1944, la compagnie se met en route avec l'ensemble de la 2^e DB. Les ordres de de Gaulle sont clairs : la première unité qui entre dans Paris doit être française. Mais Leclerc piétine en banlieue sud. A la fin de la journée du 24, devant la difficulté de vaincre la résistance allemande, et craignant que les forces américaines ne les devancent, il ordonne à Dronne de pénétrer dans la capitale, avec seulement quelques blindés. Le souhait de de Gaulle est exaucé : la section qui tire les premiers coups de feu sur la place de l'Hôtel de Ville est bien française. Mais son lieutenant s'appelle Amado Granell, ex-capitaine anarchiste.

Une plaque sera posée en leur honneur... en 2004

L'ensemble de la 2^e DB les rejoint un jour plus tard. Cependant, dans les journaux qui annoncent la libération de la capitale, le half-track «Guadalajara» est devenu le char «Le Romilly». Pour consacrer le triomphe de la résistance française, on rejette dans l'ombre l'action des valeureux combattants espagnols... Après les moments de liesse, la Nueve repart en Moselle, puis en Allemagne jusqu'en mai 1945. Il ne reste alors que 16 combattants dans une compagnie décimée. La fin de la guerre laisse un goût amer aux survivants : les aléas de l'Histoire ont placé Franco dans le camp de l'Ouest, celui du monde anticomuniste. Le retour de la République d'Espagne n'est guère une priorité pour la France et ses alliés... La plupart des combattants espagnols ne reverront jamais leur pays, tandis que leurs faits d'armes tomberont dans l'oubli. Il faudra attendre 2004 pour qu'une plaque en leur honneur de la Nueve soit installée sur le quai Henri-IV. Quant aux célébrations de la libération de Paris, elles commencent toujours le 25 août, jamais le 24... **F. G.**



Le 26 août, la foule salue les libérateurs. Sur cette photo signée Cartier-Bresson, deux gardiens de la paix participent aux réjouissances. Dix jours plus tôt, la police avait rejoint l'insurrection.

FIN AOÛT 1944 UNE VICTOIRE À L'ÉCHO MONDIAL

Tandis que les Parisiens fêtent leur libération, à quelques kilomètres de là, des trains de prisonniers partent encore vers les camps allemands... Impensable. Et pourtant : la machine de guerre nazie tourne encore dans une Ile-de-France qui ne retrouvera son calme que le 30 août. Des Allemands se battent. Des exactions contre des civils sont commises (ils servent parfois de boucliers humains). Dans les derniers jours d'août, la 2^e DB française et la 4^e DI américaine s'engagent dans de rudes combats, notamment pour reprendre l'aérodrome du Bourget. Une autre bataille, diplomatique, est remportée par de Gaulle qui reçoit le 28 la visite d'Eisenhower. A cette occasion, le commandant suprême américain fait défiler ses troupes devant le chef de la France libre – ce qui revient à le légitimer. Le 2 septembre, le GPRF (Gouvernement provisoire de la République française, l'autorité transitoire de l'Etat) tient son premier Conseil des ministres à Matignon. Pour le nouveau chef de l'Etat, les organes de la Résistance intérieure n'ont plus lieu d'être : le CNR et les FFI vont être rapidement mis au pas.

Très vite, la libération de Paris a un impact considérable dans le monde. La nouvelle donne lieu dès les 25 et

26 août à des scènes de joie à Londres, à New York, au Canada, en Amérique Latine, au Moyen-Orient... et même dans le camp de concentration allemand de Buchenwald, où les prisonniers chantent «La Marseillaise» ! Militairement, pourtant, la bataille peut paraître insignifiante. Les forces engagées sont peu nombreuses, les destructions faibles (la plus importante étant l'incendie du Grand Palais, le 23 août) et le bilan humain limité. «On peut estimer qu'au total la bataille de Paris se traduit sans doute par 3 400 morts et 5 500 blessés [ndlr : Allemands, FFI, forces alliées et civils confondus]», écrit Jean-François Muracciole dans son ouvrage «La Libération de Paris» (éd. Tallandier, 2013). On est très loin des hécatombes des batailles de Stalingrad ou de Berlin ! Enfin, rapportée à la puissance de l'opération Overlord (le Débarquement et la bataille de Normandie) qui s'achève au même moment, la libération de Paris n'est qu'un épiphénomène, qui pèse peu dans la défaite allemande à l'ouest. Mais la portée de l'événement est ailleurs. Dans le symbole, d'abord : les scènes de joie des Parisiens incarnent la fin du joug nazi en Europe de l'Ouest. Dans la politique, ensuite, par la victoire de la Résistance. Et par le sacre populaire de son chef, de Gaulle. ■

FRÉDÉRIC GRANIER ET VOLKER SAUX

Pour **MÉMOIRE**

Sur les murs de Paris, 477 plaques commémoratives conservent le souvenir des combattants tombés lors de la Libération. On sait peu de choses de ces héros. Voici les histoires de cinq d'entre eux, arrachées à l'oubli.

PAR PHILIPPE CASTETBON (TEXTES)



Collection privée

**VINCENT
FINIDORI**

21 AOÛT 1944, XV^E ARR.

Un jeune Corse fusillé rue des Morillons

Les Allemands occupaient un garage, rue des Morillons, dans le XV^e arrondissement. Le 21 août 1944, un groupe de FFI reçoit pour mission d'obtenir leur reddition et de s'emparer de leurs véhicules. Dans ce commando se trouve Vincent Finidori, né à Paris de parents corses. C'est un jeune de 16 ans, expansif et exalté, avec un caractère très décidé. L'opération des FFI échoue, et ils tombent aux mains des ennemis. Enfermés dans le garage, les combattants français sont fusillés. L'un d'entre eux en sortira miraculeusement vivant et

racontera plus tard que le malheureux Vincent a été achevé à coups de crosse, pendant qu'il appelait sa mère.

La dépouille du jeune héros n'est retrouvée que quinze jours plus tard par Madeleine, sa mère. Elle écrira plus tard ces lignes en sa mémoire : «A Vincent-Michel Finidori, mon fils unique et tant aimé qui aurait pu vivre comme un gentilhomme corse, mais qui, à l'âge où d'autres jouent encore, préféra mourir, comme un chevalier français.» A Paris, une classe du lycée Buffon, où il était élève, porte aujourd'hui son nom. ■



ICI
ONT ÉTÉ FUSILLÉS PAR LES ALLEMANDS
À LA LIBÉRATION DE PARIS
PHILIPPE CHEVRIER
43 ANS - GARDIEN DE LA PAIX
VINCENT FINIDORI
16 ANS - ÉTUDIANT
CHARLES DESCOURS
20 ANS - ÉTUDIANT.



Collection privée

MARCEL BIZIEN

25 AOÛT 1944, VIII^E ARR.



François Roussseau

Le héros de la Concorde victime d'un sniper

Ce Breton de 23 ans, révolté par l'Armistice du maréchal Pétain en 1940, s'est engagé dans les Forces françaises libres dès 1941. Arrivé à Paris par la porte d'Ivry, le 25 août 1944, il conduit le char «Douaumont» au sein de la 2^e DB. Son supérieur, le capitaine Branet, notera plus tard dans ses carnets : «Bizien a commencé à taper sur des véhicules ennemis à la Concorde [...]. Apercevant un char Tigre qui débouchait des Tuileries, Bizien l'a éperonné à toute allure et servi au canon.» Le blindé ennemi, transpercé par quatre obus, prend feu. Le jeune

sergent termine son combat en lançant une grenade sur le panzer allemand. Il lui reste alors à dégager le canon de son Sherman de l'épave en flammes, dans laquelle il est encastré.

Il mène à bien cette manœuvre difficile, puis sort la tête de la tourelle. Mais, alors que tout danger semble écarté, il reçoit une balle en pleine nuque. Marcel n'a pas vu le tireur d'élite allemand posté sur un toit. Il meurt sur le coup. Cet épisode héroïque sera reconstitué, des années plus tard, dans le film «Paris brûle-t-il ?» : Yves Montand y interprète Marcel Bizien. ■

Un sapeur-pompier tué aux Champs-Élysées



Collection privée

**ROBERT
BERLINGER**

25 AOÛT 1944, VIII^E ARR.



François Rousseau

Originaire du Doubs, Robert Birlinger s'engage à 18 ans chez les sapeurs-pompiers de Paris pour éviter le Service du travail obligatoire. Il rejoint dans le même temps Sécurité parisienne, un mouvement clandestin de résistance des soldats du feu de la capitale.

Le 25 août, le jeune caporal est chargé, avec les membres de sa compagnie, de sécuriser le secteur des Champs-Élysées. Quand des cagouleurs, postés sur les toits au-dessus du cinéma Le Triomphe, se mettent à tirer sur la foule. Robert, à la tête d'une dizaine d'hommes, s'élance pour les déloger. C'est au moment où il traverse la plus belle avenue du monde, au niveau du 92, qu'il est fauché par un obus tiré par un char allemand. La jambe arrachée, le soldat est transféré à l'hôpital du Val-de-Grâce. Hélas, il ne survivra pas à ses blessures...

Robert Birlinger avait 22 ans et venait de se fiancer avec Madeleine, une jeune femme de son village, lors de sa dernière permission. Au moment de la quitter, il avait éclaté en sanglots. Comme s'il avait deviné qu'il ne reviendrait pas...



Collection privée

VINCENT DI BELLA

21 AOÛT 1944, X^E ARR.

En août 1944, Vincent Di Bella avait 17 ans. Le jeune homme, né en Italie, habitait le quartier Strasbourg-Saint-Denis et faisait partie, avec son voisin Robert Cabirol, de deux ans son aîné, du groupe Protection de la presse, qui avait pour mission de distribuer des journaux clandestins en banlieue. Personne dans sa famille ne connaissait son engagement dans la Résistance.

Le vendredi 21 août, Vincent, au guidon de sa moto, prend en charge son camarade Cabirol, et se dirige avec lui vers le nord de la capitale. Leurs sacs sont pleins de tracts appelant à l'insurrection. C'est alors que les deux garçons sont arrêtés à la porte de la Chapelle par des Allemands. Ceux-ci les ramènent à la gare du Nord, leur disant qu'ils sont libres. Les deux jeunes hommes partent donc en courant... et sont abattus dans le dos.

Le 22 août, des infirmières témoins de la scène déposent un bouquet de fleurs au 21, rue Ambroise-Paré, là où ils ont été abattus, avec cette inscription manuscrite sur un bout de papier : «Deux enfants viennent de mourir pour la France.» ■

Un adolescent abattu dans le dos à la gare du Nord



François Roussier



François Rousseau



Collection privée

Rue de Rivoli, on mitraille un garçon de la Croix-Rouge

JEAN-CLAUDE TOUCHE

25 AOÛT 1944, I^{er} ARR.

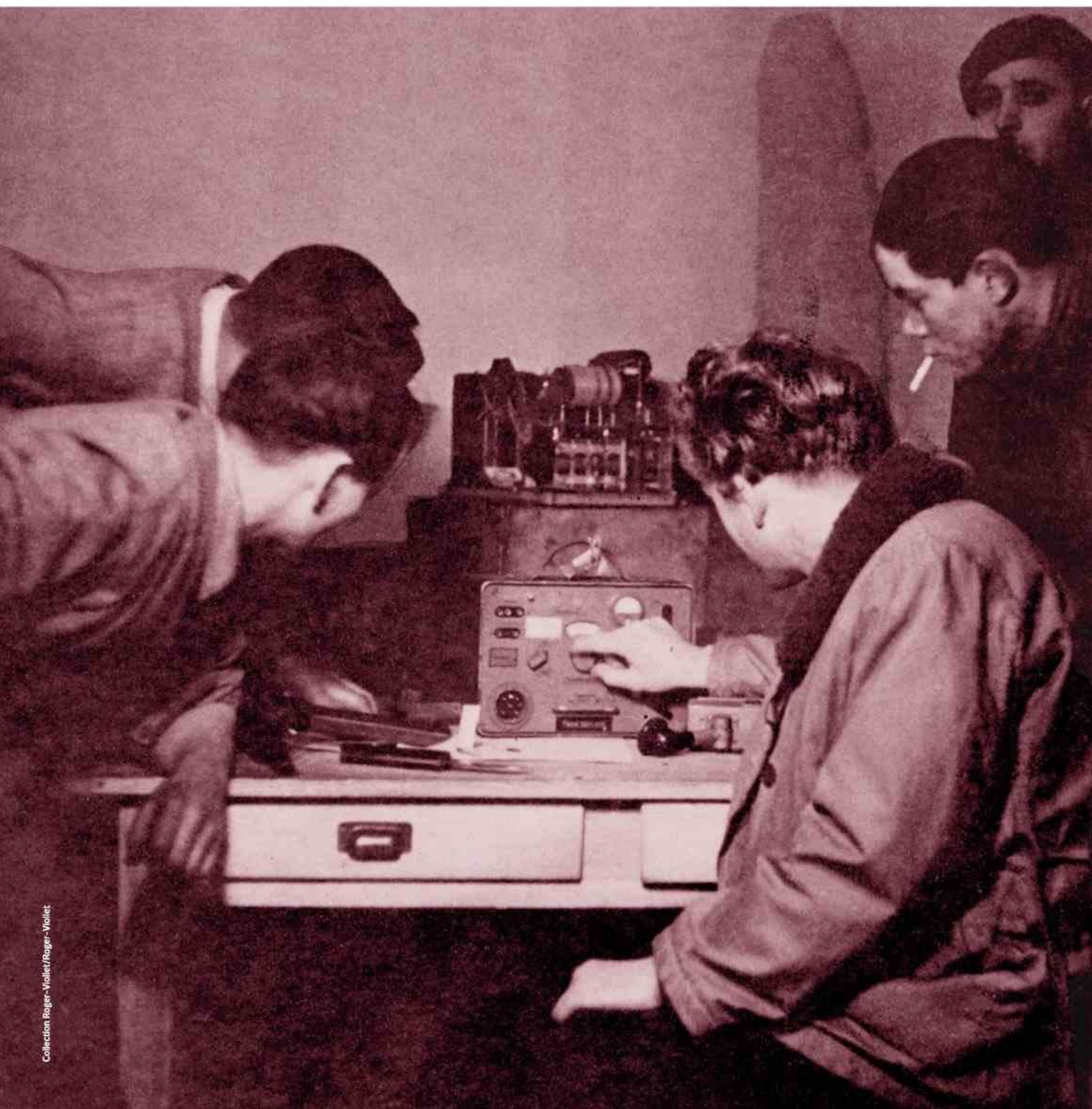
Premier prix d'orgue au Conservatoire, Jean-Claude Touche voulait devenir chef d'orchestre. Les balles allemandes ont brisé son brillant destin, le 25 août 1944.

Soucieux d'être utile à son pays, ce garçon de 18 ans, blond aux yeux bleus, décide, en 1943, de rejoindre les équipes de la Croix-Rouge du VIII^e arrondissement. Chaque jour, il note dans un carnet à couverture jaune les événements qui composent ses journées : apprentissage des premiers soins, transport de médicaments ou de nourriture, déblayage des rues.

Pendant les combats de la Libération, il est de garde, chaque soir, à la morgue installée salle Gaveau. Le 25 août, Guy Lecomte, un FFI breton de 21 ans, s'effondre rue de Rivoli, fauché par une mitrailleuse. Jean-Claude Touche et sa collègue Madeleine Brinet, enceinte de quelques mois, se portent à son secours. Malgré leurs brassards de la Croix-Rouge, ils sont fauchés dans leur élan par les balles ennemies. Fils unique, il mourra à l'hôpital Bichat, entouré de ses parents et n'écrira pas dans son carnet jaune sa joie de voir Paris libéré. ■

ANALYSE

QUEL FUT LE RÔLE DE




LA RÉSISTANCE ?

Dès la fin de la guerre, l'action de «l'armée des ombres» a fait l'objet de controverses. Le décryptage d'un historien en cinq questions.

QUELS ÉTAIENT LES EFFECTIFS DES MAQUIS ?

Combien étaient-ils, les soldats de l'ombre ? Il existe un chiffre officiel : après guerre, 270 000 cartes de combattants ont été délivrées par l'Etat à des Français ayant combattu ou œuvré de loin ou de près pour l'ensemble des organisations de la Résistance (les services rendus dans la Résistance devaient avoir duré au moins trois mois, avant le 6 juin 1944, et être appuyés par deux témoignages circonstanciés pour être homologués). Cependant, il est difficile d'évaluer réellement le nombre de résistants sur le sol français au fil de la guerre. Ne serait-ce qu'à cause de la clandestinité de leur action, mais aussi parce que ce chiffre a évolué au cours du conflit. Il y avait quelques milliers de résistants pionniers à la fin de 1940, souvent isolés. En 1942, on compte des dizaines de milliers de résistants organisés, c'est-à-dire appartenant à un groupe structuré. Ces effectifs vont augmenter de façon spectaculaire en février 1943, après l'instauration du STO (Service du travail obligatoire). A partir de cette date, les jeunes nés entre 1920 et 1922 sont contraints de travailler pour l'occupant. Nombre d'entre eux préfèrent alors entrer dans la clandestinité plutôt que de partir en Allemagne. Des étrangers réfugiés en France avant la guerre ont également été intégrés dans les rangs résistants.

Certains de ces combattants se regroupent dans de grands maquis, comme par exemple celui du Vercors, celui de Saint-Marcel dans le Morbihan, ou le Corps franc Pommiès dans le Sud-Ouest (voir notre article p. 56). D'autres s'engagent dans des formations plus modestes et, tout en continuant à mener une vie civile, participent à des opérations ponctuelles. A partir de la mi-1943, tous ces mouvements, souvent inorganisés et insuffisamment structurés pour mener une action efficace, sont réunis et coordonnés par le Conseil national de la Résistance, dont le premier président sera Jean Moulin. Deux philosophies prédominent cependant au sein de la Résistance intérieure : selon la première, défendue notamment par les communistes, l'action ●●●



Initiation à la radio clandestine
Trois mois étaient nécessaires pour former un «pianiste», nom de code des opérateurs radios dans le maquis.

... immédiate contre l'ennemi ne doit pas s'arrêter avec la fin du Débarquement et le mouvement doit prendre part aux combats pour préparer l'avenir de la France. Pour la seconde, le Débarquement et la libération du territoire doivent être une affaire de spécialistes des opérations militaires, autrement dit les gaullistes d'Alger et les Anglo-Américains. Cette stratégie est défendue par l'Organisation de la Résistance armée (ORA).

DE QUELLES ARMES DISPOSAIENT-ILS ?

La Seconde Guerre mondiale est avant tout un conflit moderne et technologique dans lequel les avions et les blindés jouent un rôle primordial. La Résistance ne peut donc y exercer qu'une influence mineure. Elle rend cependant service aux forces alliées en les renseignant sur les positions des défenses allemandes dans les villes françaises occupées et sur le Mur de l'Atlantique, d'une part. Et en multipliant les sabotages, d'autre part.

Avant le Débarquement de Normandie, des plans sont préparés, en accord avec les Alliés, pour saboter les voies ferrées et les voies de communication. Ces actions compliquent énormément la tâche du Reich. Par ailleurs, elles permettent d'éviter des bombardements supplémentaires sur les populations civiles françaises et privent donc les occupants et le régime de Vichy d'un argument de propagande contre les Alliés. Après le 6 juin 1944, les Forces françaises vont encore jouer un autre rôle. Elles se lancent en effet dans un harcèlement des troupes allemandes qui contribue à les épuiser.

Mais pour se battre, les maquisards manquent souvent d'équipement. Lucie Aubrac, dans son livre «La Résistance expliquée à mes petits-enfants» (Ed. Seuil, 2004) affirme que les maquisards ont «contribué avec peu d'armes à vaincre l'occupant». Le Special Operations Executive (SOE, Direction des opérations spéciales), un service secret créé par Churchill pour aider les mouvements de résistance dans les pays d'Europe, procède à des parachutages d'armes et de munitions, parmi lesquelles la Sten, l'arme emblématique des maquisards, reconnaissable à sa crosse tubulaire et son long chargeur sur le côté. Ce pistolet-mitrailleur de fabrication anglaise, démontable en quatre parties, peut facilement être dissimulé. Il est très efficace en combat rapproché. En revanche, produit massivement et très rapidement, il peut s'enrayer facilement au moment de tirer. Les Alliés expédient aussi des radios, des pansements, de l'encre et du papier pour les imprimeries clandestines... Mais ces ravitaillements arrivent au compte-gouttes. En 1943, 4 498 containers et 937 paquets sont largués. L'année suivante, les livraisons s'intensifient : 66 532 containers et 19 208 paquets. En outre, ce matériel ne parvient

pas toujours aux destinataires. Les largages s'effectuent dans des conditions de visibilité difficiles, de nuit, dans le brouillard, pour éviter la défense antiaérienne allemande. Aussi, les pilotes alliés larguent-ils parfois leur cargaison au mauvais endroit, permettant alors aux Allemands de mettre la main dessus. Parfois, il arrive aussi que les parachutages atterrissent dans un lieu inaccessible ou que les résistants, prévenus trop tardivement par les messages codés de la BBC, ne parviennent pas à s'organiser pour réceptionner le soutien.

COMMENT L'ÉTAT-MAJOR ALLIÉ CONSIDÉRAIT-IL LES MAQUISARDS ?

Le 3 juin 1944, le général Koenig devient le coordonnateur des FFI (Forces françaises de l'intérieur). Il est reconnu en juillet par les forces spéciales anglaises du SOE et par les Américains de l'OSS (Bureau des services stratégiques, agence américaine créée en 1942 pour collecter des informations et mener des actions clandestines). Les FFI sont alors considérées comme une armée régulière. Pourtant, malgré des actes parfois très courageux de la part des résistants, certains généraux américains ne les voient pas comme de vrais soldats, capables de les aider sur le terrain. Au mieux, les résistants sont-ils envisagés comme d'utiles saboteurs, dans l'optique du Débarquement de Normandie, puis de Provence. Pourtant, des généraux, tel Patton, vont reconnaître leur rôle dans la protection des voies de communication et des arrières des troupes américaines. Patton déclarera même qu'en Bretagne le «soutien de la Résistance a été inappréciable».

Toutefois, la coopération avec les Alliés est inexistante dans le sud-ouest du pays. Contrairement à la Bretagne où les FFI et des troupes anglo-américaines attaquent ensemble les occupants. Toutes les régions sont ensuite concernées dans une dernière phase libératoire, par le travail conjoint entre Alliés et FFI, par exemple avec la libération de la Bretagne. Grâce à la Résistance, les troupes britanniques et américaines se déplacent dans un environnement où la population ne leur est pas hostile, car préparée à les recevoir grâce à la propagande. De même, les habitants aident les libérateurs à se déplacer facilement dans un contexte géographique qui leur est inconnu.

QUEL FUT LEUR IMPACT DANS LA LIBÉRATION ?

À la nuit du 6 juin 1944, le général de Gaulle en appelle à la mobilisation nationale. Des milliers de jeunes montent aux maquis : 3 000 au Vercors et 7 000 vers Saint-Marcel dans le Morbihan. Durant l'été 1944, les résistants respectent les

ordres des Alliés en sabotant des infrastructures et en se lançant dans des actions de guérilla. Ces opérations sont importantes et entament en partie le potentiel logistique de l'ennemi.

À la mi-août, les Allemands se replient dans le Sud-Ouest où ils risquent d'être pris dans un étau. Sans aide extérieure, les FFI s'emparent de plusieurs garnisons comme Brive ou Limoges. À Issoudun (Indre) et à Autun (Saône-et-Loire), des colonnes allemandes se rendent, épuisées par le harcèlement des résistants, en septembre 1944. Au sud encore, après le débarquement de Provence, les Alliés se servent des résistants français pour orienter les troupes dans le couloir rhodanien. Des attaques à répétition épuisent les unités allemandes, permettant, par exemple, de libérer Grenoble le 22 août, avec deux mois d'avance sur les prévisions. Dans les Alpes, les maquisards obligent la garnison d'Annecy à capituler.

Quand les armées de Normandie et de Provence font leur jonction, le 12 septembre, les FFI n'ont plus de rôle à jouer et sont alors, pour beaucoup, intégrées aux armées alliées ou à la 2^e DB du général Leclerc. Du 6 juin au 12 septembre 1944, les résistants participent à la libération des 5/6^e du territoire hexagonal avec ou sans l'aide des Alliés.

En conclusion, le rôle militaire de la Résistance dans la libération de la France doit être apprécié avec nuance : si elle eut un rôle d'appoint, si elle fut un soutien non négligeable, la Résistance ne peut cependant pas prétendre se placer au premier plan. Avec ou sans elle, les armées alliées auraient fini par être victorieuses. Mais en prenant une part active aux combats et en payant sa part du prix du sang lors de la Libération, la Résistance a contribué à faire figurer la France au nombre des vainqueurs.

A-T-ON EXAGÉRÉ LEUR IMPORTANCE ?

Après la guerre, nombre de maquisards ont utilisé l'épopée comme un moyen de conquête politique. La mémoire résistante a eu du mal à se construire de façon cohérente, confrontée aux interprétations des gaullistes et des communistes pour l'essentiel. Chaque camp, pendant la Guerre froide, a instrumentalisé la Résistance.

Dans les années 1970, le mythe d'une France unanimement résistante reste tenace, appuyé sur les nombreux récits de témoins. Cela occulta une palette de comportements plus complexes, faite de compromissions, d'attentisme massif, de pétainisme, d'actes de collaboration et d'attitudes résistantes très minoritaires. Il faut attendre une vingtaine d'années, et l'ouverture d'archives jusqu'à inexploitées, pour qu'une nouvelle génération d'historiens nuance les versions officielles. Ou les remette en cause, comme le récit de l'assaut des Glières, considéré jusque-là comme la « grande bataille de la Résistance ». En mars 1944, sur un plateau enneigé de Haute-Savoie, 500 résistants retranchés auraient tenu tête durant deux semaines

à 1 200 Allemands, tuant 400 ennemis et blessant 300 autres. Lorsque les résistants décident d'évacuer le plateau, une centaine sont abattus ou arrêtés et déportés. En 1992, Alain Dalotel expliquait déjà qu'il n'y avait pas eu de grande bataille, le chef des Glières ayant ordonné un repli général (« Le Maquis des Glières », éditions Plon). En 2007, l'historien allemand Peter Lieb révélait que les pertes de la Wehrmacht ne s'élevaient en fait qu'à quatre morts et cinq blessés. Avant que l'ouvrage de Claude Barbier, « Le Maquis des Glières. Mythe et réalité » (éditions Perrin, co-

édité par le ministère de la Défense, 2014) n'enfonce le clou : selon ce livre, les forces de la Wehrmacht ne dépassaient pas la cinquantaine d'hommes, et la bataille héroïque n'a jamais existé. Il s'agissait d'une « reconnaissance offensive » qui fit deux tués et un blessé parmi les maquisards. Ces révélations ont provoqué la colère d'associations de résistants qui ne souhaitent pas voir remettre en cause les récits construits après la guerre.

Assurément, d'autres travaux seront nécessaires pour finir de mesurer l'importance des résistants dans la Libération de la France et apaiser le débat sur les distorsions entre mémoire et histoire. Il faut accepter de porter un regard froid sur l'histoire de la Résistance même s'il s'agit de minorer parfois certaines actions qui ont été enjolivées par la suite. ■

ERIC ALARY

L'auteur est historien, spécialiste de la Seconde Guerre mondiale. Il a écrit notamment « La Ligne de démarcation », éd. Perrin, 2009.

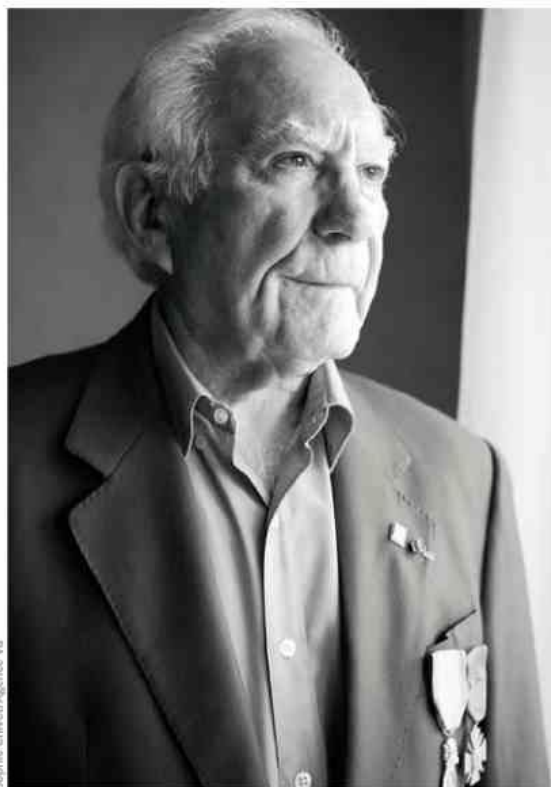
Informé, c'est aussi résister
Rue du Mail, à Paris, le 21 août 1944, une femme distribue des tracts appelant les Parisiens à l'insurrection contre l'occupant.



Fonds Jean Roubier-Hogers-Viollet

Rien, dans les objets qui décorent son salon, ne laisse penser que Marcel Esteban a participé à l'une des plus incroyables aventures de la Résistance française. Rien, sauf un petit meuble vitré, dans un coin sombre de la pièce, abritant un lot impressionnant de décorations militaires, dont une croix de guerre. Parmi ces souvenirs, sur une photo noir et blanc, apparaît un jeune homme souriant, béret vissé sur la tête. Le cliché date de la fin 1944. Marcel a alors 20 ans, et cet enfant de Lavelanet, un bourg de l'Ariège, combat les Allemands dans les Vosges. Ce qui l'a entraîné si loin de sa terre natale ? Il a suivi le Corps franc Pommiès, un mouvement de résistance. Ce périple a commencé pour lui le 5 juin 1944, alors qu'il était déjà dans la clandestinité. «J'ignorais complètement que les Alliés allaient débarquer le lendemain, raconte-t-il de sa voix grave teintée par un accent toulousain. Je venais de passer deux années dans la Résistance, aux FTP (Francs-tireurs Partisans), et les Allemands ●●●

Après avoir libéré Toulouse, les hommes du capitaine Pommiès traversent la ville, le 3 septembre 1944. Marcel Esteban (à gauche) a rallié ce groupe de maquisards deux mois plus tôt.

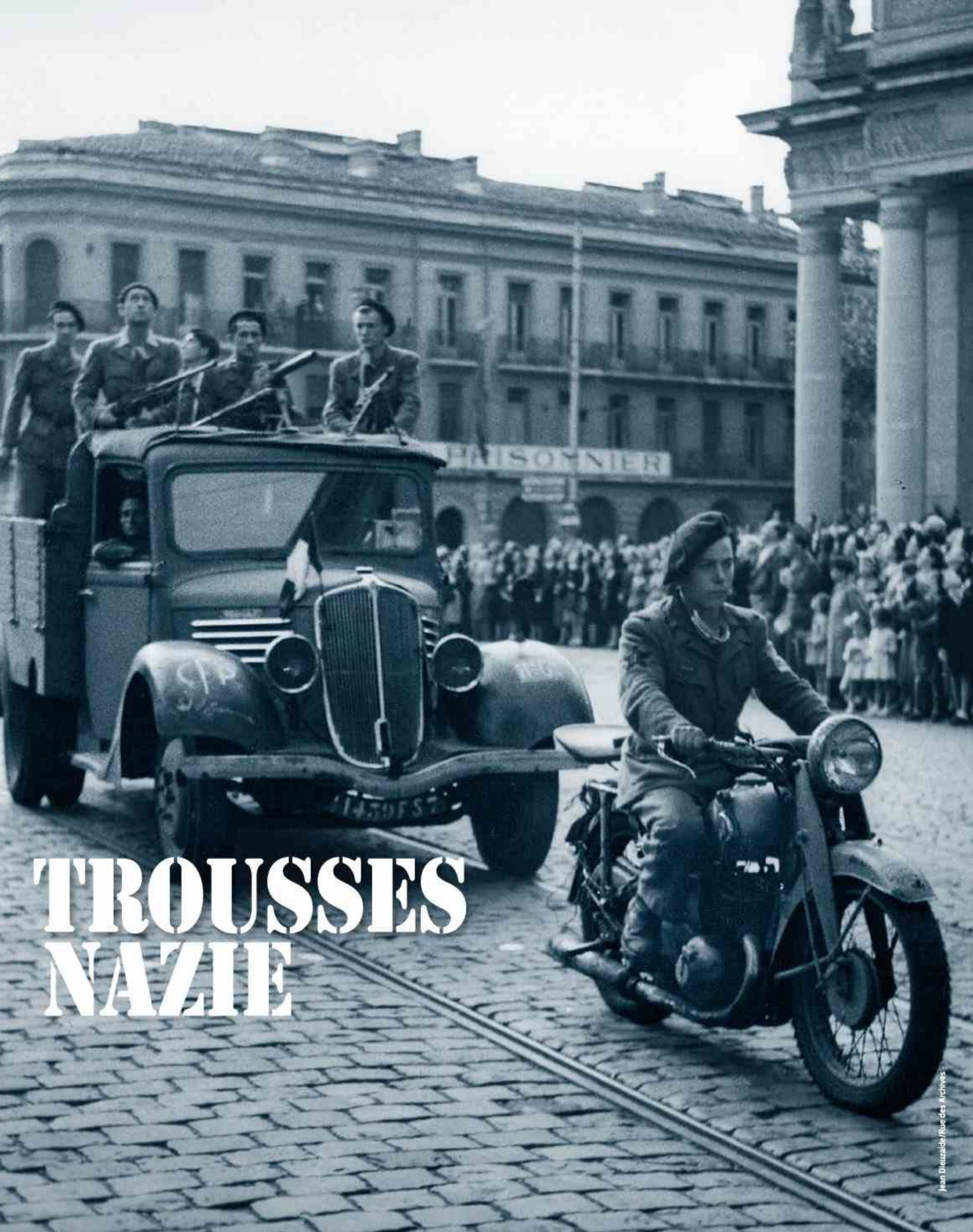


Sophie Chivet/Agence Vu

UN VÉTÉRAN TÉMOIGNE

HUIT MOIS AUX DE L'ARMÉE

Après le Débarquement, une unité, formée de bergers, de gendarmes et d'étudiants, a poursuivi les troupes du Reich en retraite, de Toulouse à Berlin.



TROUSSES NAZIE

●●● m'avaient repéré. Je risquais d'être pris à tout moment. Un ami m'a conseillé de quitter la ville et de rejoindre un groupe de maquisards qui se cachaient près de Saint-Lys, dans le Gers. Il s'agissait des hommes du lieutenant-colonel Declerck, alias "chef Chiron". Sans le savoir, le jeune homme vient d'entrer au sein du Corps franc Pommiers, une structure plus large qui fédère, dans les Pyrénées, une multitude de groupes paramilitaires clandestins. Ces escouades sont l'œuvre du capitaine André Pommiers (1904-1972). Ce dernier est démobilisé en novembre 1942, au moment où les Allemands ont envahi la zone libre. Hitler exige alors la dissolution de l'armée d'armistice du gouvernement de Vichy. Feignant de reprendre le cours d'une vie civile normale, Pommiers recrute en secret des combattants dans toute la région du Sud-Ouest, qu'il fait former par des cadres de l'armée avec lesquels il est resté en contact.

«On évitait de parler politique pour ne pas créer de dissensions entre nous»

Des petites troupes se forment ainsi et s'étoffent par cooptation. Très mobiles, elles se cachent dans des fermes abandonnées ou dans la forêt. «On nous apprenait à démonter des mitraillettes ou à manier des grenades Citron, poursuit Marcel Esteban. Pour savoir comment les lancer sans gâcher nos munitions, on s'entraînait avec de gros cailloux ! C'était un drôle de rassemblement. Les hommes étaient jeunes, la quarantaine pour les plus âgés, et venaient d'horizons très différents : il y avait des bergers, des étudiants, des gendarmes et même des séminaristes. On évitait de parler politique, pour ne pas créer de divisions.»

Le Corps franc Pommiers finit par rassembler 9 000 hommes qui, dès le 6 juin et le Débarquement allié en Normandie, durcissent leurs actions de guérilla. Sabotages de voies ferrées, destructions d'usines, embuscades... Selon l'historien Dominique Lormier (auteur du «Livre d'or de la Résistance dans le Sud-Ouest», éditions Sud-Ouest), les maquisards mènent, durant trois mois, 267 opérations militaires et mettent 4 529 soldats allemands hors de combat. A la mi-août, ils délivrent Auch, Pau, Tarbes puis Toulouse, sans l'appui des Anglais, des Américains ou de l'armée française. Le 3 septembre, le CFP défile dans les rues de la ville rose sous les applaudissements de la population : «Je n'ai pas participé aux réjouissances de Toulouse, poursuit Marcel Esteban. Je n'en ai pas eu le temps. Le chef Chiron nous a

convoqués pour nous dire : "Le boulot n'est pas fini, maintenant, il faut foutre les Allemands dehors." Nous devions partir sur le champ. Je ne savais pas du tout où on allait, mais ça me semblait normal de participer à la libération du reste de la France.» Les troupes allemandes, prises en tenaille entre les forces alliées débarquées de Normandie et l'armée française progressant dans la vallée du Rhône après le débarquement de Provence, cherchent à remonter vers Belfort. L'idée de leur donner la chasse vient du général Chevance-Bertin, membre du Conseil national de la Résistance. Huit mille quatre cents hommes sont mobilisés, dont 4 800 volontaires appartenant au Corps franc Pommiers. La tactique retenue ? Les résistants vont harceler l'ennemi par des attaques au corps à corps déclenchées par surprise.

Une colonne hétéroclite de plusieurs dizaines de véhicules se met alors en marche. «Notre groupe disposait d'un car et d'une Peugeot 202. Il y avait aussi des voitures équipées d'un gazogène (fonctionnant grâce à la combustion de bois), des motos, des camions... Tout ce qui pouvait rouler avait été réquisitionné ! Certains engins arboraient des drapeaux français et parfois l'insigne du CFP : une étoile noire. Nous nous sommes d'abord dirigés vers le centre de la France, sans rencontrer la Wehrmacht. Nous sommes passés par Albi, Rodez, Saint-Flour, Clermont-Ferrand... Les civils, un peu déçus, nous interrogeaient : "On n'est pas libérés par les Américains ?" Mais ça applaudissait, ça chantait, et on nous offrait à manger. Les choses sérieuses n'ont vraiment commencé qu'à Autun.»

D'importants effectifs allemands, environ 5 000 hommes, sont massés dans la ville bourguignonne. Le 8 septembre au matin, sans attendre les renforts du Corps franc, un groupe de résistants locaux tente de rentrer de force dans la cité. Mais la manœuvre, mal préparée, tourne court et se solde par la perte d'une centaine d'hommes. Dans l'après-midi, les hommes de Pommiers, mieux organisés, réussissent à défaire les Allemands qui fuient vers le nord-est. Le CFP se lance à leurs trousses. Mais dès le lendemain, Marcel Esteban et ses camarades doivent faire demi-tour : une autre formation allemande marche sur Autun. «Il s'agissait de la brigade du colonel Bauer,

CE MOUVEMENT MET HORS DE COMBAT 4 529 SOLDATS ENNEMIS

forte de 5 000 hommes bien entraînés, disposant d'un armement lourd. Il fallait à tout prix les empêcher de reprendre la ville. Moi, avec les copains, je mitraillais allongé par terre, à l'extérieur de la ville avec ma Sten, un pistolet-mitrailleur très utilisé dans la Résistance. Mais la plupart des combats, très durs, se sont faits au corps à corps, dans le centre.» Les Allemands, encerclés, finissent par capituler. Sept cents soldats sont tués ou blessés. Côté français, 200 hommes sont mis hors de combat. Au sein du CFP, on déplore 22 morts. «On n'avait pas le temps de s'arrêter pour pleurer les copains qui étaient tombés ou fêter la victoire. Nous devions rester aux avant-postes, la devise du CFP, c'était d'ailleurs "En avant toujours". On est repartis aussitôt après la bataille vers Dijon puis Besançon pour rester au contact de l'ennemi.»

«Les Allemands laissaient derrière eux des cadavres piégés avec des mines»

A la mi-septembre 1944, les maquisards apprennent qu'ils sont officiellement intégrés à la 1^{re} armée (alors appelée «armée B») du général de Lattre de Tassigny – dont les troupes ont débarqué en Provence. Mais leur mission reste inchangée : poursuivre les Allemands pour les rejeter de l'autre côté du Rhin. «Ils nous tiraient dessus dès que nous nous rapprochions un peu trop... Parfois, ils laissaient derrière eux des cadavres piégés avec des mines. Si on avait le malheur d'y toucher, tout explosait ! D'autres fois encore, ils brûlaient les maisons : je me souviens de villas en flammes se reflétant sur le lac de Gérardmer. C'était un spectacle tragique, mais qu'on ne pouvait s'empêcher de trouver beau...»

Fin octobre, les 4 500 hommes du CFP montent vers les Vosges où les Allemands se sont retranchés. Une rude bataille s'engage : l'ennemi, souvent situé en hauteur, a laissé derrière lui de nombreuses mines et a mobilisé d'excellentes unités en place. Le 25 novembre, le CFP réussit néanmoins à reconquérir la ville du Thillot, une importante position allemande. Les combats se ●●●

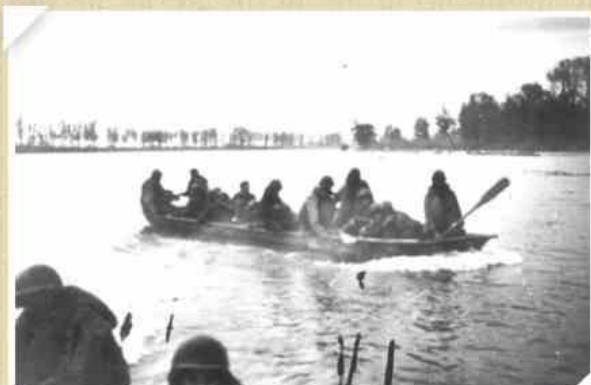
L'ALBUM INTIME DU RÉSISTANT MARCEL ESTEBAN



Après deux ans aux FTP, Marcel Esteban rejoint le Corps franc Pommiers. Ici, en août 1944, le combattant est âgé de 20 ans.



André Pommiers (au centre) est le fondateur du Corps franc qui porte son nom et qui défilera triomphalement dans la capitale du Reich, le 7 mai 1945.



Le 1^{er} avril 1945, les troupes traversent le Rhin et essuient des coups de feu ennemis tirés depuis la berge opposée.



En avril 1945, Marcel photographie ses camarades qui profitent d'un court moment de repos, avant d'entrer dans Stuttgart.

Sur cette carte, l'ancien résistant a dessiné le trajet du Corps franc Pommiers. Il utilise ce document pour raconter son histoire dans les écoles.



●●● concentrent quelques jours plus tard autour de Kruth, une commune alsacienne située à une quarantaine de kilomètres au nord-ouest de Mulhouse. Cette période est la plus dure pour les combattants. Les adversaires, dont les lignes sont parfois situées à 100 mètres les unes des autres s'épuisent en attaques et contre-attaques jusqu'en février 1945. Et, à plus de 1 000 mètres d'altitude, les conditions météorologiques compliquent cette éreintante guerre de position.

«Un jour, je pars au front et soudain ça pète au-dessus de nous. Des obus !»

«Il y avait le vent, les pluies diluviennes, la neige et le froid qui nous gelaient sur place, confirme Marcel Esteban. Un jour, j'ai retiré mes chaussures pour me frotter les pieds et j'ai cru que je ne pourrais jamais les remettre. J'aurais pu perdre mes orteils si un infirmier ne m'avait pas appliqué de la gaze et une crème grasse en me conseillant de bien les remuer. A cette époque, il nous est arrivé de coucher à même le sol, complètement trempés. Et je ne parle pas d'hygiène. On ne pouvait ni se laver ni se changer.» Mais ce que les combattants redoutent le plus ce sont les Minen, des obus allemands qui explosent en touchant la cime des arbres et font tomber une pluie mortelle de métal. «Un jour, je pars au front avec un goudier (fantassin) marocain et sa mule. Soudain ça pète au-dessus de nous. Des Minen ! Mon compa-

était rassemblés par dix sur des barques. De l'autre côté, il y avait encore quelques tirs pour nous intimider. J'ai une photo où on me voit agrippé au bord du bateau et où je n'ai pas l'air très à l'aise. Ce n'est pas la peur ou le mal de mer : j'avais juste trop bu avant la traversée. Nous manquions parfois de nourriture, mais on nous ravitaillait généreusement en bidons de schnaps !»

Les Français pénètrent en Allemagne, traversent des villages désertés. Les civils, persuadés par la propagande d'avoir affaire à de dangereux bandits, ont quitté les lieux où se cachent. Après de longues marches sous une pluie battante, les Français retrouvent l'ennemi à Eppingen, à une soixantaine de kilomètres de Stuttgart, un point stratégique de communication. Les mortiers, l'artillerie et les mines allemandes font de nouveaux morts, mais la ville tombe le 4 avril.

Le soir du 20 avril, enfin, Marcel Esteban et ses camarades atteignent l'objectif assigné à Pommiers : Stuttgart. «La ville était déserte. Nous avons compris plus tard que les habitants étaient encore là mais vivaient dans des galeries souterraines. Tout n'était que ruines, pas une maison debout. Les gravats se répandaient jusque sur les routes, ce qui nous forçait à faire nos patrouilles à pied.» C'est à Stuttgart que s'achèvent les combats avec les forces allemandes. Le 8 mai, le 49^e régiment salue par des salves d'armes automatiques la capitulation de l'Allemagne. Et, officiellement relevé par les Américains, il quitte Stuttgart en juillet. 575 de ses hommes ont été tués, 3 000 blessés et 1 300 citations à l'ordre de l'armée témoignent de sa bravoure au feu... Marcel Esteban reste mobilisé en Forêt-Noire jusqu'au printemps de 1946. Il n'aura pas la chance de se rendre à Berlin pour défi-

ler avec les Alliés lors du premier anniversaire du 8 mai, comme le feront d'autres membres du CFP. Il rentre à Toulouse. «La plupart des copains sont directement partis se battre en Indochine. Pas moi : la carrière militaire ne me tentait pas. Et pendant longtemps, je n'ai plus parlé de la guerre. Ce n'est que beaucoup plus tard que j'ai cherché à retrouver ce passé.» Marcel jette un regard à la photo noir et blanc au-dessus de ses médailles. «Ma jeunesse a été dure, sanglante, mais c'est toujours ma jeunesse.» ■

LÉO PAJON

UN FAIT D'ARMES

L'AMÈRE

En septembre 1944, les résistants du Sud-Ouest arrachent la reddition de 18 000 Allemands... sans en tirer la moindre gloire.

Sud-Ouest, août 1944. La situation est grave pour les Allemands. Les Alliés, après avoir gagné la bataille de Normandie, entament leur marche vers l'est. Au même moment, depuis la Provence où elles ont débarqué le 15 août, les forces françaises et américaines remontent sur Lyon et la Bourgogne. Pris en tenaille entre les deux armées, les 100 000 Allemands basés dans le Sud-Ouest et le centre de la France, n'ont qu'une seule solution : le repli.

Lorsqu'il reçoit son ordre de mission le 19 août, le général Botho Elster, chef de la Kommandantur de Mont-de-Marsan, se dit qu'il n'y a là rien d'insurmontable : il doit pouvoir assurer sans encombre l'acheminement de ses 18 000 hommes vers Belfort, puis jusqu'en Allemagne, avant que les deux armées ennemies n'opèrent leur jonction à l'est et ne ferment la route. Mais le général est conscient que ses unités ne sont pas motorisées. Pour regagner Belfort à temps, il faut donc partir sans tarder. Le convoi quitte Bordeaux le 25 août. La colonne Elster ferme la marche des autres armées allemandes en retraite qui stationnaient dans le sud de la France.

«Mordez-les aux fesses, mordez-les au cul. Allez-y plus fort, ils sont foutus»

Le 30 août, elle atteint Angoulême, mais l'action des maquis ralentit la troupe et les premières pertes ont été enregistrées. Le 3 septembre, la formation atteint Poitiers. Il lui reste une dizaine de jours pour emprunter la trouée vers Belfort. Mais après ceux de Charente, les résistants du Berry poursuivent le travail de sape. Jour et nuit, la colonne en retraite subit la guérilla des maquisards. Ces embuscades sèment l'angoisse chez les Allemands, déjà épuisés par leur marche intensive. A cette «terreur rouge», comme l'appellent les officiers allemands (car menée par des ennemis

C'EST À STUTTGART QU'ILS APPRENNENT LA CAPITULATION DU REICH

gnon et sa bête ont été tués sur le coup. J'ai échappé miraculeusement à la mort, mon arme, un Mauser pris à l'ennemi, a été fendue en deux par un éclat d'obus.»

Le 2 février, Marcel Esteban et ses compagnons apprennent que les Allemands ont quitté leur position. Ils reprennent leur traque en traversant l'Alsace puis attendent plusieurs semaines face au Rhin. Le Corps franc, intégré à l'armée régulière, est devenu le 49^e régiment d'infanterie. «Le 1^{er} avril, nous traversons enfin le fleuve, près de Spire, à une quarantaine de kilomètres au nord de Strasbourg. On

VICTOIRE DES MAQUIS



Udo-Dier/Leemage

qu'ils supposent communistes), s'ajoutent les bombardements de l'aviation alliée et le renfort des unités parachutistes de la France libre, sous commandement britannique, larguées sur le trajet de la colonne. Galvanisés par le désarroi des soldats allemands, les maquisards intensifient le rythme de leurs attaques, reprenant en chœur le mot d'ordre du colonel Bertrand, commandant en chef des FFI du Cher, «Mordez-les aux fesses, mordez-les au cul. Allez-y plus fort, ils sont tous foutus».

C'en est fini : des responsables de la Résistance tentent de contacter le général Elster pour le convaincre de se rendre. Mais l'état-major allemand ne veut pas traiter avec des «terroristes». Le 6 septembre, Elster s'arrête à Châteauroux, au château de la Pointerie. Le propriétaire, le comte Guillaume d'Ornano, essaie de persuader son «hôte» que la poursuite de sa retraite est vaine. Le général, en substance, répond ceci : il ne discutera pas avec les maquis, mais il est prêt à envisager une reddition auprès d'une armée régulière. A la préfecture de Châteauroux, le comte prend contact avec le colonel Chomel, commandant de la brigade Charles Martel des FFI. Deux officiers de l'Armée secrète, les capitaines Husser et Mirault, sont alors dépê-

chés au château. Leur mission : convaincre Elster que leur brigade est une unité régulière de l'armée française et prendre connaissance de ses conditions. Après une entrevue glaciale, l'officier allemand accepte de reconnaître la légitimité des deux hommes et expose ses exigences. Il souhaite de la part des Alliés une «démonstration énergique» (un simulacre d'attaque), afin de justifier la reddition aux yeux de ses subordonnés. Par ailleurs, les attaques alliées et des maquis doivent cesser immédiatement.

Ignorant les FFI, les officiers allemand et américain négocient entre eux

Les FFI ne peuvent satisfaire seuls à ces demandes. Pour stopper les bombardements, ils doivent contacter les Américains. Dans la matinée du 10 septembre, Husser et Mirault accompagnent Elster à Issoudun où sera signée la capitulation. Quand ils arrivent à la sous-préfecture, le général américain Macon et le représentant des armées britanniques, le major Clutton, les y attendent. Le colonel Chomel, chef d'état-major FFI, est également présent. Tout se déroule comme prévu :

les principes de capitulation sont aussitôt admis. L'intervention officielle des Américains semble apaiser l'état-major allemand. Mais selon les témoignages recueillis par Michel Jouanneau dans son livre «La Fin des illusions» (1984), il semble que les officiers américains «marquent un sentiment de supériorité envers les hommes des maquis, paraissant plus proches des officiers allemands, officiers d'une armée régulière». Le colonel Chomel témoignera s'être senti oublié pendant les négociations tandis que Elster et Macon discutaient comme deux «gentlemen». Ce n'est pas qu'une impression. L'acte de reddition du 10 septembre porte la signature des deux officiers. Chomel ne fait que le contresigner. L'un des articles mentionne que «le commandement allié veillera à ce

que les combattants irréguliers (sic) n'exécutent plus d'attaques». Pour s'en prémunir, les troupes d'Elster ont l'autorisation de conserver leurs armes lors de leur évacuation vers la Loire, à Beaugency, où ils se rendront le 15 septembre lors d'une cérémonie mettant en scène exclusivement Allemands et Américains.

Pour la Résistance française, c'est un camouflet. Non seulement les Américains ne font

aucun cas du rôle des maquisards, mais ils accordent aux Allemands les moyens de se protéger contre eux. Le résistant Philippe de Vomécourt résumera la frustration des FFI : «La procédure employée avait porté et portera préjudice à la bonne opinion que le peuple français avait de la correction américaine.» Même si elle ne fut pas reconnue officiellement en septembre 1944, la reddition de la colonne Elster restera dans les mémoires comme l'une des plus grandes victoires des maquis français. Et un homme clé de cette histoire lui rendra le plus bel hommage qui soit, au lendemain de la reddition : «Comment pouvais-je commander cette colonne de 18 000 hommes sur une seule route, harcelée de tous côtés et de façon incessante par le maquis ?» déclarera-t-il. Cet homme, c'est Elster lui-même. ■

VALÉRIE KUBIAK

Une armée en déroute
Pour gagner Belfort, les Allemands utilisent tous les moyens de transport : bus, camions... Au risque de s'embourber dans la campagne.

A black and white photograph capturing a moment of combat during the final stages of World War II in Colmar, France. In the foreground, two American soldiers are positioned in a grassy area. One soldier, wearing a helmet and a jacket, is crouched low to the ground, holding a rifle. Another soldier, also in a helmet and jacket, is standing slightly behind him, looking towards the left. In the background, a large, dark, cylindrical object, possibly a tank or a large barrel, is partially visible. The scene is set in a rural area with trees and a fence in the distance. The overall atmosphere is one of intense military action.

**Sous le feu
des chars alliés**
Dans les rues
de Colmar, les
combats furent
particulièrement
acharnés. Finalement, la ville alsacienne tomba aux mains des Alliés le 2 février 1945.



COLMAR

L'ULTIME VERROU

Aux yeux des soldats du Reich, l'Alsace est une terre allemande. Ils vont donc défendre chèrement leur dernière enclave dans cette région, avant de se replier derrière le Rhin, sous les coups de boutoir des armées française et américaine.





Carte Sophie Pauchant



Une offensive franco-américaine
Il faut les forces conjuguées du 1^{er} corps d'armée français, dirigé par le général Béthouart, du 2^e corps d'armée du général de Monsabert et du 21^e corps d'armée US du général Milburn pour faire tomber la poche de Colmar.

LA BATAILLE S'ENGAGE PAR UNE TEMPÉRATURE DE - 20 DEGRÉS

Une existence en miettes
Une femme retourne dans son village natal d'Ostheim désolé mais en ruines.

Keystone France

En écrasant l'armée française en six semaines en 1940, l'Allemagne s'est trouvée dans une position suffisamment forte pour pouvoir annexer brutalement l'Alsace et la Moselle. Ces deux régions françaises ont été rattachées au Reich et ses citoyens sont devenus allemands. Certains, que l'on appellera plus tard les «Malgré-nous», ont même été versés dans la Wehrmacht. Autant dire que pour Hitler, il ne saurait être question de rendre l'Alsace et la Moselle sans combattre.

Depuis la chute de Paris, en août 1944, les forces allemandes sont en déroute, talonnées par les troupes alliées débarquées en Normandie, mais aussi par celles qui sont arrivées en Provence. De concert, elles reconquirent le territoire français à une vitesse effrénée. En Lorraine, Nancy est libérée le 19 septembre, et Epinal le 24 du même mois. Mais bientôt, l'avance des Alliés marque le pas, à cause de difficultés d'approvisionnement, notamment en essence, de pluies diluviennes et de l'ardeur des troupes du Reich, disposées sur les vestiges de la *Moselstellung*, une ligne de défense construite lors des guerres de 1870 et de 1914. Néanmoins, la ville de Belfort tombe le 20 novembre 1944, libérée par la 1^{re} armée française du général de Lattre de Tassigny, qui s'empare de Mulhouse dès le lendemain. Plus au nord, le 24 novembre, la 2^e DB du général Leclerc s'empare de la ville de Strasbourg.

Les défenses du Reich ont finalement volé en éclats. Mais pas entièrement. En s'emparant de Strasbourg et de Mulhouse, les Alliés ont laissé subsister entre elles une poche longue de 65 kilomètres et large de 45 kilomètres autour de la ville de Colmar, dans laquelle se sont regroupées les dernières troupes allemandes qui n'ont pas battu en retraite. Hitler a en effet exigé du général Rasp, commandant la 19^e armée, en charge de la défense du secteur, de tenir coûte que coûte. Aux yeux du Führer, il ne s'agit pas d'une poche mais... d'une tête de pont de l'autre côté du Rhin, point de départ possible pour une nouvelle offensive.

Les Allemands défendent donc Colmar et ses alentours bec et ongles... et ce d'autant plus facilement que les Alliés ne font pas grand-chose pour s'en emparer, car elle ne représente pas grand danger pour eux. Les troupes qui l'encerclent se contentent de timides incursions, afin de maintenir la pression sur ses défenseurs. À partir du 16 décembre, le danger vient d'ailleurs : Hitler joue son va-tout en se lançant dans une vaste offensive au cœur des Ardennes. Cette attaque surprise des Allemands mobilise une bonne partie des réserves disponibles. Colmar n'est plus qu'un front secondaire. Mais ●●●



Maurice Eder/Keystone France

La ville est «dénazifiée»

Le 2 février 1945, les libérateurs alliés sont accueillis par les habitants de Colmar. Ils brandissent par dérision un portrait d'Hitler – une image qu'ils étaient forcés d'avoir sous les yeux dans les bâtiments officiels, puisque leur ville avait été annexée.

●●● début janvier 1945, alors que les combats cessent sur le front des Ardennes (ils se sont conclus par la défaite allemande de Bastogne, en Belgique), débute l'opération Nordwind, offensive de diversion qui vise, pour l'essentiel, à permettre aux troupes allemandes engagées dans les Ardennes de se replier. Les soldats établis dans la poche de Colmar s'élancent alors en direction de Strasbourg, tandis qu'au nord, d'autres troupes allemandes traversant le Rhin attaquent en direction de Haguenau et reprennent Wissembourg aux Américains. L'offensive frappe le 2^e corps français et notamment la 3^e division algérienne et la 1^{re} division de marche, qui livrent de rudes combats et enrayent la progression adverse, en perdant près de 2 000 hommes (tués, blessés ou prisonniers). Fin janvier, l'opération Nordwind se termine sur un échec, mais le commandement allié décide tout de même de réduire une fois pour toutes la poche de Colmar et les autres points de fixation allemands :

POUR HITLER,
LA RECONQUÊTE
PASSAIT PAR
CE PETIT BASTION

Eisenhower souhaite en fait que tous les flots de résistance sur le Rhin soient réduits avant que les Alliés ne franchissent le fleuve.

La bataille va commencer, mais qui la mènera ? Les troupes françaises (de la 1^{re} armée conduite par de Lattre et de la 2^e DB de Leclerc) étant déployées de part et d'autres de la poche, elles vont naturellement assurer ce rôle, renforcées par deux divisions d'infanterie américaines, la 3^e et la 28^e division. Celles-ci sont très expérimentées et leurs effectifs sont presque complets.

L'offensive des Alliés débute le 20 janvier dans un froid que le général de Lattre n'hésitera pas à qualifier de «sibérien» (les températures avoisinent les -20 °C). Les troupes des 2^e et 4^e division marocaines, menées par le général Béthouart, qui sont déployées autour de Mulhouse passent à l'offensive au sud de la poche, avec comme premier objectif la libération de la ville d'Ensisheim. Elles avancent au milieu d'une tempête de neige et, grâce à l'effet de surprise, enfoncent le front de la 159^e division d'infanterie allemande, avec l'appui de la 1^{re} division blindée française et de la 9^e division d'infanterie coloniale. La nuit suivante, les Allemands ripostent, ralentissant un peu la poussée française. La menace apparaît assez sérieuse au commandement du Reich pour qu'il engage ses réserves, dont la 16^e brigade blindée et la 2^e division de montagne. Le terrain est boisé et assez urbanisé, ce qui gêne la progression des Français.

Dans la nuit du 22 au 23 janvier, c'est au tour des troupes du général de Montsabert de passer à l'attaque, au nord de la poche cette fois. Le fer de lance de l'offensive est formé par la 1^{re} division de marche et par la 3^e division d'infanterie américaine avec, en réserve, la 2^e DB française. Les Alliés progressent rapidement en direction du sud et franchissent une rivière, l'Ill, mais peinent à trouver des ponts capables de soutenir le poids des blindés (un char Sherman, le char le plus courant chez les Américains, pèse un peu plus de 32 tonnes). L'infanterie américaine doit donc progresser sans le soutien de blindés et subir des ripostes allemandes, qui ralentissent considérablement son avancée.

Malgré cela, les Alliés sentent que les défenses allemandes sont sur le point de céder. Le 31 janvier, la 1^{re} division de marche s'empare d'Elsenheim et, le 1^{er} février, atteint le Rhin. Pourtant, les Alliés

recommencent à piétiner et il devient manifeste que les effectifs manquent pour emporter la décision. Deux nouvelles divisions américaines sont jetées dans la bataille, la 75^e division d'infanterie et la 12^e division blindée américaine. Le général Milburn, en charge du 21^e corps d'armée US les commande. ●●●

LES OFFICIERS FRANÇAIS



MARIE-PIERRE KOENIG
1898-1970

Le héros de Bir Hakeim
Commandant de la première brigade française libre, il tint tête à l'Afrika Korps du général Rommel, du 26 mai au 11 juin 1942, lors de la bataille de Bir Hakeim, près de Tobrouk, au nord de la Libye. Il renforça ainsi la crédibilité militaire de la France auprès des Alliés.



JEAN DE LATTRE DE TASSIGNY
1889-1952

Le chef de la 1^{re} armée
Emprisonné par le régime de Vichy, il parvint à s'échapper pour rallier de Gaulle fin 1943. Il prit alors le commandement de la principale composante de l'Armée française de Libération, l'armée B, qui débarqua en Provence, remonta le Rhône et poursuivit sa marche jusqu'au Danube.



PHILIPPE LECLERC DE HAUTECLOCQUE
1902-1947

Le sauveur de Paris
Ce chef militaire admiré par de Gaulle débarqua en Normandie le 1^{er} août 1944 à la tête de la 2^e division blindée, issue des Forces françaises libres et de l'Armée d'Afrique. Avec elle, il libéra Paris, recevant, le 25 août, la reddition allemande.



ALPHONSE JUIN
1888-1967

Le combattant d'Italie
Nommé en 1943 à la tête du corps expéditionnaire français en Italie (112.000 hommes), ce général parvint à percer le dispositif allemand Gustav, un ensemble de fortifications qui empêchaient les troupes alliées débarquées en Sicile de remonter vers Rome et le nord du pays.



ANTOINE BÉTHOUART
1889-1982

Le vainqueur des Vosges
Débarquant en Provence à la tête du 7^e corps d'armée, il remonta la vallée du Rhône et s'illustra, en septembre 1944, dans la bataille des Vosges. Puis ses troupes victorieuses traversèrent le Rhin et s'arrêtèrent, en avril 1945, sur les rives du Danube, en Autriche.



HENRI GIRAUD
1879-1949

Le rival du général de Gaulle
Admirateur de Pétain, il tenta de maintenir, en Afrique française, un régime vichyste sous protectorat américain. Entre juin et novembre 1943 il fut, au même titre que de Gaulle, co-président du Comité français de libération nationale, mais finit par être évincé par celui-ci.



DWIGHT DAVID EISENHOWER
1890-1969

Le grand superviseur
Commandant en chef des forces alliées pour la libération de l'ouest de l'Europe, il planifia l'opération Overlord et se retrouva à la tête de la plus grande armée d'invasion jamais créée. Ses talents de conciliateur lui permirent de maintenir la cohésion entre les Alliés.



GEORGE PATTON
1885-1945

Le guerrier infatigable
Surnommé «Blood and Guts» (sang et tripes), le général aimait les progrès fulgurants. Ses troupes, parties de Normandie en juillet 1944, arrivèrent en Lorraine fin août. Pour entrayer la contre-offensive d'Hitler en route, dans les Ardennes belges, sa plus grande bataille.



ALEXANDER PATCH
1889-1945

Un ancien du Pacifique
Après s'être illustré lors de la bataille de Guadalcanal contre les japonais, il se vit confier le commandement du débarquement américain en Provence. Son armée remonta rapidement le long du Rhône pour opérer la jonction avec Patton, le 9 septembre 1944, aux alentours de Dijon.



JACOB LOUCKS DEVERS
1887-1979

Un Américain en Alsace
Il supervisa, en 1943, les préparatifs du D-Day, avant de prendre le commandement du 6^e groupe d'armées alliés, qui regroupait les forces américaines et l'armée B du général de Lattre de Tassigny. Prenant pied en Provence, il mena la contre-offensive jusqu'en Alsace.



OMAR BRADLEY
1893-1981

Le libérateur de la Bretagne
Il dirigea l'opération Cobra qui permit aux forces débarquées en Normandie d'acquiescer à l'opération, puis de libérer la Bretagne. Dans les Ardennes, ses troupes enfoncèrent la défense adverse, puis poursuivirent jusqu'en Allemagne, faisant la jonction avec l'Armée rouge.



BERNARD MONTGOMERY
1887-1976

L'Anglais patient
La victoire d'El-Alamein (Égypte), en novembre 1942, lui valut les surnoms de Winston Churchill. Il reçut le commandement du 2^e groupe d'armées britannique pour la bataille de Normandie. Sa vision stratégique prudente se heurta souvent à celle des Américains.

LES GRANDS ACTEURS DE LA LIBÉRATION

Stratèges, commandants militaires, combattants de la Résistance, mais aussi défenseurs du Reich... Ils ont compté parmi les principales figures de l'été 1944.

GEOHISTOIRE



HENRI ROL-TANGUY
1908-2002

Le militant qui souleva Paris
Communiste, l'entra dans la clandestinité dès 1940. À la tête des FFI d'Ile-de-France, il prépara la libération de la capitale, appelant à l'insurrection le 17 août 1944 depuis son QG, place Denfert-Rochereau. Deux jours plus tard, il s'empara de la préfecture de police.



GEORGES GUINGOUIN
1913-2005

L'instigateur rebelle
Instituteur en Haute-Vienne, communiste, il entra en résistance dès 1940 et créa des groupes de francs-tireurs qui multiplièrent les actes de sabotage. Le 9 juin 1944, l'une de ses brigades captura un officier SS, ce qui déboucha, en représailles, sur le massacre d'Oradour.



JACQUES CHABAN-DELMAS
1915-2000

Un espion au cœur de Vichy
Il infiltra le ministère de la Production industrielle et l'Inspection des finances du gouvernement de Vichy. Là, il communiqua de précieuses informations économiques à la France libre. Il assura ensuite la liaison entre la résistance intérieure et le haut commandement interallié.



GEORGES BIDAULT
1899-1983

Le journaliste de l'ombre
Rédacteur en chef de «Combat», journal de résistance journalier, il dirigea à partir de 1942 le Bureau d'information et de presse, sorte d'agence de presse clandestine informant Londres et les FFI. À la mort de Jean Moulin, il lui succéda à la tête du Conseil national de la Résistance.



ALEXANDRE PARODI
1901-1979

L'homme de loi
Haut fonctionnaire opposé à Pétain, il travailla, sous le pseudonyme de Quaratus, aux réformes judiciaires à mettre en place à la Libération. Il devint, en mars 1944, chef du Comité français de libération nationale et fut chargé de définir les futures structures politiques de la France.



RENÉ COURTIN
1900-1964

L'économiste visionnaire
Ce brillant professeur d'université fut réquisitionné à Vichy. Obligé de vivre à partir de la fin 1942, dans la clandestinité, il rédigea, avec d'autres spécialistes, un rapport majeur sur la politique économique à mener après la fin de la guerre.



DIETRICH VON CHOLTITZ
1894-1966

Le maître de Paris
Nommé gouverneur militaire du «Gros Paris» le 7 août 1944, cet aristocrate prussien avait l'ordre de «tenir la capitale plutôt que de la laisser tomber aux mains des Alliés». Alors que certains monuments et ponts de la ville étaient minés, il refusa de les détruire.



HANS GÜNTHER VON KLUGE
1882-1944

Le champion déchu d'Hitler
Après avoir gagné la confiance du Führer grâce à ses coups d'éclat sur tous les fronts, il prit le commandement en chef à l'ouest en juillet 1944. Incapable d'endiguer le Débarquement, il fut déssaisi par Hitler et se suicida au cyanure.



HEINZ LAMMERDING
1905-1971

Le tueur d'Oradour-sur-Glane
Il dirigea la division SS Das Reich, connue pour sa brutalité. Sous son commandement, celle-ci pendit 99 habitants à Tulle, avant d'en massacrer 642 à Oradour-sur-Glane. Condamné à mort après la guerre par un tribunal français, il ne fut jamais extradé par la RFA.



GERD VON RUNDSTEDT
1875-1953

Le conseiller du Führer
Ce militaire voyait d'un mauvais œil les nazis mais les servait par devoir. Il fut démis plusieurs fois de ses fonctions par Hitler, notamment après le Débarquement, car il suggéra de négocier la paix. Mais le Führer ne pouvait se passer de son génie tactique et le rappela à chaque fois.



ALBERT KESSELRING
1885-1960

Le défenseur zélé du Reich
Sa fidélité à Hitler lui valut d'être nommé, en 1941, commandant en chef des forces du Sud-Ouest (Wehrmacht, Italie, Afrique du Nord). En Italie, il ralliait l'attention des Alliés avec des moyens moindres en hommes et matériel, forçant le respect de ses adversaires.



BOTHO HENNING ELSTER
1894-1952

Le général de la déroute
Chargé d'assurer, pendant l'été 1944, la retraite des troupes allemandes stationnées dans le sud de la France, il était convaincu de la défaite du Reich. Il négocia une trêve avec les Alliés, qui déboucha sur la reddition de 18.000 soldats allemands, le 10 septembre.

LES RÉSISTANTS

LES OFFICIERS ALLEMANDS

4 TITRES
DÉJÀ PARUS

ILS ONT FAIT L'HISTOIRE

Une nouvelle collection de portraits
biographiques en BD.

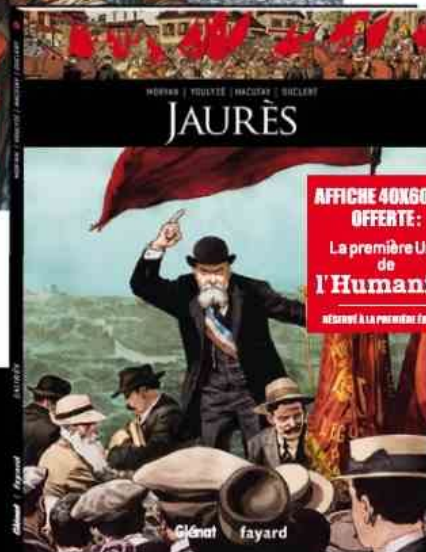
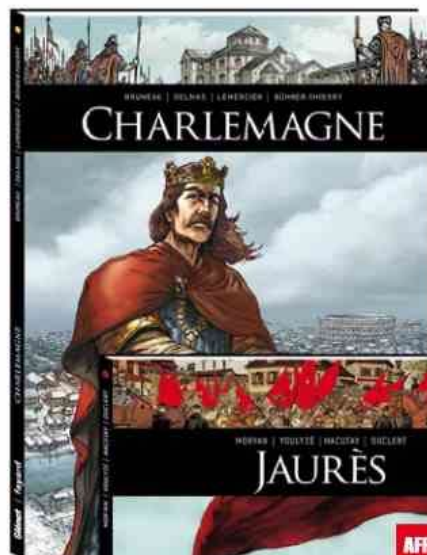
●●● Les 3^e et 28^e divisions américaines ainsi que la 5^e division blindée française leur sont rattachées. Ce corps puissant est positionné entre les deux corps français. Hitler refuse naturellement d'entendre parler d'un repli derrière le Rhin. Pour s'assurer que les troupes vont tenir, il nomme à leur tête le général de la Waffen SS Paul Hausser. Mais cet officier expérimenté ne peut que constater l'étendue du désastre. Il n'a sous ses ordres que des unités de bric et de broc, il y règne la plus grande confusion et leur moral est au plus bas. Le 2 février 1945, la 28^e division d'infanterie américaine, appuyée par des blindés français, fait son entrée dans Colmar. Il faudra une journée entière pour nettoyer la ville de ses derniers défenseurs. Les autres se replient comme ils peuvent vers le Rhin.

Les Allemands font exploser derrière eux le dernier pont qu'ils tenaient sur le Rhin

Mais la poche doit encore être vidée. Le 5 février, des éléments de la 12^e DB américaine, venus du nord, tendent la main à des soldats de la 4^e division marocaine, venus du sud, dans la ville de Rouffach, coupant de fait la poche en deux. Pour les Allemands, c'est le sauve-qui-peut. Ils se replient vers le Rhin, talonnés par des troupes françaises. La 3^e division d'infanterie américaine avance vers Neuf-Brisach et l'encercler. La ville fortifiée tombe presque sans coup férir le 6 février, grâce à l'aide d'habitants qui indiquent aux assaillants un point faible dans les défenses. Le même jour, la 75^e division américaine atteint le Rhin au sud de Neuf-Brisach. Le 9 février, les Allemands font sauter le dernier pont en leur possession. La bataille de Colmar a pris fin. Son issue n'a jamais fait de doute : les Allemands possédaient 80 000 hommes dans la poche, faisant face à plus de 400 000 hommes. Ils y ont perdu près de 40 000 hommes, tués, blessés ou prisonniers. Ils ont subi une nouvelle saignée... et une nouvelle humiliation.

Chez les Alliés, la satisfaction d'avoir éliminé un îlot de résistance du Reich ne constitue pas le point le plus important. Certes, d'un point de vue pratique, ils sont en possession de toute la rive gauche du Rhin et vont pouvoir préparer leur offensive en Allemagne. Mais surtout, il s'agit d'une victoire symbolique pour les Français qui se sont vus confier une mission importante. De Lattre a eu, durant la première phase de la bataille, des troupes américaines sous ses ordres et elles ont travaillé avec les unités françaises en confiance. L'armée nationale a montré des capacités offensives prometteuses pour la campagne d'Allemagne qui s'annonçait. Des deux côtés de l'Atlantique, on se félicite de cet exemple de coopération militaire, qui sera couronnée après les combats par une décoration symbolique : pour sa participation au débarquement de Provence et à la libération de Colmar, la 3^e division d'infanterie américaine se verra accorder par la France la croix de guerre avec palme.

ANTOINE BOURGUILLEAU



**AFFICHE 40X60 CM
OFFERTE :**
La première Une
de
L'Humanité
réservée à la première édition

LEUR DESTIN A AUSSI FAÇONNÉ LE VÔTRE

Napoléon, Catherine de Médicis, Gengis Khan, Charles de Gaulle... La vie des grands personnages fascine autant qu'elle permet de saisir une époque. Qui étaient-ils vraiment, comment et pourquoi ont-ils marqué l'Histoire de leur empreinte ?

Auteurs de bande dessinée et historiens universitaires unissent ici leurs talents pour dresser de passionnants portraits biographiques.



Déjà parus

Parution Septembre 2014

iofh.glenatbd.com

Glenat | fayard

ÉTÉ 1944

LES PREMIERS INSTANTS DE LIBERTÉ

La carte officielle de John G. Morris sur le théâtre des opérations en France.



John Godfrey Morris, figure du photo-journalisme américain, a capté les journées qui ont suivi le D-Day. Il ouvre ses archives et témoigne pour nous.

“ Un GI noir (membre des MP, la police militaire) embrasse une femme blanche... Cette scène m'a ravi, moi qui me battait contre la ségrégation. ”



Photos : John G. Morris/Contact Press Images

“

La vie reprenait son cours. Après les bombardements, ces femmes avaient toutes les raisons de haïr les Américains. Et pourtant, elles les ont accueillis avec bienveillance.

”





“

J'ai croisé des familles de réfugiés, des enfants
épuisés par la guerre, des jeunes volontaires prêts à en découdre...
Avec toujours cette même dignité dans le regard.

”



“

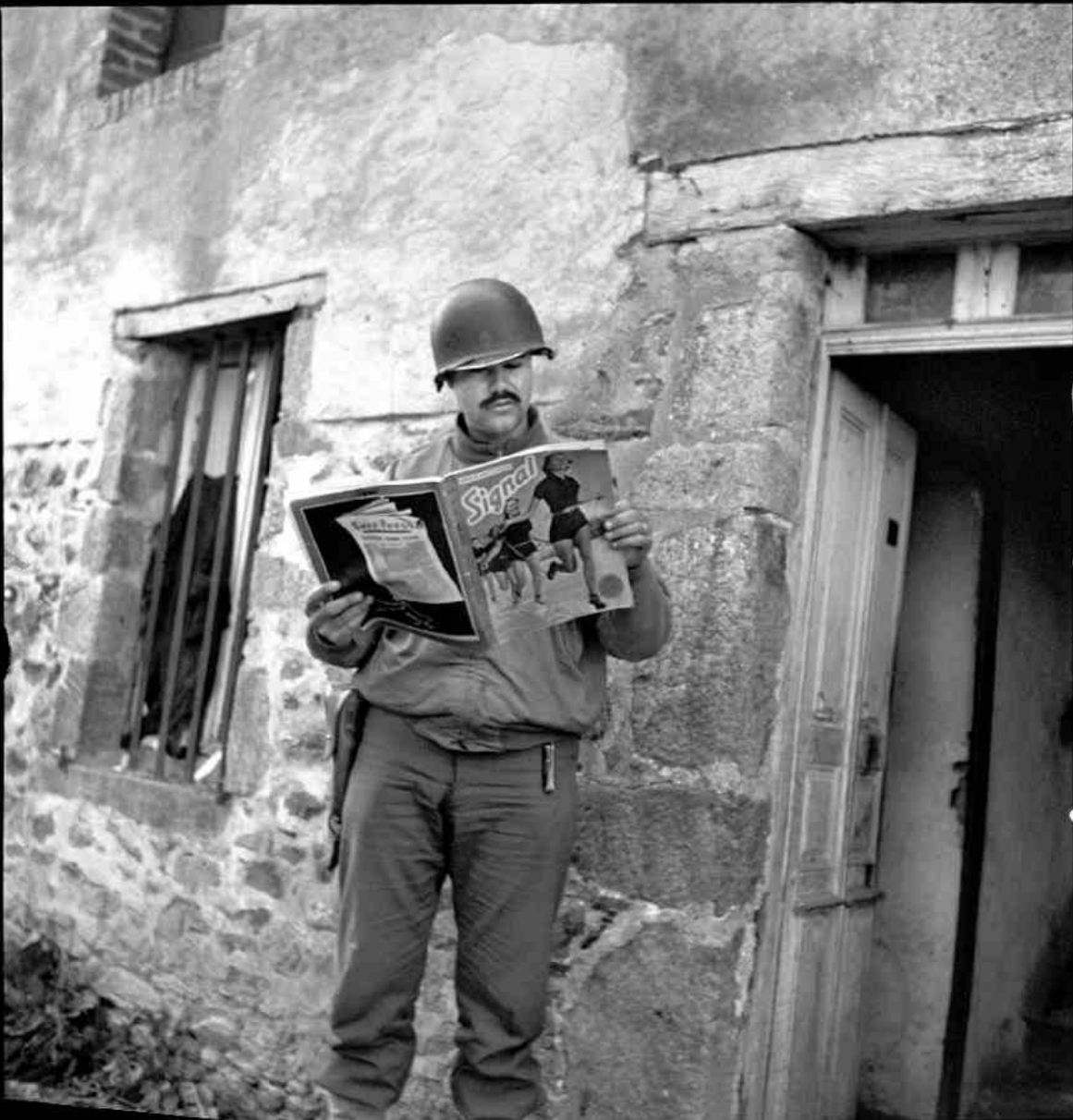
L'été 1944 était caniculaire. Cette grand-mère normande me scrutait, l'air amusé... J'étais probablement le premier Américain qu'elle ait jamais vu.

”

“

Ce GI avait repéré une pile de «Signal», un magazine de propagande nazie. Il a pris soin de choisir celui avec des filles en couverture, pas ceux avec Rommel ou Himmler !

”



“

Mon cliché le plus célèbre. A Saint-Malo, les Allemands venaient de capituler. Mon œil fut attiré par ce soldat qui ne devait pas avoir plus de 16 ans. Pauvre gamin...

”





Miriam Ruizseau

“

Ma fonction ne m'obligeait pas à partir en Normandie. Mais je voulais, au moins une fois, accompagner les photographes que j'envoyais au cœur de la guerre.

”

John G. Morris prévient d'emblée, comme pour s'excuser : «Je ne suis pas photographe !» Lorsqu'il nous reçoit dans son appartement-atelier près de la place des Vosges (il s'est installé à Paris en 1983), cet Américain de 97 ans rappelle que son rôle au magazine «Life», puis au «New York Times», consistait à diriger le travail des photoreporters. A ce titre, il a fréquenté les plus grands, de Cartier-Bresson à Capa, dont il fut très proche. «En 1944, j'ai envoyé six photographes, dont Capa, couvrir le Débarquement pour "Life". Je n'étais pas contraint de quitter mon bureau de Londres pour traverser la Manche. Mais, en juillet, j'ai eu envie de suivre la campagne sur le terrain. Dans mes bagages, j'ai pris mon appareil photo, au cas où j'obtiendrais un scoop...»

Il n'y aura pas de scoop. Mais ses photos, dont la plupart ne furent exhumées que récemment (elles sont rassemblées dans le livre «Quelque part en France», éd. Marabout, sorti cette année), dressent un panorama saisissant de la Normandie et de la

Bretagne encore éprouvées par les effets du Débarquement. Pas des photos de combat, plutôt des portraits et des instantanés. Souvent émouvants (la solidarité des réfugiés, la joie des premiers instants de liberté...). Parfois cruels, comme ce cliché d'un cadavre de soldat américain, drapé d'un linceul. En revoyant cette photo, John G. Morris soupire. «Et dire qu'après tout ça, on se remet en 2014 à parler de Guerre froide...» Aujourd'hui, son engagement reste toujours aussi entier : avant de partir, il nous offre un exemplaire du magazine «Frontline», dans lequel il vient de signer un plaidoyer antinucléaire intitulé «Enough is Enough». Il songe maintenant à exposer ses photos en Allemagne. Et nous avoue espérer que le jeune soldat à l'enfance volée, dont il a capté le regard il y a soixante-dix ans (photo ci-contre), se reconnaisse et vienne lui serrer la main. ■

FRÉDÉRIC GRANIER

A voir : «La Libération de la Bretagne», une expo de John G. Morris, au Festival photo de La Gacilly (56). www.festivalphoto-lagacilly.com

JOSEPH DARNAND

LE TRAQUEUR TRAQUÉ

A la Libération, la terreur change de camp.
Les Miliciens sont jugés, fusillés... Et en premier
lieu, leur chef, Darnand, héros de 1914-1918,
qui fut l'exécuteur des basses œuvres de Vichy.

Au Grand-Bornand se dresse une nécropole aux airs de carré militaire. Sur les tombes, aucune autre indication que le nom des défunts, leur date de naissance et celle de leur mort : 1944. Dans cette paisible commune de Savoie, les promeneurs croient y voir un hommage à des résistants. Pourtant, les 76 fusillés ici, il y a soixante-dix ans, n'étaient pas maquisards mais des membres et sympathisants de la Milice, qui, à l'été 1944, se retrouvaient les cibles d'une épuration sauvage... La Milice, chargée de lutter contre les «terroristes» et les Alliés, reste à jamais inscrite dans les heures les plus sombres de la Collaboration, incarnée par son secrétaire général, Joseph Darnand. Un ancien héros de la Grande Guerre, qui, avant de tomber dans les oubliettes de l'Histoire, en fut une figure célébrée...

En 1916, pour un garçon sans histoire né à Coligny (Ain) dans une famille modeste, la guerre constitue une aventure qui forge un tempérament. A seulement 19 ans, Joseph Darnand impressionne ses supérieurs, se révèle dans le risque jusqu'à réaliser un exploit à la fin du conflit. Sur le front de Champagne, le jeune soldat parvient à franchir les barrières ennemies et à ramener des documents confidentiels sur l'offensive allemande qui se prépare. Grâce à ces informations, les Français parviennent à contrer l'ennemi et le valeureux soldat est décoré de la médaille militaire par le maréchal Pétain. Quelques années plus tard, en 1927, Raymond Poincaré, dans un discours, qualifera

Darnand d'«artisan de la victoire», au même titre que Pétain et Foch... De quoi tracer un destin ? Contre toute attente, Darnand ne fera pas carrière dans l'armée. Ne disposant probablement pas du bagage nécessaire pour devenir officier, il retourne à la vie civile en 1921 et entre comme vendeur décorateur dans une fabrique de meubles. «Darnand gardera du ressentiment de ne jamais avoir dépassé le grade de sous-lieutenant», raconte Michèle Cointet, historienne spécialiste de Vichy et auteur de «La Milice française» (éd. Fayard, 2013). «Ce n'est pas une épave sociale, même si la transition est ingrate. Il ne faut pas oublier que ses faits de gloire lui ont apporté une certaine célébrité. Qui lui est d'ailleurs peut-être un peu montée à la tête...»

A Nice, dans les années 1930, il fomenta des complots terroristes

Antidémocrate, antisémite, c'est dans le militantisme que l'ancien soldat va s'épanouir. D'abord au sein de l'Action française qu'il jugera trop molle (il traitera Charles Maurras de «vieux con»), puis au sein du PPF, le parti fasciste de Jacques Doriot. L'atmosphère électrique des années 1930 pousse l'extrémisme de Darnand dans ses retranchements, annonceurs de ce qui va suivre : à Nice, au sein de La Cagoule, il retrouve son goût pour l'action de terrain en fomentant des complots terroristes et en tâtant un peu du trafic d'armes (qu'il expédie dans l'Espagne en pleine guerre civile sous couvert de la société de déménagement qu'il a fondée). En 1940, la Seconde Guerre mondiale lui offre une nouvelle

chance de reprendre officiellement le fusil. Malgré ses 43 ans, il s'engage. Au sein du 24^e bataillon de chasseurs, il est sous le commandement de Félix Agnely (un ancien de La Cagoule) qui, au cours d'une embuscade à Forbach, est atteint au cou par une balle mortelle. Darnand, ne pouvant se résoudre à laisser le corps de son ami sur le terrain, s'aventure, la nuit, du côté allemand afin de récupérer la dépouille. Nouvel exploit. Au cours d'une drôle de guerre qui manque cruellement de héros, il est décoré de la Légion d'honneur par un gouvernement qu'il exécra. Acclamé, il passe aux actualités cinématographiques et fait la couverture de «Match». Georges Bernanos dira plus tard : «S'il y avait eu plus de Darnand en 1940, il n'y aurait pas eu de miliciens en 1944.»

La défaite pour l'armée française est terrible. Malgré son antipathie pour les Allemands, Darnand voit dans Pétain le retour à l'autorité qu'il attend depuis toujours. A l'automne 1940, il prend la tête de la Nouvelle légion française des combattants dans les Alpes-Maritimes avant de fonder, en 1941, le Sol, le ●●●

AVEUGLÉ PAR SA HAINE DES COMMUNISTES

Darnand (ici en 1943), héros des deux guerres et secrétaire général de la Milice, voit en l'Allemagne un rempart contre le communisme.



●●● Service d'ordre légionnaire, dont les méthodes expéditives et le jusqu'au-boutisme séduiront Pierre Laval deux ans plus tard. Car depuis le débarquement au Maghreb, la France n'a plus d'armée, et Laval n'a guère confiance en la gendarmerie et la police. Le chef du gouvernement songe à créer une force supplétive à la Gestapo, capable d'assurer la sécurité des Allemands et de maintenir l'ordre (tout en restant faiblement armée). Le 5 janvier, le Sol devient officiellement la Milice, dont Laval confie le secrétariat général à Darnand. Pour l'ancien poilu longtemps méprisé par des politiciens plus habiles (Marcel Déat, président du Rassemblement national populaire, disait qu'il n'était qu'une « brute au crâne vide »), c'est la consécration : il entre enfin au sein du dispositif vichyste. On le flatte, on le sollicite... Il s'entoure d'une jeune garde d'intellectuels qui consolident son corpus idéologique : Francis Bout de l'An, universitaire qui vient de la gauche pacifiste, ou encore Noël

de Tissot, fasciste convaincu, qui crée l'emblème du mouvement (la lettre grecque gamma stylisée) et rêve de faire de la Milice un parti unique. A leurs côtés, le soldat vieillissant se sent rajeunir. Il s'installe à Paris, dans un immeuble confisqué à une famille juive, et organise sa Milice comme une « nouvelle chevalerie », avec même une école, installée à Uriage (Isère). « Le film de Louis Malle, "Lacombe Lucien" (1974), a donné une image tronquée de la Milice, laissant entendre qu'elle n'a accueilli que des voyous, des enfants perdus et des prolétaires à la recherche d'une revanche sociale, raconte Michèle Cointet. Mais la Milice a recruté dans tous les milieux, avec souvent des notables, des intellectuels... » En quelques mois, l'organisation compte près de 10 000 militants actifs. Reste pour Darnand un problème de taille : au début de l'année 1943, 76 miliciens sont abattus. A quoi bon former une police supplétive si elle n'a pas les moyens de se défendre, surtout au moment où les communistes redoublent leurs attentats ? Réticents, les Allemands, qui craignent le désir de revanche des Français, acceptent finale-



BRUTAL, SANS SCRUPULES, IL DEVIENT L'HOMME DE

ment d'armer la Milice en juillet, à condition que Vichy autorise ses citoyens à s'engager dans la Waffen SS. « Mon éducation et mon cœur ne me poussent pas aux embrassades avec les Chleuhs », déclare Darnand à Bout de l'An. Il est pourtant le premier à revêtir l'uniforme de Sturmabführer (officier, enfin !) et à prêter serment de fidélité à Hitler...

A mesure que l'Allemagne enregistre ses premières défaites, elle a besoin que l'ordre règne en France et compte plus que jamais sur Darnand. L'impunité devient totale. La Milice traque les résistants, chasse les juifs, torture, dénonce, rackette... A partir de janvier 1944, elle est autorisée à installer des cours martiales : trois juges, tous miliciens, prononcent en quelques minutes des condamnations à mort, exécutables immédiatement.

Au cours de l'été 1944, la Milice commet les pires exactions

Aux côtés des Allemands, elle participe au massacre des maquisards du plateau des Glières en mars 1944. Elle assassine les anciens ministres Jean Zay, en juin, et Georges Mandel, un mois plus tard. Lorsque Philippe Henriot, la « voix » de la Milice à la radio, est abattu par des résistants, les représailles sont terribles : des miliciens sillonnent Châteauroux en voiture en tirant arbitrairement sur

les passants... Aux yeux de la population toute entière et des résistants en particulier, la Milice devient exécrée, plus encore que l'occupant. Sur Radio Londres, à la manière de Bruant, Pierre Dac transforme l'air populaire « A Saint-Lazare » en un cinglant « Hommes de Darnand » : « Homm's de Darnand, tristes suppôts de la Milice. Bourreaux, mouchards, traîtres et salauds de bass'police. Ce n'est pas douz'ball's dans la peau qu'on vous destine. Vous finirez sous le couteau d'la guillotine. » Pas de quoi inquiéter Darnand, dont le zèle est récompensé : il devient secrétaire d'Etat à l'Intérieur en juin 1944, au moment où le Débarquement de Normandie provoque un déchaînement de violence des miliciens. Les pires exactions sont commises durant l'été, au point que même Pétain s'en émeut. Un peu tard... Dans une lettre, le maréchal s'inquiète du massacre d'otages, de l'« atmosphère de terreur policière »... Lorsque Laval transmet le message à Darnand, la réponse est cinglante : « Pendant quatre ans, j'ai reçu vos compliments et vos félicitations. Vous m'avez encouragé. Et aujourd'hui, parce que les

UNIS SOUS LES ORDRES D'HITLER

Cour des Invalides, 1^{er} juillet 1944. Joseph Darnand et Carl Oberg, chef suprême de la police allemande en France (au centre sur la photo), s'apprêtent à assister au serment de jeunes miliciens.

CONFIANCE DES SS

Américains sont aux portes de Paris, vous commencez à me dire que je vais être la tache de l'Histoire de France ? On aurait pu s'y prendre plus tôt. » De toutes façons, Darnand a conscience que son destin n'est plus aux côtés du maréchal, mais avec les Allemands : après la percée d'Avranches, les miliciens les accompagnent dans leur repli. C'est l'exil. En août, 2 500 miliciens et leurs familles prennent le chemin de l'Allemagne, en s'arrêtant, comble de l'ironie, deux semaines au camp du Struthof dans le Bas-Rhin, à l'endroit même où furent internés juifs et résistants dans des conditions épouvantables. Quant à Darnand, il suit malgré tout le gouvernement français à Sigmaringen.

Dans ce décor d'opérette, au milieu de politiciens qui font mine de diriger un Etat qui n'existe plus, Darnand déprime... Il n'est pas à l'aise dans un milieu sophistiqué, où chacun noue des intrigues de couloir afin de tromper l'ennui. Dans son « Histoire de la Milice » (Tempus, 2002), Pierre Giolitto livre un portrait cruel du rugueux militaire : « Ses pantalons de ski, ses gros souliers de montagne, son éternel béret et, pour couronner le tout, la courte pipe plébéienne qu'il suçote sans arrêt, détonnent dans les salons chics de Sigmaringen. » Darnand manque certes de manières, mais il n'est pas dupe : « Je

ne suis pas plus ministre que la peau de mes fesses », déclare-t-il à l'écrivain collaborationniste Henry Charbonneau. S'il a accepté de participer à ce gouvernement fantoche, c'est, selon lui, parce qu'il y était contraint, ayant à sa charge les milliers de miliciens avec femmes et enfants installés à Siessen, le camp voisin de Sigmaringen. Conscient que sa place n'est pas là, Darnand rêve une dernière fois de gloire militaire... Le 12 mars, il part chasser le partisan en Italie, emportant avec lui quelques troupes et l'argent collecté par la Milice. Ultime sursaut ou fuite pathétique ? Michèle Cointet privilégie la seconde option : « La conjoncture ne lui aurait pas permis de se battre puisque les forces allemandes en Italie négocient déjà avec les résistants. En réalité, Darnand espère gagner ensuite l'Amérique du Sud. » Jusqu'en juin 1945, il se cache dans les montagnes de Lombardie, après avoir pris soin de remettre le trésor de la Milice à un couvent. Mais lorsqu'il s'apprête à regagner la Toscane, il est arrêté en compagnie du prêtre qui le guidait. Livré à la sécurité militaire française, c'est sans ciller qu'il confirme son identité et qu'il restitue les 19 millions de francs de la Milice... Seule consolation : sa femme et son fils de 17 ans, qui l'avaient suivi en Italie, ne sont pas inquiétés. Mais tous deux jugent bon de s'exiler en Argentine lorsqu'ils prennent conscience des représailles à l'encontre des miliciens restés en France.

« Je ne renie rien de ce que j'ai fait. La légitimité a changé de camp »

Car l'heure est aux règlements de compte : « Miliciens, futurs fusillés ! » titre dès septembre 1944 le journal du Front national, poursuivant : « Nous demandons pour tous, le châtiment suprême, inflexiblement, impitoyablement. Pas de pitié ! » Il n'y en aura pas : chaque milicien devient une cible à abattre, particulièrement dans les régions où la répression contre les résistants a été vive (Dauphiné, Savoie, Languedoc...). La justice est expéditive. Les exécutions sommaires. A Grenoble, le 2 septembre 1944, devant une foule hystérique, six jeunes miliciens de l'école d'Uriage sont fusillés à l'endroit même où vingt otages du Vercors avaient été exécutés, un mois plus tôt... Mais c'est bien au Grand-Bornand que

cette épuration sauvage, pratiquée par les FFI, atteint son paroxysme. En quelques heures, une cour martiale condamne des miliciens qui s'étaient pourtant rendus avec la promesse d'être traités en prisonniers de guerre. Cette catharsis a beau en émouvoir quelques-uns (dont François Mauriac qui, dans « Le Figaro », rappelle que « la France n'entend pas, pour châtier la barbarie et sa séquelle, se faire barbare à son tour »), Darnand comprend que son sort à lui aussi est scellé. Incarcéré à Fresnes en juillet 1945, il semble accepter la fin qui se profile : « Il avait bruni, racontera Henry Charbonneau. Les traits étaient un peu tirés mais, fumant son éternelle pipe, il gardait le sourire des bons jours. » Son procès débute le 3 octobre et est expédié en une seule audience (il en fallut vingt pour condamner Pétain). Traité comme un pestiféré par ses anciens compagnons, il ne parvient pas à trouver un défenseur avant que Charbonneau ne convainque son propre avocat de l'épauler. A la barre, Darnand reste inflexible : « Je ne renie rien de ce que j'ai fait. La légitimité a changé de camp. Je sais parfaitement que l'arrêt est rendu. » Ni témoin surprise, ni retournement : au bout d'une demi-heure de délibération, le jugement tombe, c'est la peine de mort. Ultime espoir ? Le bruit court que de Gaulle aurait été impressionné par sa dignité lors du procès. L'un de ses derniers amis, le père Bruckberger, qui fait office d'émissaire auprès du général, n'obtiendra pourtant pas la grâce, seulement son « salut de soldat ». Avant d'être fusillé le 10 octobre, Darnand remercie le directeur de la prison pour les bons traitements qu'il a reçus. Lorsqu'on l'attache, il entonne « Le Chant des cohortes », l'hymne de la Milice : « A genoux nous fîmes le serment, miliciens de mourir en chantant... » Curieuse énigme que Darnand. Le colonel Georges Grousard, qui avait tenté en vain de le rallier à la Résistance en 1940, essaiera bien de le déchiffrer : « Il était né pour le baroud et les armes. Son mépris du danger, sa science du coup de main, sa ruse, sa résistance physique lui eussent donné la gloire au temps d'un Du Guesclin. C'était, jusqu'à sa folie de courte cervelle, un preux. » Cent ans plus tard, l'Histoire a effacé les faits de gloire du vaillant soldat de 1914-1918. Même les nostalgiques de Vichy préféreront poser un mouchoir pudique sur Darnand et sa Milice, outil de toutes les répressions, indélébile tache noire de l'Etat français. ■

FRÉDÉRIC GRANIER

Des projecteurs à la pénombre

Parce qu'elles s'étaient compromises avec les Allemands, des stars du cinéma français furent poursuivies à la Libération et connurent une brutale déchéance.

PAR BALTHAZAR GIBIAT (TEXTES)

Corinne Luchaire

On lui inventa une liaison avec Goebbels

Sa splendeur puis sa misère, elle les doit à un père auquel son destin fut étroitement lié. Journaliste d'abord classé à gauche, Jean Luchaire était surtout un ambitieux. Sa soif de réussite aura raison de ses convictions politiques. Il devient sous l'Occupation directeur des «Nouveaux Temps» (quotidien pro-allemand). Prince du Paris nazi, «Louche Herr», comme le surnommait le scénariste Henri Jeanson, est un habitué de la rue Lauriston, siège de la Gestapo française, où il trinque avec les collabos, tandis qu'en sous-sol, on torture juifs et résistants. Il y vient accompagné de sa très jolie fille.

Corinne a débuté au cinéma dans «Prison sans barreaux» (Léonide Moguy, 1938). A 17 ans, elle fait la couverture de «Cinéma» (1938). En deux ans, elle enchaîne six films, dont «Le Dernier Tourment», avec un Michel Simon qui la poursuit hors-champ de ses avances peu subtiles. Il n'est pas le seul... Sous l'Occu-

pation, elle papillonne de bras en bras, au gré des cocktails, finissant souvent avec Charles Trenet dans les boîtes de nuit de Pigalle, repaires de la nuit allemande. Belle, riche et frivole, Corinne est aussi, selon sa biographe Carole Wrona («Un colibri dans la tempête», éd. de la Tour Verte, 2011), d'une naïveté confondante. Qu'on ne vienne pas l'ennuyer avec la politique ! Mais déjà les beaux jours finissent. Atteinte de tuberculose, elle partage son temps entre les sanatoriums de Megève et les night-clubs de Paris. La jeune femme aux camélias y brûle ses derniers feux. En août 1944, enceinte d'un officier allemand, elle suit son père jusqu'à Sigmaringen. La presse anglo-saxonne la décrit complaisamment en maîtresse de Goering et Goebbels. Arrêtée au printemps 1945, elle est condamnée à dix ans d'indignité nationale et se voit interdire de travailler. Son nom est effacé des génériques de ses films. Pauvre, détestée, Corinne meurt le 22 janvier 1950 dans un taxi parisien. Elle a 28 ans. ■





Studio / arcourt
PARIS

Robert Le Vigan

Il criait sa haine des juifs à la radio nazie

Le 16 novembre 1946, devant la Cour de justice de la Seine, s'ouvre le procès de l'un des acteurs français les plus brillants et singuliers de l'avant-guerre. Vêtu d'un vieux pardessus, Robert Coquillaud, dit Le Vigan, «va et vient dans le box, tour à tour véhément, ironique, glacé», écrit le chroniqueur du journal «Libération». Le Président : «Vous n'aimiez pas cette guerre n'est-ce pas ?» Le Vigan : «Pas plus celle-ci qu'une autre, monsieur le Président !» Et les débats de se poursuivre entre farce et tragique, à l'image d'un acteur passé maître dans l'art de mélanger les registres.

Né avec le XX^e siècle, il était appelé à prendre la succession d'un père vétérinaire. Mais un professeur de philosophie l'initia au théâtre et changea son destin. Reçu brillamment au Conservatoire en 1918, Robert multiplie ensuite les cachets. En 1930, son premier rôle cinématographique dans «Les Cinq Gentlemen maudits» de Julien Duvivier scelle son emploi à l'écran : il y jouera les illuminés, les traîtres, les salauds, apparaissant dans plus de 50 films. Visage maigre et rire moqueur, il imprime sa marque fiévreuse à ses plus petits rôles, avec un souci du détail maniaque. Dans «Golgotha», de Julien Duvivier, où il joue Jésus, il va jusqu'à se limer les dents pour avoir les traits plus émaciés.

A l'écran, il s'était spécialisé dans les rôles de traîtres

Robert côtoie, à Montmartre, une joyeuse bande qui gravite autour du peintre Gen Paul. Il se lie d'amitié avec Louis-Ferdinand Céline. Tous deux partagent la haine malade des juifs. Après l'armistice de juin 1940, il enchaîne plusieurs navets et un grand rôle dans «Goupi mains rouges» de Jacques Becker (1943). A partir de février 1941, il travaille aussi pour Radio-Paris, station de propagande nazie. Il y déverse son antisémitisme à longueur d'émissions. On le suspecte aussi d'écrire des lettres de dénonciation à la Gestapo. Lucette, la femme de Céline, l'affirmera par la suite : «Il a donné tout Paris, toute la Comédie-Française, tout Marigny. [...] Tout le monde le savait mais on lui pardonnait. Il était comme ça.» Son nom

est désormais en tête des listes noires établies par la Résistance. Sentant tardive-

ment le vent tourner, le 15 août 1944, en plein tournage des «Enfants du Paradis», il s'enfuit en train pour rejoindre Céline en Allemagne. Début mars 1945, il traverse la Suisse. C'est en Autriche que sa cavale prend fin, le 18 avril. Il est arrêté et envoyé à Fresnes.

Inculpé d'intelligence avec l'ennemi, Le Vigan a droit à un procès expéditif. Parmi d'autres, la comédienne Madeleine Renaud prend sa défense : «Mes camarades et moi le tenions pour un inquiet et un faible. Il était hanté par la peur. Il couchait avec une hache dans son lit, pour se défendre en cas d'agression [...]. Mais il était incapable, j'en suis persuadée, de commettre un acte grave.» Tous le présentent comme un être caractériel, fragile et influençable. Peine perdue : Le Vigan est condamné à dix ans de travaux forcés. Avant que les gendarmes ne l'emmenent, il lâche : «Hein, j'ai tout de même eu mon succès !» Libéré en 1949, il émigre en Espagne, puis à Buenos Aires. Il y est chauffeur de taxi et trouve encore quelques rôles puis se retire à Tandil, bourgade perdue à 400 kilomètres de la capitale. Il meurt à l'âge de 72 ans. Dans l'une de ses ultimes lettres, il a écrit : «On mange toujours les fruits de ses actes.» Une phrase inspirée de Bouddha... en plus pessimiste. ■

Robert le Vigan devait jouer un clochard indicateur de police dans «Les Enfants du Paradis», tourné en 1943. Ironie du sort, il était suspecté de dénoncer ses collègues dans des lettres anonymes...

Mireille Balin

Elle paya son amour pour un Autrichien

Dans une interview télévisée de 1961, son visage, marqué par les épreuves, restait pudiquement dans l'ombre. Mireille Balin avait pourtant été la plus belle actrice française de l'avant-guerre... Sa vie commence en 1909.

Elle passe une enfance privilégiée, mais des revers de fortune familiaux la contraignent à travailler. Elle se présente pour un poste de secrétaire chez le couturier Jean Patou, mais est engagée... comme mannequin. Elle pose bientôt pour des publicités. L'une d'elle attire l'œil du cinéaste G. W. Pabst, qui lui donne son premier rôle dans «Don Quichotte» (1932). Bientôt, deux duos consécutifs avec Jean Gabin – dans «Pépé le Moko» et «Gueule d'amour» – font d'elle une star. Lors de ce dernier tour-

nage, l'acteur, éconduit après une courte liaison, a tenté de l'étrangler. Car la belle est une croqueuse d'hommes. Elle a déjà brisé le cœur du boxeur Victor Young Perez, puis n'a fait qu'une bouchée de Raymond Patenôtre, un patron de presse. A la ville comme à l'écran, elle a trouvé son emploi : femme fatale. La Coupole, Maxim's... Mireille est de toutes les fêtes. Mais elle n'est pas dupe. Bien plus tard, elle déclarera : «Je ressemblais à une vitrine de bijoutier. Mais je n'étais pas heureuse. Je me faisais peur. Au fond, je n'étais pas faite pour cette vie-là.» Elle s'installe avec sa nouvelle conquête, Tino Rossi, dans la somptueuse villa qu'elle a achetée sur les hauteurs de Cannes.

La guerre n'interrompt pas sa carrière. Début 1940, elle est à Rome pour tourner «Les Cadets de l'Alcazar», une commande de Mussolini à la gloire des franquistes espagnols. Elle tourne sept autres films en 1941 et 1942. Et dans Paris occupé, elle continue à fréquenter réceptions et galas, notamment les soirées de l'ambassade d'Allemagne, où elle fait en 1943 la connaissance de Birl Desbok. Les mois suivants, elle s'affiche au bras de ce bel officier viennois, au moment même où le cours de la guerre s'inverse et que nombre de ses collègues tournent casaque. Mireille

devient l'incarnation de la «collaboration horizontale». Hier adulée, elle est désormais haïe. A la fin août 1944, elle vit dans sa villa cannoise avec son amant. Ils tentent de fuir vers la frontière italienne, se cachant un temps dans la cave d'un immeuble, près de Nice. Le 28 septembre, ils sont arrêtés par les FFI. La suite est floue. Birl est probablement exécuté sous les yeux de Mireille qui, pour sa part, est battue, violée, traînée à travers la ville, et jetée en prison.

Au cours de son procès, on lui reproche cette idylle honteuse avec un ennemi, sa participation aux «Cadets de l'Alcazar», sa présence aux soirées de l'ambassade d'Allemagne. Rien d'autre. Condamnée puis graciée, elle est libérée en janvier 1945, et

retrouve son appartement parisien pillé. Ses autres biens ont été saisis. Comme

En 1944, d'«héroïques» FFI la tabassèrent et la violèrent

le raconte Daniel Arsand dans «Mireille Balin ou la beauté foudroyée» (éd. La Manufacture, 1989), le réalisateur Léon Mathot, un ami de longue date, tente de la ressusciter avec un mélodrame au titre prémonitoire, «La Dernière Chevauchée», qui sort en 1948. Mais l'actrice, qui n'est plus que l'ombre d'elle-même, est démolie par la critique. Clap de fin. Mireille sombre dans l'oubli, l'alcool, et bientôt la maladie. Elle meurt en 1968, et l'association caritative «La Roue tourne», qui l'a soutenue dans ses dernières années, lui évite de justesse la fosse commune. ■

Le milliardaire Raymond Patenôtre couvra Mireille de bijoux et mit sa fortune à ses pieds, la suppliant de l'épouser. Elle refusa car l'argent ne l'intéressait pas et elle tenait trop à sa liberté.





Henri-Georges Clouzot

Son film fut comparé à «Mein Kampf»

En mars 1944, paraît dans «L'Ecran français» un article virulent titré «Le corbeau est déplumé». Ce journal clandestin communiste accuse le film du cinéaste Henri-Georges Clouzot d'être «produit et encouragé par des Boches camouflés» et d'alimenter «la propagande antifranaïse».

Le «Corbeau», sorti dans les salles françaises en septembre 1943, dresse le portrait d'un médecin de campagne victime de dénonciations anonymes. Des lettres accusatrices qui vont se multiplier telles des bactéries, n'épargnant finalement aucun habitant de la bourgade. Faisant écho à l'épidémie de délation qui sévit alors en France, le film rencontre un beau succès public, mais il suscite également de nombreuses critiques, venues des camps les plus opposés. L'œuvre si peu édifiante, et dressant un portrait bien peu flatteur des Français, s'attire ainsi les foudres des communistes, mais aussi de la Centrale catholique du cinéma, scandalisée par tant d'immoralité. Et pourtant, à Vichy comme dans les services allemands de la Propagandastaffel, on n'a guère apprécié non plus ce film dénonçant les délateurs – même s'il est produit par la société de production allemande Continental...

«Le Corbeau» va devenir, après-guerre, le symbole de l'asservissement à l'Allemagne, non tant à

cause de son financement par la Continental qu'en raison de son thème, le portrait d'une France égoïste et mesquine. Dans l'euphorie de la victoire, le pays ne veut pas qu'on lui tende un miroir aussi déplaisant... Dès la Libération, «Le Corbeau» est interdit d'écran et son réalisateur convoqué devant les tribunaux d'épuration. Dans les colonnes de la revue «Les Lettres françaises», le critique communiste Georges Sadoul tient le rôle de procureur : «“Le Corbeau” [...] fut un film qui consentit à représenter la France comme une nation pourrie, dégénérée, petite bourgeoise et décadente, en concordance avec les assertions de “Mein Kampf”».

**«Le Corbeau» déplaisait
autant à Vichy qu'aux résistants !**

Les condamnations sont lourdes. En septembre 1944, Pierre Fresnay et Ginette Leclerc, les acteurs principaux du film, se retrouvent emprisonnés à Fresnes ; les seconds rôles reçoivent un blâme et une interdiction temporaire de tourner. Et, bien que Clouzot ait fait sciemment engager des juifs et des résistants à la Continental, il est frappé – comme son scénariste Louis Chavance – d'une interdiction à vie de travailler à nouveau dans le cinéma !

Après plusieurs appels, de longs débats et grâce au renfort de soutiens de poids (Jacques Prévert, Albert Camus, Simone de Beauvoir, Michel Leiris, René Clair, etc.), Clouzot réussira à faire annuler sa peine deux ans plus tard. Mais fin septembre 1947, quand «Le Corbeau» ressort sur trois écrans parisiens, la bagarre recommence. Ainsi, le gaulliste Joseph Kessel maintient sa condamnation du film : « En temps normal, juge-t-il, tout auteur a le droit d'employer les éléments qu'il veut. En temps de combat, choisir de montrer, de son pays, le pire et avec la subvention de l'ennemi, c'est réjouir et servir les desseins de l'ennemi dans le domaine de la lutte psychologique. » Quoique considéré unanimement comme un chef-d'œuvre, «Le Corbeau» restera encore longtemps au purgatoire, très rarement diffusé jusque dans les années 1970 où commencera sa réhabilitation. ■

Après deux ans d'interdiction de travail, Clouzot signa en 1947 son retour sur les écrans avec «Quai des Orfèvres», interprété par Suzy Delair et Louis Jouvet. Le public lui fit alors un triomphe.

SAINT-NAZAIRE UNE GUERRE QUI N'EN FINIT PAS

Les Alliés, fonçant vers Berlin, ne se sont pas souciés de prendre cette ville de Loire-Atlantique. Et Hitler ne voulait pas la lâcher. Voici comment elle a vécu sous la botte nazie jusqu'au... 11 mai 1945.





Udis-Dite/Laenneg



L'évacuation des enfants

Pendant le long siège qu'ils ont fait subir à Saint-Nazaire, les Allemands ont relâché au compte-gouttes des habitants de la ville, comme ces orphelins, évacués vers Nantes à la fin du mois d'octobre 1944.

Le 8 mai 1945, partout dans le monde, on fête la capitulation allemande, mais pas à Saint-Nazaire. Car la ville est toujours occupée. C'est seulement trois jours après, le 11 mai 1945 à 10 heures, trois jours après la capitulation du Reich, qu'est organisée sur l'hippodrome de Bouvron (Loire-Atlantique) la cérémonie de reddition des 28 000 soldats allemands de la ville. Ainsi s'achève, pour les quelque 100 000 civils de Saint-Nazaire et des environs, un siège long de neuf mois.

Comment, près d'un an après le Débarquement, alors que le drapeau tricolore flotte sur Paris dès le 25 août 1944, cette ville a-t-elle pu ainsi être oubliée au bord de l'Atlantique ? Son sort découle en fait d'un choix stratégique du commandement des forces alliées : une fois le front allemand de Normandie percé, au début du mois d'août, la priorité a été de foncer sur l'Allemagne. La sanglante bataille pour la libération de Brest, où les troupes alliées ne sont entrées que le 19 septembre 1944 après six semaines de combat et la perte de 4 000 hommes, a conforté cette décision. Dès lors, les Alliés encerclent les derniers îlots de résistance du littoral, sans chercher à s'en emparer.

En septembre 1944, la cité a subi cinquante bombardements

L'historien Rémy Desquesnes, auteur du livre «Les Poches de résistance allemandes sur le littoral français» (éd. Ouest-France), rappelle que la prise de Saint-Nazaire est «sans intérêt sur le plan stratégique», car les Alliés disposent déjà de ports sur la Manche et surtout, bientôt, de celui d'Anvers, libéré en novembre 1944. Lancer l'assaut sur Saint-Nazaire et sur les derniers bastions allemands de l'Atlantique serait un gaspillage de force, et ce, d'autant plus que la Wehrmacht est bien décidée à se battre pour ces villes. Elles constituent un enjeu de prestige «pour un Reich finissant, s'enorgueillissant de disposer sur le littoral une armée invaincue», analyse Rémy Desquesnes. ●●●

●●● Des cinq réduits allemands qui subsistent sur le littoral français après la bataille de Normandie, celui de Saint-Nazaire est le plus vaste, le plus peuplé et le plus densément fortifié. La cité portuaire de l'embouchure de la Loire abritait, au plus fort de la bataille de l'Atlantique, une vingtaine de U-Boots, (les sous-marins allemands) opérationnels. Au début de l'automne 1944, ils ne sont plus que trois, bien en peine de prendre la mer. La ville est rasée, après pas moins de cinquante bombardements aériens alliés. Ses 35 000 habitants d'avant-guerre l'ont quittée pour se replier dans les villages voisins. Seule reste intacte, au milieu des ruines, la base de sous-marins, protégée par son toit de plus de 8 mètres d'épaisseur de béton. Quelque 700 pièces d'artillerie protègent le site. Après le Débarquement, elles ont été retournées de la mer vers les terres, d'où vient à présent la menace.

Les soldats de la Wehrmacht confisquent les postes de TSF

Le général d'aviation Hans Junck, qui commande la forteresse de Saint-Nazaire, n'a rien d'un nazi fanatique. Les soldats qui ont servi sous ses ordres témoigneront tous, après guerre, de son souci d'éviter les effusions de sang, tant au sein des troupes qu'il commande que parmi les civils. Poursuivi en 1947, il sera d'ailleurs acquitté à l'issue d'un procès pour crime de guerre. Cependant, en août 1944, il est résolu à appliquer les ordres d'Hitler. Ceux-ci stipulent que les réduits de l'Atlantique doivent être défendus jusqu'au bout, dans l'attente d'un renversement de la guerre promis par les armes secrètes, les fameuses fusées V2.

Junck comprend vite l'avantage qu'il peut tirer de ses positions défensives intactes. «Le siège des poches allemandes est marqué par un paradoxe dès les premiers jours : les Allemands, bien qu'assiégés, ont eux-mêmes choisi les contours de leurs réduits, s'appuyant sur des coupures naturelles : estuaires, marais...», observe l'historien Stéphane Weiss dans la revue «Ecrits d'Ouest» (n° 19, 2011). Alors que les forces allemandes avaient dû se replier, lors de la

Dans les maisons, il y a de l'électricité deux heures par jour

débâcle d'août 1944, sur l'estuaire de la Loire, autour de la base de sous-marins de Saint-Nazaire, elles entreprennent courant septembre de consolider leur réduit. Et reprennent plusieurs villages au nord de la Loire pour s'installer le long d'une rivière, la Vilaine, et du canal de Nantes à Brest. De l'autre côté, au sud-est du fleuve, elles mènent le 15 octobre et le 21 décembre 1944 deux offensives qui leur permettent de décaler la ligne de front de plusieurs kilomètres et de s'emparer de riches terres agricoles indispensables à leur ravitaillement. A la Noël 1944, la poche de Saint-Nazaire, vaste de 1 500 kilomètres carrés, est constituée. Ses contours ne bougeront plus pendant de longs mois.

On l'a vu, les troupes alliées n'ont pas l'intention d'attaquer. Une division américaine, stationnée au nord, se contente de garder les rives de la Vilaine et du canal. Quant aux Forces françaises de l'intérieur, disposées de l'autre côté de la poche, elles sont à peine armées et sans moyens de transport. Elles n'ont pour elles que leur ardeur face à des soldats allemands et à leurs supplétifs russes aguerris

par cinq années de guerre. Le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) essaye de les structurer en unités combattantes dignes de ce nom, baptisées Forces françaises de l'Ouest (FFO). Mais l'insuffisance de leur ravitaillement est telle qu'elles se surnomment elles-mêmes les «Forces françaises oubliées»...

Comment les civils pris au piège de la poche survivent-ils à ce siège ? Les témoignages recueillis par les historiens Janine et Yves Pilven Le Sevellec dans leur livre «Les Délaissés de la Libération» (Ouest Editions et Université Inter-âges de Nantes, 1995) racontent leur sort douloureux. Ils subissent le couvre-feu imposé par l'occupant et les restrictions draconiennes de circulation : pour rouler sur les routes défoncées par les bombardements, il faut passer plusieurs barrages et brandir à chaque fois des «Ausweis» (laissez-passer délivrés par les autorités militaires). Les «empochés», comme on les appelle, doivent aussi endurer la coupure avec le monde extérieur, car les Allemands ont confisqué les postes de TSF et la presse de la France libérée n'est pas dif-

L'autre événement du 8 mai 1945

Le jour même de la capitulation du Reich était également signée la reddition des troupes allemandes de Saint-Nazaire, dans la gare de la commune de Cordemais.



Le Grand Blockhaus, musée de la Poche de St-Nazaire à l'Est-sur-Mer



Ulys-Duto/Leemage

fusée dans le réduit de Saint-Nazaire. Ils font face enfin à des conditions matérielles difficiles : une température descendant jusqu'à -14 °C durant l'hiver 1944-1945, l'électricité coupée, sauf deux heures par jour et le dimanche, et aussi la peur des balles perdues, lors des échanges de tirs. Sans oublier le pain immangeable, contenant plus de 90 % de son...

Injustement, les Nazairiens ont une réputation de collabos

Pourtant, vaille que vaille, l'administration continue de fonctionner. Le sous-préfet de Saint-Nazaire, Antoine Benedetti, nommé par Vichy, est maintenu en place par le GPRF du fait de ses actions en faveur de la Résistance. En découle une situation ubuesque. Au nom de l'Etat français de Pétain, dont il continue à utiliser le papier à en-tête et les timbres, Benedetti administre le secteur occupé, fixant les prix, veillant au ravitaillement. Il n'a pour cela que les fonds de la banque de France à Saint-Nazaire, qui lui suffisent cependant à payer les fonctionnaires de la poche. Mais Benedetti est en même temps le sous-préfet virtuel du GPRF. Par radio, il s'entretient régulièrement avec le préfet de Nantes, libérée depuis le 12 août 1944, alors qu'il vit toujours en zone occupée. Pour compliquer encore le tableau, existe aussi dans la poche une Résistance intérieure, mais qui a l'ordre de se concentrer

sur le renseignement et de ne surtout pas engager d'action contre l'occupant, par crainte de représailles sur les civils.

A trois reprises, la Croix-Rouge organise des convois d'évacuation des civils. Les belligérants ont longuement hésité à en accepter le principe. Les Allemands craignent que les évacués n'aillent informer leurs adversaires sur leurs positions. Les Alliés calculent cyniquement que les populations civiles compliquent la tâche de la Wehrmacht. Ne serait-ce que parce qu'il leur faut bien les ravitailler... D'ailleurs, les civils hésitent à quitter la poche, craignant d'abandonner leurs maisons et leurs biens aux réquisitions ou aux pillards. Sans parler du peu d'envie de rejoindre un

Il fêtent la liberté retrouvée

Ca y est ! Le 11 mai 1945, onze mois après le Débarquement de Normandie, les Alliés ont fait leur entrée dans Saint-Nazaire et les habitants laissent éclater leur joie...

territoire libéré où les empochés ont, à tort, acquis une réputation de collabos. De toute façon, nombre d'entre eux restent retenus de droit : fonctionnaires, agriculteurs, boulangers et bouchers sont réquisitionnés. Au final, moins d'un sixième des civils prendront place dans les convois d'évacuation.

La grande crainte des empochés de Saint-Nazaire est surtout de se retrouver au cœur d'un nouveau champ de bataille. Cette inquiétude ne cesse de grandir avec le temps. Réorganisées, les Forces françaises de l'Ouest reprennent la poche voisine de Royan en avril 1945. Mais la ville a été auparavant rasée par les bombardiers alliés. Saint-Nazaire et ses environs subiront-ils le même sort ? Tous le redoutent. Mi-avril, une offensive se prépare. Le sous-préfet Benedetti en est informé par le GPRF. Chacun retient son souffle, tandis que les tirs d'artillerie se multiplient entre les deux camps. Pourtant, la raison finit par l'emporter. Le suicide de Hitler le 30 avril précipite l'issue. Le 7 mai, dans un café du village de Cordemais, à la frontière de la poche, les délégations allemandes et franco-américaines commencent à négocier les conditions d'une capitulation. Elle est signée le lendemain, mais n'est effective que trois jours plus tard, le temps pour les Allemands de déminer les accès de leur place forte. Ce qui fait que, pour les 100 000 Français coincés dans Saint-Nazaire, la guerre aura duré trois jours de plus...

NICOLAS CHEVASSUS-AU-LOUIS

AILLEURS AUSSI, LA GUERRE S'EST ÉTERNISÉE

Hormis Saint-Nazaire, quatre autres réduits allemands résistent encore après le Débarquement :

- **La poche de Royan et de la pointe de Grave**, qui contrôle l'estuaire de la Gironde, se rend le 20 avril 1945, après des combats acharnés avec les troupes françaises. La ville est en ruine, mais le gouvernement de de Gaulle, qui négocie alors la place de la France aux côtés des Alliés parmi les vainqueurs, peut

se prévaloir d'une victoire obtenue de haute lutte sur le territoire national.

- **Dunkerque** est encerclé par les soldats canadiens à partir de septembre 1944. Le siège durant, un accord est conclu pour l'évacuation des civils. La garnison allemande se rend à l'armée tchécoslovaque, qui a pris le relais des Canadiens, le 9 mai 1945.

- **La poche de Lorient**, importante base de sous-marins, qui comprend aussi

la presqu'île de Quiberon et les îles environnantes, se rend aux Français et aux Américains qui l'assiègent le 10 mai 1945.

- **La Rochelle**, forte de sa base de sous-marins, l'île de Ré et l'île d'Oléron se rendent le 7 mai 1945. C'est la seule poche du littoral à n'avoir pas été rasée par les bombardements alliés, un modus vivendi ayant été négocié entre ses assiégés français et les troupes allemandes.

PRISONNIERS UN RETOUR DIFFICILE

En 1945, les soldats qui reviennent d'Allemagne ne sont pas bien reçus, car ils rappellent à la population les heures sombres de la défaite.

Dans son «Journal d'un fantôme», à la date du 9 novembre 1945, le poète et ancien résistant Philippe Soupault note une rencontre avec André Gide : «Nous parlons notamment de la tragédie des retours. Il me rappelle que tous les héros de la guerre de Troie ont connu un retour tragique, sauf Ulysse que les dieux s'ingéniaient à empêcher de revenir.»

En cette dernière année de la guerre, cette discussion érudite fait écho à une réalité très concrète : le gouvernement provisoire doit alors, bien avant la capitulation allemande du 8 mai, organiser le retour de plus de 2 millions de Français prisonniers ou déportés en Allemagne. Sur 1 850 000 soldats français qui se sont rendus en 1940 – chiffre considérable, comparable à celui des morts de la guerre de 1914-1918 – un million, en 1945, sont encore détenus sur le territoire du Reich, répartis entre les oflags (ou «Offizierlager», camps pour officiers) et les stalags (ou «Stammlager», camps de base, où sont immatriculés la plupart des sous-officiers et soldats).

Les autorités leur donnent cinq boîtes de sardines et six paquets de cigarettes

A ce million de captifs s'ajoutent 900 000 ouvriers qui sont partis au titre de la «relève» (selon le marché conclu en 1942 par Laval dans sa politique de collaboration avec les Allemands : un ouvrier envoyé en Allemagne contre un prisonnier rapatrié). Il faut compter également 180 000 Alsaciens et Mosellans incorporés de force dans la Wehrmacht (les «Malgré-nous»). Enfin, 60 000 prisonniers politiques et 76 000 juifs ont été déportés. Sur les premiers, 40 000 reviennent, et 2 300 sur les seconds. Rapa-

trier cette immense population ne peut se faire sans moyens. En septembre 1944 est créé le ministère des Prisonniers, déportés, réfugiés (PDR), qui regroupe de nombreux organismes déjà existants sous le régime de Vichy – mais qui parfois se sont retournés contre lui. Comme le Mouvement national des prisonniers de guerre et des déportés (MNPGD), dont les membres fondateurs se sont très tôt ralliés à la Résistance. Parmi eux, François Mitterrand, 28 ans, lui-même ancien prisonnier (évadé), qui a été nommé secrétaire général aux PDR le 19 août 1944, en attendant l'arrivée d'Alger du nouveau ministre dédié à la question, le capitaine Henri Frenay. Ce militaire de carrière, grand résistant, chef du réseau «Combat», est un rival potentiel du général de Gaulle. Leurs rapports sont tendus. Du coup, le chef de la France libre interviendra peu pour soutenir l'action de son ministre. Et ce d'autant moins que l'homme du 18 juin cache à peine son mépris pour les prisonniers de guerre qu'il voit comme un reliquat de la débâcle de 1940 et, surtout, de l'odieuse politique «extérieure» de Pétain et de son système d'«échange». Frenay est donc bien seul pour veiller au bien-être moral et matériel de cette majorité de «rentrants». Et ce bien-être est tributaire d'obscurcs tractations. En Allemagne, le retour des captifs dépend essentiellement des Alliés : rapide si le libérateur est américain, plus lent s'il est russe. Près de 300 000 prisonniers, à l'est du Reich, ont été libérés par les Soviétiques, ce qui a entraîné de tortueuses négociations entre les Alliés et une attente longue. «Enfin, voici la barrière qui se lève !» se rappelle le soldat Louis Croquet (cité dans la thèse de l'historien Louis Quinton, consacrée aux prisonniers et intitulée : «Une littérature qui ne passe pas»). Croquet décrit le double pont établi sur l'Elbe, à l'entrée de Dessau, l'un pour les libérés russes qui marchent vers un gigantesque portrait de Staline, l'autre pour les Français qui, tournant le dos à cette «icône», se hâtent de «reprenre le chemin de la liberté»... Ensuite commence pour les libérés français le «grand trek», ●●●



Conscient que la reprise d'une vie sociale ne se fera pas sans heurts, le gouvernement lance, dès 1944, des campagnes de sensibilisation, comme cette affiche signée du publicitaire Villemot.

ÊTES-VOUS PRÊTS
A LES ACCUEILLIR

... comme on appelle l'opération de retour rondement menée par les Américains, le plus souvent en train ou par camion. Puis c'est un nouveau choc, quand, à la frontière hexagonale, on passe de la toute-puissance des moyens américains (les rapatriés ont été particulièrement bien traités dans les camps de transit US) à la pénurie française.

Frenay et son administration, forte de plus de 30 000 employés recrutés pour l'occasion, ont pourtant fait ce qu'ils ont pu, mais de la mi-mai à août 1945, leurs 73 centres d'accueil sont débordés par le rythme accéléré des retours. Chaque rapatrié est examiné en un peu plus d'une heure. Il passe par un bloc médical (avec examens), un bloc renseignement (avec interrogatoire), et enfin un bloc financier : l'ancien prisonnier de guerre a droit, pour compenser les pertes pécuniaires qu'il a subies lors de sa détention, à un rappel de solde (variable selon le grade), à une prime d'accueil, à une prime de démobilisation, à des allocations militaires variables

selon sa situation matrimoniale et le nombre d'enfants à charge. Soit, pour le simple soldat, de 9 000 à 13 000 francs (de 1 100 à 1 600 euros d'aujourd'hui). Un peu plus pour l'ancien déporté dont le pécule se compose essentiellement d'une «prime de déportation» de 8 000 francs. A chacun est remis un titre de trans-

port gratuit, avec un colis de route contenant 1,5 kilo de viande de bœuf, cinq boîtes de sardines, un kilo de pain d'épices, un kilo de confiture et six paquets de cigarettes. Du moins en principe, car le pays est exsangue, et les rations varient selon les centres et l'état des stocks qui s'y trouvent. Elles diffèrent aussi selon la période d'arrivée du rapatrié et la catégorie à laquelle il appartient. Les premiers (en avril-mai) sont les mieux servis et les déportés sont les plus choyés. Les hommes de la Résistance, alors au pouvoir, tiennent à honorer ceux des leurs qui ont connu l'enfer. Ces survivants arborent leurs tenues rayées comme des étendards, et constituent, aux yeux de la masse des autres, prisonniers de guerre et requis du travail, une véritable «aristocratie concentrationnaire». Du moins au début car, bien vite, la sollicitude dont on entoure ces héros se mue en une incrédulité faite aussi de mauvaise conscience. Un ancien de Dachau, dans un cinéma qui diffuse des actualités sur les camps, entend quelqu'un dire derrière lui : «Ce n'est pas possible, si ça avait été aussi dur que ça, ils ne seraient pas revenus»... Le «simple» prisonnier de guerre, lui, se sent simplement, tragiquement «décalé». Dans son uniforme suranné, d'une autre bataille, celle de 1939-1940, il ne peut soutenir la comparaison avec les combattants de la

France libre, encore mobilisés aux côtés des Alliés dans une guerre devenue mondiale, éthique, civile, idéologique, qui a changé d'échelle, d'enjeu, de signification. La défaite de 1940 colle à la peau du soldat rapatrié d'Allemagne. C'est ce sentiment dont se souvient le sous-lieutenant Jacques de La Vaissière (dans son livre «Silésie, morne plaine», éd. France-Empire, 1991) : «Il n'y a pas de quoi se vanter, déplore-t-il [...] C'est par les combattants impuissants de 1940 que le malheur est arrivé [...] Les vaincus ont tort.» A ce malaise, cette amertume, s'ajoute l'angoisse de revoir les siens après cinq ans de séparation. Dans un rapport du 18 avril 1945, l'instructeur d'un centre d'accueil parisien note que «la majorité des prisonniers mariés refuse d'informer leurs familles de leur arrivée et semble appréhender la surprise du premier contact».

Ils insufflent dans les entreprises de l'après-guerre l'esprit de solidarité né du stalog

L'enthousiasme est rarement au rendez-vous. Dans son livre «Les Exclus de la victoire» (éditions SPM, 1992), l'historien François Cochet donne la parole à de nombreux anciens prisonniers. L'un d'entre eux se rappelle avoir été reçu par sa famille «avec indifférence» et s'empresse d'ajouter : «Ils avaient aussi leurs problèmes.» Un autre, qui a foncé de la gare du Nord jusque chez lui, rue de la Clef, dans le 5^e arrondissement de Paris, sonne à la porte, entend les pas de sa femme qui finit par lui dire : «C'est toi ?» Il commente : «On ne s'était pas aperçu de mon absence, j'avais découché du quartier et j'y rentrais en douce avant l'aube, sur la pointe des pieds.» Arrivé à la gare de Sarreguemines, fin mai 1945, Jacques de La Vaissière ne s'attendait certes pas à être reçu en fanfare, ni par des jeunes filles avec des bouquets, mais «tout de même, c'est trop terne, trop froid. On rentre en catimini, par la porte de service, presque honteusement...» Ces retours en demi-teinte débouchent parfois sur le drame, quand l'épouse est partie ou a remplacé l'absent, ou quand le couple ne parvient pas à surmonter la trop longue séparation, comme en témoigne, en 1946, la brusque augmentation des divorces. Aussi quand le rapatrié ne reconnaît plus l'enfant qu'il a laissé tout jeune – et réciproquement. L'un d'eux, Jules Lorquin, évoque ce père ou ce mari au loin, en captivité, grand et fort, idéalisé pendant cinq ans, patiemment attendu et qui soudain «est là, dans la réalité, écrasant et tuant le bonheur de tous comme un bourreau de faiblesse».

Le ministère des PDR est dissous en janvier 1946, et remplacé par le ministère des Anciens combattants et victimes de guerre, qu'on a failli nommer, rappelle l'historien François Cochet dans son ouvrage «Les Exclus de la victoire», le «ministère du Retour et de la Réinsertion». En effet, la reprise d'activité professionnelle de ces hommes jeunes ou dans la force de l'âge, qui venaient de perdre cinq années de vie, est l'autre grand souci d'Henri

CES VAINCUS VONT JOUER UN RÔLE CRUCIAL DANS LA RECONSTRUCTION

Frenay. Une ordonnance du 1^{er} mai 1945 stipule que les prisonniers et déportés «rentrants» ont trois mois pour demander leur réintégration dans l'emploi qu'ils occupaient avant leur départ. Si c'est impossible, ils bénéficieront d'une priorité d'embauche. Les circonstances favorisent largement l'accomplissement de ces directives. Au lendemain de la guerre, alors que tout est à reconstruire, le marché de l'emploi, en France, ne pose aucun problème à ses dirigeants. En 1946, on compte 131 offres d'emploi pour 100 demandes ! Une telle opportunité va permettre à bien des anciens soldats de rebondir – mais pas à tous.

Jacques de La Vaissière, en tant que prisonnier lui-même, a beaucoup réfléchi à cette disparité de destins. Interrogé par François Cochet quarante ans plus tard, il juge qu'un quart de ces hommes ne s'en sont pas remis, devenant des «ombres survivantes», qu'un autre quart d'entre eux «ont fait les importants en transformant leur malheur en mérite», mais enfin une bonne moitié «a voulu, ayant beaucoup souffert et réfléchi en purgatoire, compenser cinq ans de non-vie, de famine, d'anxiété, d'humiliation, par un sursaut, une réussite dans leurs milieux, à leur niveau. Beaucoup, en fait, ont réussi». Ce sera la revanche des vaincus. Ces acteurs et témoins de la plus grande défaite que la France ait connue dans son histoire vont jouer un rôle discret, mais déterminant dans cette

deuxième belle époque du XX^e siècle que fut l'essor des Trente Glorieuses. «La formidable solidarité-sincérité des hommes nus» (Jacques de La Vaissière) va trouver sa pleine raison d'être dans la France de la reconstruction, portée par une croissance économique exceptionnelle. Là où les vainqueurs de 1914-1918 n'avaient pu imposer l'esprit de fraternité, «l'esprit des tranchées» à la société profondément inégalitaire et ravagée par la crise de l'entre-deux-guerres, les vaincus de 1939-1940 vont insuffler dans leurs entreprises et leurs administrations les valeurs acquises dans les oflags et les stalags : solidarité, unité, atténuation des réflexes de classe. Parmi bien des prisonniers au parcours brillant (Fernand Braudel, Jacques Fauvet, directeur du «Monde», Jean Guilton, Jean-Paul Sartre) on retrouve cet «esprit du stalag» dans l'attitude du leader du patronat français – et ancien prisonnier – François Ceyrac qui, dans la France des années 1960 et 1970 prônera le dialogue social, souvent contre son propre camp. Ou encore dans la trajectoire d'un François Mitterrand qui a commencé sa carrière à Vichy, après son évasion d'Allemagne, en s'occupant modestement de la réinsertion des prisonniers, et qui, parvenu au faîte de la V^e République dans un pays de nouveau menacé par la crise, s'inquiétera de créer en 1981, le premier «ministère de la Solidarité».

JEAN-BAPTISTE MICHEL

Avril 1945, face au Gaumont-Palace, dans le 18^e arrondissement de Paris. Réquisitionnés d'urgence, des cinémas parisiens deviennent des centres de transit où les rapatriés attendent de voir leur dossier traité.



DE GAULLE LA MARCHÉ VERS LE POUVOIR

Churchill se méfiait de lui, Roosevelt ne l'aimait pas et les Français le connaissaient à peine...

Pourtant, le général s'est imposé comme le leader providentiel de la France combattante. Retour sur les grandes étapes qui l'ont mené à la tête de l'Etat.

PAR CLÉMENT IMBERT (TEXTES)



Le 31 janvier 1945, ce magazine français illustrait sa couverture avec un portrait de de Gaulle... enfant !

LYON Le combattant qui crut toujours à la victoire

C'est un résistant belge, réfugié à Londres, en juin 1940, qui fut le premier à utiliser le V de la victoire comme signe de ralliement contre l'Occupant. Le général français comprit vite l'intérêt à s'approprier un tel signal (ici, la photo du «Monde il-

lustré» du 12 mai 1945). A partir de 1941, il l'utilisa pour ponctuer ses discours. Ainsi, le 14 septembre 1944, mimant la lettre de ses bras levés, il harangua la foule venue l'accueillir à Lyon, «capitale de la Résistance française» selon ses

propres mots, libérée des armées du Reich. Les Américains étaient alors sur le point de reconnaître le Gouvernement provisoire et de Gaulle allait réussir son pari : faire accepter son pouvoir aux grandes puissances internationales.



CASABLANCA Il évince son rival, le général Giraud

24 JANVIER 1943 Pour de Gaulle, asseoir sa légitimité face aux Alliés fut une lutte de tous les instants. Américains et Anglais se méfiaient en effet de ce général français, qu'ils jugeaient orgueilleux, incontrôlable, et épris de pouvoir. Ils lui préférèrent longtemps son homologue Henri

Giraud (ici, debout à gauche). Il était alors commandant en chef de l'Afrique française et perçu comme plus malléable. Faire s'entendre les deux hommes constitua l'un des enjeux de la conférence qui s'ouvrit à Casablanca (Maroc), en janvier 1943. Elle réunissait Giraud, de Gaulle, mais aussi

Roosevelt et Churchill (tous deux assis). Elle se solda par un échec : la poignée de main entre les deux Français fut si fugace qu'elle dut être répétée plusieurs fois pour permettre aux photographes de l'immortaliser. Un an plus tard, de Gaulle parvint à évincer le favori des Américains.



Rue des Archives



Topfoto/Roger-Viollet

MARRAKECH Il défie Churchill

13 JANVIER 1944 Sans le soutien que Winston Churchill apporta, dès juin 1940, à de Gaulle, alors quasi inconnu, la France libre n'aurait pas trouvé sa place parmi les Alliés. La relation entre ces deux caractères inflexibles n'en fut pas moins tempétueuse à l'extrême, les multiples bravades du général ayant le don de déclencher des colères noires chez le Premier Ministre britannique. La visite

qu'entreprit ce dernier à Marrakech (Maroc), début 1944, en fut une nouvelle preuve. Alors qu'il tentait de convaincre de Gaulle de la nécessité de se subordonner à Roosevelt, le général français réaffirma sa volonté de voir son pays jouer à jeu égal avec les Américains. Une prétention hors de propos pour Churchill, qui considérait que le salut de l'Europe passait par un alignement derrière les Etats-Unis.

Inlassablement, l'homme de Londres déploie sa stratégie à travers le monde

BRAZZAVILLE Il gagne le soutien de l'Outre-mer

30 JANVIER 1944

De Gaulle savait que la France avait besoin que ses colonies allient leurs forces à celles de la Résistance intérieure. Pour cela, il fallait ouvrir des perspectives à ses peuples. Son discours à Brazzaville (Afrique équatoriale française, actuelle République

du Congo) laissa donc entrevoir de nouveaux droits pour les territoires d'outre-mer, une fois la victoire sur les nazis obtenue. «Il n'y aurait aucun progrès qui soit un progrès si les hommes, sur leur terre natale (...) ne pouvaient s'élever peu à peu jusqu'au niveau où ils

seront capables de participer à la gestion de leurs propres affaires», affirmait-il face aux gouverneurs des territoires libres, amassés dans le stade Félix-Eboué. L'ensemble des colonies se rallia à la Résistance, sauf l'Indochine, du gouverneur pétainiste Jean Decoux.



Roger-Viollet



Après quatre ans d'exil, il doit se faire connaître du peuple français



Keystone - France

BAYEUX Le premier bain de foule

14 JUIN 1944 Dans les jours qui suivirent le Débarquement de Normandie, les Américains envisagèrent de placer les territoires français libérés sous la responsabilité d'un gouvernement militaire d'occupation, l'AMGOT (Allied Military Government of Occupied Territories). Impensable selon de Gaulle, pour qui la souveraineté nationale était l'affaire exclusive du Gouvernement provisoire de la République française

(GPRF). Bien décidé à affirmer ses vues, le général négocia âprement le droit de se rendre à Bayeux une semaine après la libération de la ville. Il y fut accueilli par une foule en liesse, un cortège d'habitants se forma spontanément autour du général tandis qu'il remontait à pied la Grand-Rue. Quatre ans après l'appel du 18 juin, la voix de Londres avait désormais un visage et un début de légitimité populaire.

Des Champs-Élysées à Notre-Dame sa légende commence à se construire

PARIS Tous derrière et lui devant

26 AOÛT 1944 Reprendre la capitale dès la fin août ne constituait pas un enjeu stratégique majeur pour le commandement allié, qui préférait poursuivre sa marche vers l'est. Convaincu de l'intérêt symbolique de la libération de Paris, de Gaulle persuada Eisenhower de laisser les troupes françaises opérer un détour par la capitale, avec ses généraux et des grandes figures de la Résistance.

Sur les Champs-Élysées, ce fut un triomphe, rythmé par les vivats de 100 000 Parisiens l'accueillant en sauveur. Une onction populaire dont le général s'attacha à être le premier récipiendaire. «Monsieur, un peu en arrière, s'il vous plaît», lança-t-il à Georges Bidault, le successeur de Jean Moulin à la tête du Conseil national de la Résistance, qui tentait de marcher à sa hauteur.





Jean-Marie Marcel / Adoc-photos

PARIS Un sang-froid à l'épreuve des balles

26 AOÛT 1944 Après le défilé, de Gaulle se rendit à Notre-Dame-de-Paris pour assister à une messe. C'est là, sur le parvis, que se déroula une mystérieuse fusillade. «A l'instant où je descends de voiture, des coups de feu éclatent sur place. Puis, aussitôt, c'est un feu rou-

lant. (...) Je vois les bris-cards du détachement de la 2^e DB cribler de balles les tours de Notre-Dame», se souviendra plus tard de Gaulle dans ses «Mémoires de guerre». Les assaillants ne furent jamais clairement identifiés : on suspecta un commando

communiste et même... des pigeons qui auraient déclenché une réaction de résistants aux nerfs peu solides. Quoi qu'il en soit, les témoins de la scène furent tous frappés par une chose : le sang-froid du général qui, debout, regarda sans broncher fuser les balles.



MOSCOU Coup de poker au Kremlin

10 DÉCEMBRE 1944 Le pacte franco-soviétique, signé ici par Georges Bidault, alors ministre des Affaires étrangères, devait permettre à la France de retrouver son rang parmi les grandes puissances en se faisant directement entendre de l'allié russe. Il fut surtout le théâtre

d'une passe d'armes diplomatique entre Staline et de Gaulle. Le premier brandit la menace d'un accord tripartite avec les Britanniques – une façon de reléguer la France à un statut de puissance mineure. Le général, pour qui cette alliance devait être bilatérale, fit mine

poliment de prendre congé, sans avoir rien ratifié. Craignant de voir le lien se rompre, Staline finit par céder. Cette bataille gagnée en coulisses permit à la France d'être présente à la table des vainqueurs après la capitulation de l'Allemagne, cinq mois plus tard.

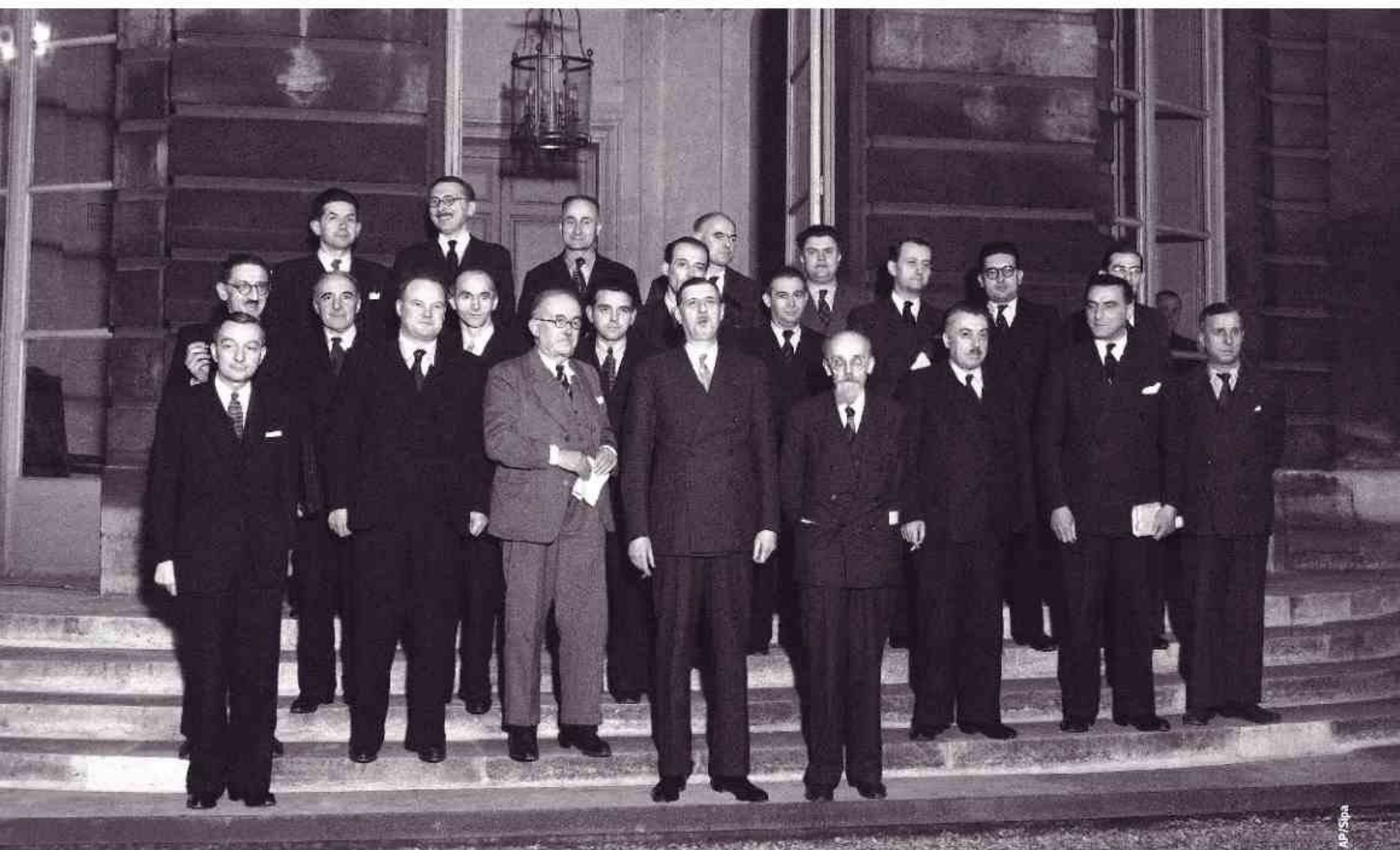
Sur le plan international comme sur la scène intérieure, **le voilà devenu incontournable**

PARIS Galop d'essai en politique

22 NOVEMBRE 1945

A la tête du Gouvernement provisoire de la République française depuis septembre 1944, de Gaulle fit voter plusieurs réformes fondamentales (mise en place de la Sécurité sociale, droit de vote des femmes...), tout en permettant l'élection d'une assemblée constituante, chargée de mettre en place la IV^e République. La forte progression des communistes lors de ce

scrutin le poussa à faire entrer dans son gouvernement cinq ministres issus du PCF (dont Maurice Thorez). Désapprouvant les orientations que prenait la nouvelle Constitution, et voyant d'un mauvais œil le retour en force du jeu politique, il démissionna en janvier 1946. Il entama alors une «traversée du désert» qui dissocia son destin de celui de la France pendant plus de dix ans.



POUR EN SAVOIR PLUS

TEXTES DE FRÉDÉRIC GRANIER, CYRIL GUINET ET CLÉMENT IMBERT



23 août, pont de Bercy à Paris. Des soldats sont accueillis par une foule dans la capitale libérée.



Rue à Notre-Dame de Paris. La bataille a été terrible. Cette photographie, prise par un soldat américain, montre les soldats qui ont libéré la capitale, mais aussi la destruction.

BEAU LIVRE

DES CLICHÉS POUR L'HISTOIRE

Au cœur de l'été 1944, alors que les troupes alliées sur Paris se muent en certitude, Jules Dortes enfourche son vélo après l'avoir chargé de 50 kilos de matériel photographique. Ainsi équipé, il arpente inlassablement les rues d'une ville en plein soulèvement contre le joug allemand, gravant sur la pellicule les combats qui vont conduire à sa délivrance.

Plus de cent de ses clichés réalisés au cours de la semaine du 19 au 26 août sont aujourd'hui réunis dans un bel ouvrage qui montre une Libération à deux visages. Le premier est apocalyptique. C'est celui des batailles de rue sanglantes qui opposèrent les forces d'occupation aux résistants d'abord, puis aux

troupes alliées, et qui transformèrent la capitale en champ de bataille. On y voit les barricades dressées rue de Rivoli ou rue Saint-Jacques pour stopper l'ennemi, les FFI armés de grenades et de fusils dérobés aux nazis, les ponts ravagés par les tirs d'artillerie, les chars d'assaut français entrant dans la ville par la porte d'Italie, et enfin les derniers coups de feu échangés aux Tuileries. Le second visage, joyeux et soulagé, rappelle l'incroyable liesse qui s'empara de Paris délivrée, jetant son peuple dans la rue en de longs cortèges. Le défilé de la victoire mené par de Gaulle sur les Champs-Élysées, immortalisé ici sous tous les angles, en fut le paroxysme. **C. I.**



«La Délivrance de Paris», de Jules Dortes et Patrice Gélinet, éd. Arthaud, 19,90 €.

ANALYSE

Et le pays secoua le joug de l'Occupation...

Contrairement à ce que son titre pourrait laisser entendre, le livre de François Delpla, historien de la Seconde Guerre mondiale, ne s'apparente pas une galerie de portraits consacrée aux principaux protagonistes de la Libération. Il s'agit plutôt d'un résumé historique balayant en quelque 300 pages les principaux épisodes de la guerre côté français, depuis la débâcle de l'été 1940 jusqu'à la Libération quatre ans plus tard. Outre son important effort de vulgarisation qui met à

portée de tous l'infinie complexité de cette période, il offre pour enrichir le déroulé des événements plusieurs documents reproduits in-extenso : tracts de la Résistance, allocutions radiophoniques, témoignages d'un FFL... Une manière originale de présenter les jours qui ont vu la France secouer le joug de l'Occupation. **C. I.**



«Ils ont libéré la France», de François Delpla, éd. Archipoche, 13,50 €.

BIOGRAPHIE

Un combattant de la liberté



Figure de la Résistance et artisan majeur de la Libération de Paris, le colonel

Henri Rol-Tanguy n'a jamais voulu écrire ses Mémoires. L'historien Roger Bourderon, qui le rencontra pour la première fois en 1974 et devint son ami, parvint pourtant à le convaincre de livrer son témoignage qu'il confronta ensuite à son propre travail sur la Résistance. L'ouvrage tiré de cette démarche n'est pas un livre d'entretiens, mais le récit d'une vie de militant et de combattant de la liberté passé au crible de la vérité historique. **C. I.**

«Rol-Tanguy», de Roger Bourderon, éd. Tallandier, 29 €.

PORTRAIT

Georges Guingouin sans fard



L'historien Fabrice Grenard évite deux pièges avec cette biographie de Georges

Guingouin : d'abord, il ne donne pas dans la légende dorée, celle d'un héros paré de toutes les vertus, multipliant les actes de bravoure jusqu'à libérer Limoges. Il évite ensuite la légende noire du «préfet du maquis», qui en fait un chef de bande brutal, cherchant à transformer les monts du Limousin en une république soviétique. Une déconstruction minutieuse des «mythes» Guingouin, réalisée grâce à l'ouverture de nouvelles archives. **C. I.**

«Une légende du maquis – Georges Guingouin, du mythe à l'histoire», de Fabrice Grenard, éd. Vendémiaire, 26 €.

BEAU LIVRE

DANS LES PAS DES MAQUISARDS

D'où venaient les maquisards ? Qui étaient leurs chefs ? Comment s'organisaient-ils pour survivre, retranchés en pleine nature ? Cet album très richement illustré de photographies et de documents d'époque fait revivre l'histoire et le quotidien de ces hommes et de ces femmes – un chapitre entier est consacré à ces dernières – qui ont fait le choix de la clandestinité pour lutter contre l'occupant. Refusant le Service du travail obligatoire (STO), la défaite ou de vivre sous le joug des nazis, ils devinrent tous des hors-la-loi aux yeux des autorités de Vichy et durent se réfugier dans des lieux retirés, parfois hostiles et souvent dangereux, pour continuer à se battre pour libérer leur pays.

La première partie de ce livre, très pédagogique, retrace l'histoire des

maquis, de leur naissance, dans une nébuleuse de réseaux et de mouvements, jusqu'à leur participation à la bataille de France. Les auteurs présentent ensuite un guide des lieux de mémoire : on y retrouve évidemment les noms des poches de résistance les plus illustres, comme les Glières, la citadelle du Vercors, le maquis breton de Saint-Marcel ou encore celui du Limousin, mais aussi les « petits maquis » qui furent le théâtre d'accrochages sanglants. Sylvie Pouliquen et Jean-Paul Paireault entraînent le lecteur dans un tour de France de la Résistance et profitent de chaque étape pour rappeler les combats qui se sont déroulés dans ces lieux. **C. G.**

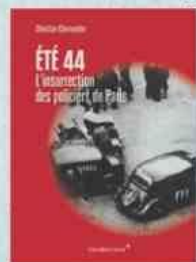


«Les Maquis de France – Lieux de mémoire», de Sylvie Pouliquen et Jean-Paul Paireault, éd. de Borée, 34 €.



RÉCIT

Comment les policiers changèrent leur fusil d'épaule...



Alors que les Allemands sont encore fermement implantés dans la capitale, les insurgés reçoivent le 17 août 1944 un renfort inattendu : la police qui, après avoir servi Vichy pendant quatre ans, fait volte-face et

rejoint les rangs de la France libre. Comment expliquer ce brusque changement d'allégeance ? Pour la première fois, un livre revient sur les raisons politiques et sociologiques de ce revirement, mais aussi sur le

rôle méconnu tenu par les forces de l'ordre durant la Libération de Paris : ils seront 152 policiers parisiens à tomber lors des combats. **F. G.**

«Été 44, L'insurrection des policiers de Paris», de Christian Chevandier, éd. Vendémiaire, 24 €.

ENQUÊTE

Retour sur un massacre



Le 10 juin 1944, 642 habitants d'Oradour-sur-Glane (dont 207 enfants) furent fusillés ou

brûlés vifs par les SS de la division Das Reich. Malgré la portée mémorielle de ce qui fut le plus grand crime de guerre perpétré par l'occupant à l'ouest de l'Europe, son histoire est mal connue, polluée par des contre-vérités forgées par les négationnistes. C'est pour rétablir les faits que le journaliste Jean-Paul Picaper a rouvert l'enquête, faisant parler les rares témoins vivants de ce drame, interrogeant des historiens et fouillant jusque dans les archives de la Stasi à la recherche de documents inédits. **C. L.**

«Les Ombres d'Oradour», de Jean-Paul Picaper, éd. l'Archipel, 22 €.

RÉCIT

Paris à tout prix



L'entrée des chars de la 2^e DB, le défilé sur les Champs-Élysées...

L'ouvrage de Jean-François Muracciole sur la Libération de Paris ne se contente pas de revenir sur les épisodes gravés dans la mémoire collective. En consacrant de nombreux chapitres à la préparation de la bataille, l'auteur offre de nouvelles clés pour appréhender les enjeux de ce moment historique. Des enjeux militaires, mais surtout politiques : pour de Gaulle, Paris constituait le principal levier de la prise du pouvoir. **F. G.**

«La Libération de Paris», de Jean-François Muracciole, éd. Tallandier, 20,90 €.



BEAU LIVRE

LA LIBÉRATION REVISITÉE

Novembre 1944. La guerre n'est pas encore finie, mais déjà, le musée Carnavalet décide d'inscrire la Libération de Paris dans l'Histoire en lui consacrant une exposition. Images de propagande ou prises sur le vif, clichés d'anonymes ou de photographes renommés (Robert Doisneau, Pierre Jahan, Jean Séeberger...), documents rares et insolites... Dans la liesse de la Libération, le public fait un triomphe à ce panorama réalisé hâtivement, qui privilégie l'émotion sur la vérité historique.

Soixante-dix ans plus tard, le musée propose à nouveau cette exposition composée de plus de 300 clichés pris en 1940 et 1944, mais aujourd'hui richement commentés et décryptés. On y découvre les dessous de photographies devenues légendaires : une jeune

résistante prenant les armes d'un Allemand sous les tirs des FFI (Forces françaises de l'intérieur), des Parisiens construisant des barricades, le général von Choltitz signant l'acte de reddition qui mettra fin à quatre ans d'occupation. Ou encore ces images stupéfiantes de l'avenue des Champs-Élysées entièrement déserte avant l'arrivée de la 2^e DB du général Leclerc et des soldats américains. Parallèlement à cette exposition à découvrir au musée Carnavalet, à Paris, jusqu'au 8 février 2015, un beau livre de 450 pages en retrace le contenu et offre une analyse éclairante sur la fabrique de l'image en temps de guerre. **F. G.**



«Paris libéré, Paris photographié, Paris exposé», édité par Paris Musées, 35 €. Musée Carnavalet : 16, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris. Tél. : 01 44 59 58 58.

ENQUÊTE

La cavale sanglante de la division Das Reich

Souvent éclipsé dans la mémoire collective par le massacre d'Oradour-sur-Glane (voir article page précédente), celui de Tulle vit, un jour plus tôt (9 juin 1944), l'exécution de 99 otages civils, pendus par les soldats de la division Das Reich aux lampadaires et aux balcons de la ville. Conçu comme une enquête historique, ce livre reconstitue la trame des événements, avant d'en livrer un récit précis et rigoureux, nourri

des derniers acquis historiographiques et du témoignage des rescapés encore vivants. Il s'interroge aussi sur l'apparition en France, de méthodes de répression et de terreur auxquelles les SS avaient jusque-là eu recours sur le front de l'Est. **C. I.**



«Tulle, 9 juin 1944, enquête sur un massacre», de Fabrice Grenard, éd. Tallandier, 20,90 €.

RÉCIT

La dernière contre-offensive



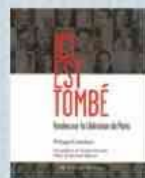
16 décembre 1944, dans les Ardennes belges : 200 000 soldats allemands et

un millier de chars jaillissent de la forêt et du brouillard face aux alliés médusés. Les Panzer repoussent les Américains sur une centaine de kilomètres. Dans le froid et la neige, une bataille dantesque s'engage alors. Elle s'achèvera le 31 janvier 1945 par la défaite du Reich. L'auteur retrace ici, dans les moindres détails, cette bataille qui fut la plus coûteuse en vies humaines pour l'armée américaine en Europe. **C. G.**

«La Bataille des Ardennes, 16 décembre 1944-31 janvier 1945», de Guillaume Piketti, éd. Tallandier, 19,90 €.

TÉMOIGNAGES

Des héros tirés de l'oubli



Le journaliste Philippe Castetbon a cherché à savoir qui étaient

ces héros inconnus auxquels les plaques commémoratives de la Libération de Paris rendent hommage. Pendant deux ans, il a enquêté, cherchant derrière chaque nom un frère, une mère, un membre de la famille ou un ami proche, un survivant qui puisse raconter, dire qui était celui qui est tombé. Le résultat de son travail, c'est ce livre émouvant, regroupant 26 portraits... (lire aussi l'article de cet auteur page 46). **C. G.**

«Ici est tombé. Paroles sur la Libération de Paris», de Philippe Castetbon. Photos de François Rousseau. Ed. Tirésias, 25 €.

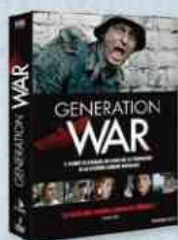
DVD

CINQ ALLEMANDS DANS LA GUERRE

Berlin, juin 1941. Alors que l'invasion de l'Union soviétique par le III^e Reich est sur le point de débiter, cinq jeunes amis se retrouvent à la nuit tombée dans un bar de la ville. Wilhelm, lieutenant de la Wehrmacht, blessé pendant la campagne de France, et son petit frère Friedhelm doivent partir dès le lendemain vers l'URSS. Tout comme Charlotte qui s'est engagée comme infirmière militaire. Greta, une chanteuse qui rêve de faire la carrière de Marlene Dietrich, restera en Allemagne avec son amant, Viktor, fils d'un tailleur juif. Autour d'un dernier verre, tous se promettent de se retrouver au même endroit, à Noël. Mais l'engrenage de la guerre va bouleverser leur plan... La plupart des films consacrés au second conflit mondial se placent du point de vue allié. Cette mini-série, composée de trois épisodes de 90 minutes cha-

cun, prend le parti inverse, en filmant les trajectoires d'Allemands ordinaires, ballottés par les affres d'un conflit qui les dépasse.

Les destins des cinq personnages s'entrecroisent et se recourent sans cesse, permettant d'explorer plusieurs trames historiques. Autour des deux frères, par exemple, est restituée l'âpreté impitoyable des combats et des exactions commises sur le front russe. Autour de Viktor, les horreurs des camps de la mort et le soulèvement des partisans polonais. L'ensemble est porté par une réalisation soucieuse du détail historique qui ne cherche ni à excuser, ni à diaboliser les protagonistes, mais plutôt à les inscrire dans le cadre d'événements d'une telle ampleur que les choix individuels se trouvent annihilés. **C. I.**



«Generation War», de Stefan Kolditz, coffret 2 DVD, éd. Pyramide, 30 €. Aussi en VOD sur Arte Boutique, 16,99 €.



DSR © 2013 Reunited Works

BANDE DESSINÉE

Quand la 2^e DB avait l'accent espagnol



Mars 1939. Les troupes franquistes entrent dans Madrid. Parmi les Républicains espagnols pris au piège, certains imaginent alors d'embarquer à bord d'un paquebot britannique en direction d'Oran. Sans savoir qu'ils ne pourront fouler le sol algérien, la France refusant d'accueillir ces indésirables... La bande

dessinée, consacrée par Paco Roca aux républicains espagnols qui ont participé à la Libération, s'ouvre sur ce cruel épisode. Il sera suivi d'autres désillusions, notamment quand les antifascistes espagnols verront s'écrouler la France face à l'Allemagne nazie. Et même leur revanche, quatre ans plus tard, sera teintée d'amertume. Les républicains espagnols incorporés au sein de la 2^e DB, verront en effet leur rôle dans la Libéra-

tion de Paris ignoré, oublié après la guerre... L'auteur se met lui-même en scène en écrivain face à un ancien combattant espagnol de 94 ans qui revient sur son exil et sur les grandes heures de la Résistance parisienne. Entre passé et présent, entre couleur et noir et blanc : le procédé donne un souffle romanesque à cette bande dessinée parfaitement documentée. **F. G.**
«La Nueve» de Paco Roca, éd. Delcourt/Mirages, 29,95 €.

BIOGRAPHIE

Une légende... et une énigme



Le 28 novembre 1947, un bombardier B-25 Mitchell s'écrase dans le sud-ouest de l'Algérie.

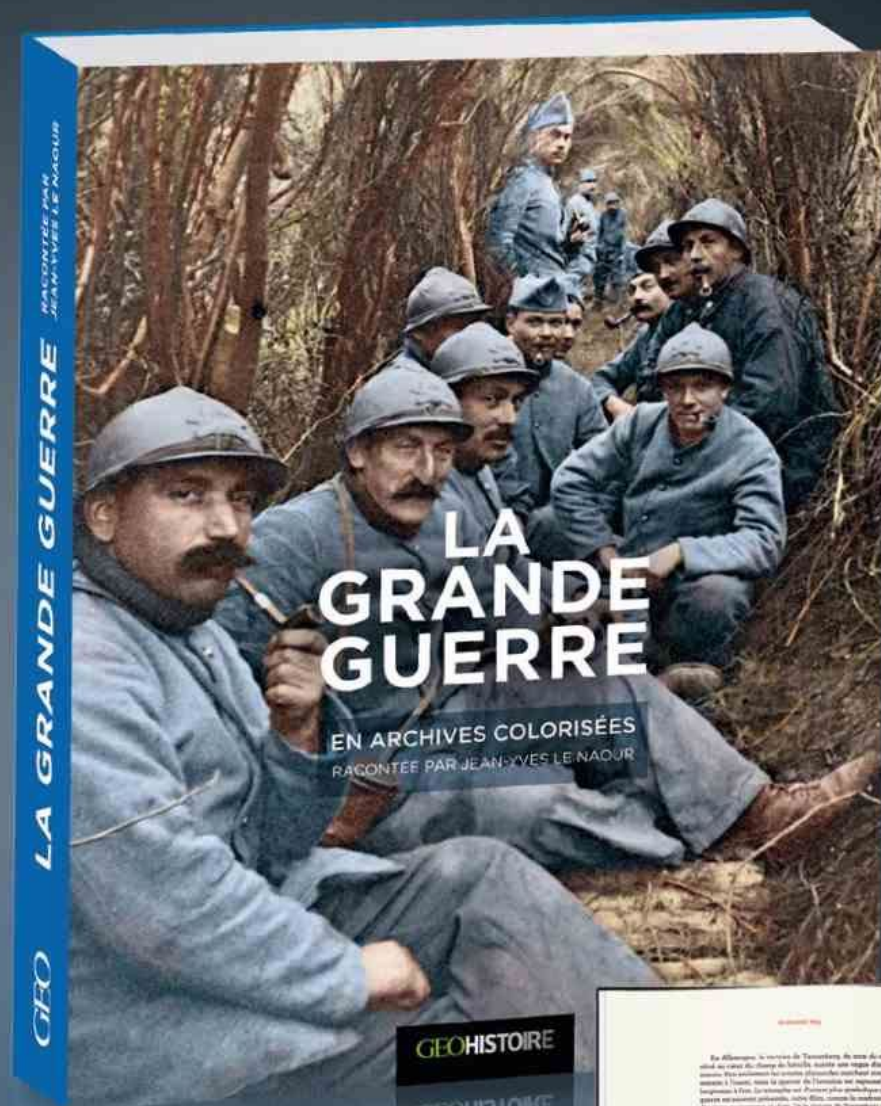
Les treize passagers et membres d'équipage sont tués sur le coup. Parmi eux se trouve le général Philippe Leclerc de Hauteclocque, 45 ans. Lorsque un aide de camp lui apprend la nouvelle, de Gaulle lâche : «C'est une catastrophe nationale!» C'est dire la dimension que possède alors l'homme de la 2^e DB. Deux ans après la fin de la guerre, Leclerc était déjà une légende. Dans un style alerte, Jean-Christophe Notin nous entraîne sur les traces de cet aristocrate picard qui refusa la défaite pour répondre à l'appel du 18 juin... Une grande partie de son livre est consacrée à la Seconde Guerre. Et l'on suit Leclerc de victoire en victoire : Koufra, en Libye, Paris, Strasbourg, jusqu'au nid d'aigle d'Hitler en Bavière... Les derniers chapitres sont consacrés à l'enquête menée par l'auteur pour tenter de résoudre cette énigme : qui était le 13^e cadavre retrouvé dans les décombres de l'avion ? **C. G.**

«Leclerc», de Jean-Christophe Notin, éd. Perrin, coll. Tempus, 11,40 €.

LE LIVRE ÉVÉNEMENT **GEOHISTOIRE**

À l'occasion du centenaire
de la Première Guerre mondiale

La **Grande Guerre**
racontée pour la
première fois grâce
à des **clichés d'époque**
colorisés qui vous
transportent au **cœur**
du **conflit**.



Un texte ►

de Jean-Yves Le Naour,

historien spécialiste de la guerre
1914 - 1918, enrichi de repères
chronologiques.



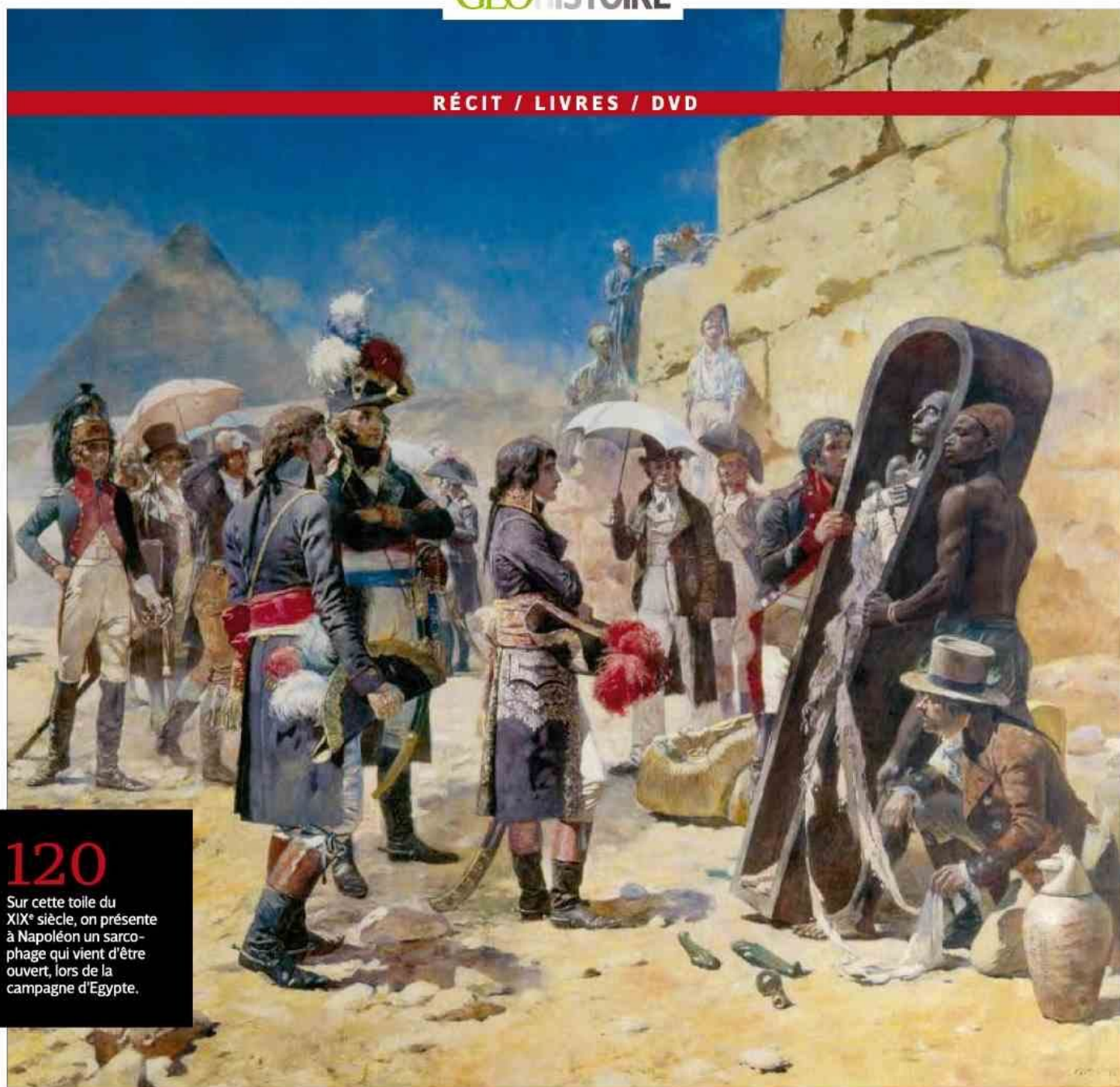
500 photos issues du fonds iconographique de la revue *Le Miroir*
qui publiait des clichés envoyés par les combattants au jour le jour.

Disponible en librairies et rayons livres - 512 pages - 49,95 €

www.editions-prisma.com



RÉCIT / LIVRES / DVD



120

Sur cette toile du XIX^e siècle, on présente à Napoléon un sarcophage qui vient d'être ouvert, lors de la campagne d'Égypte.

LE CAHIER DE L'HISTOIRE

ÉGYPTOMANIA La momie Ta-Iset ressuscitée à Rueil-Malmaison **p. 120**

LIVRE Sept catastrophes maritimes qui ont marqué les esprits **p. 130**

DVD Un documentaire inédit sur la Chine des années 1970 **p. 134**

Ta-Iset ressuscitée

Il y a quelques années, on a retrouvé un sarcophage à la décharge de Rueil-Malmaison... A l'intérieur, une momie qui, en 2014, vient enfin d'être restaurée. Son étrange histoire témoigne de la passion française pour l'égyptologie.

Vers
-200

Un visage
surgi du passé

De grands yeux,
un sourire enfantin,
ce sont les traits de
Ta-Iset, une fillette
embaumée il y a plus
de 2000 ans, que
l'on a découverte en
région parisienne.







Ville de Rueil-Malmaison/Christophe Soresto

Peinture, solvants, ampoules et huiles de vidange... Bienvenue aux abords de la caserne Guynemer, à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), où les habitants peuvent déposer leurs déchets spéciaux. Mais en ce jour de juin 2000, la dame venue se débarrasser de tout ce qui encombrait la maison dont elle vient de faire l'acquisition ne sait pas très bien à quel bac se vouer. Long d'un bon mètre, orné d'étranges symboles peints, son paquet est pour le moins inhabituel, constatent les agents de propreté de la ville à qui l'inconnue demande conseil. Canular ? Inconscience ? Il s'agit d'une... momie égyptienne, avec son sarcophage. Après le départ de la femme, les éboueurs rebaptisent bientôt la momie «Toutencombrant I^{er}». Mais prennent soin d'avertir dans l'heure le musée d'Histoire locale, qui prend immédiatement en charge cette nouvelle pensionnaire. Avoir traversé vingt-deux siècles intacte, voyagé sur plus de 3 500 kilomètres et échappé par miracle à l'incinération : destin hors du commun que celui de Toutencombrant ? Pas vraiment. Car depuis le XIX^e siècle, une foule de momies ont voyagé jusque dans nos contrées. Et souvent dans des conditions rocambolesques.

Pour comprendre comment cette momie est arrivée à Rueil-Malmaison, il faut remonter au XIX^e siècle, au moment où la France est fascinée par la terre des pharaons. L'élément déclencheur ? La campagne d'Egypte (1798-1801) de Bonaparte. Car l'armée du général y est accompagnée d'une cohorte de savants (ingénieurs, hommes de lettres, naturalistes, dessinateurs). Ce sont eux que l'on voit sur une toile du peintre Maurice Orange (1867-1916), exhumant, durant l'expédition, une momie royale. Bonaparte la contemple, bicorne à la main, sous le soleil brûlant de Gizeh. Généraux, soldats et scientifiques en redingote et haut-de-forme figurent aussi sur cette peinture qui, parmi d'autres représentations, contribue à entretenir «l'égyptomania».

A l'époque de Napoléon, Noël Varin, officier, participe à la campagne d'Egypte. Il y restera par la suite, devenant général dans l'armée du vice-roi d'Egypte, Mehmet-Ali (s'appelant dès lors Noël Varin-«Bey», titre honorifique égyptien accolé à son nom). Il ne revient en France qu'en 1857, pour s'installer à Rueil-Malmaison. Aurait-il

Vers -200

Comme si elle dormait...

Dans ce linceul couvert de hiéroglyphes, les experts ont découvert la dépouille d'une fille de 5 ans, la tête penchée sur la poitrine.

alors emmené Toutencombrant dans ses bagages ? Ceci expliquerait qu'on retrouve la momie dans cette ville. La thèse est séduisante... «Mais rien ne vient l'étayer, objecte Marie-Aude Picaud, directrice du musée d'Histoire locale à Rueil, car l'inventaire des biens de Varin-Bey ne mentionne pas de momie.»

Au XIX^e siècle, on revend même les momies en petits morceaux, un pied, une tête...

Rapportée par Varin ou par un autre, cette momie voyageuse témoigne d'un trafic qui apparaît dans la foulée du voyage de Napoléon. La passion française pour l'Égypte, née de cette campagne, ne cesse de croître. En effet, les innombrables découvertes des chercheurs qui accompagnent le futur empereur, compilées dans les vingt-trois volumes de la colossale «Description de l'Égypte ou recueil des observations et des recherches qui ont été faites en Égypte pendant l'expédition de l'armée française», publiés à partir de 1809, connaissent un retentissement immédiat. En 1822, le décryptage des hiéroglyphes de la pierre de Rosette par Jean-François Champollion amplifie encore le mouvement. «C'est le grand début de la fascination pour l'Égypte : une langue mystérieuse, un art raffiné, des monuments époustouflants... Et un rapport à la mort qui étonne et excite l'imagination», explique Marie Bèche, attachée de conservation du

patrimoine et responsable des collections archéologiques au musée Anne de Beaujeu à Moulins.

Au début du XIX^e siècle, les voyageurs les plus curieux et les plus fortunés se pressent sur les rives du Nil... et les Égyptiens ne laissent pas passer l'occasion de leur vendre tout ce qui peut faire office de souvenir. Un véritable trafic de momies se met ainsi en place, dont témoigne Théophile Gautier dans son «Roman de la momie» (publié en feuilleton dans le journal «Le Moniteur universel», en 1857). Il y met en scène un marchand, qui négocie la vente d'une momie au héros du livre, lord Even-dale, et se justifie ainsi : «Chacun vit, en ce monde, de sa petite industrie : je déterre des pharaons, et je les vends aux étrangers. Le pharaon se fait rare, au train dont on y va : il n'y en a pas pour tout le monde. L'article est demandé et l'on n'en fabrique plus depuis longtemps.»

Directeurs de musées ou collectionneurs privés se fournissent soit auprès d'antiquaires français, soit en s'adressant directement à une armada de fouilleurs qui exhument des milliers de momies. Ils les revendent parfois par petits morceaux, un pied, une tête... pour faciliter le transport ! Les deux momies présentes au musée de Moulins ont ainsi suivi ces deux circuits. L'une a été rapportée par un ingénieur de Vichy appelé par le «khédive» (le pacha d'Égypte) dans les années 1860 pour travailler ●●●



Musée d'art et d'histoire de Granville

1798

Durant la campagne d'Égypte, des découvertes fabuleuses

Sur cette peinture de Maurice Orange, le général Bonaparte assiste à l'ouverture du sarcophage d'une momie. Ce genre d'image enflammait l'imagination du public et perpétua l'engouement pour l'Égypte ancienne.



1798

Au Caire, Bonaparte s'initie à l'histoire de l'Égypte ancienne

Sur cette gravure tirée de «L'Histoire de l'empereur Napoléon I^{er}» (datant de 1849), on voit Bonaparte (à droite) participant à une séance de l'Institut d'Égypte, qu'il a créé au Caire, pour étudier l'histoire du pays des pharaons.

●●● sur le réseau des eaux de la ville du Caire, l'autre par un médecin de l'Allier, qui se l'est sans doute procurée sur le marché de l'art parisien.

Si ce trafic a pu prendre autant d'ampleur, c'est que les momies ne sont ni rares, ni spécialement précieuses. Réserve aux pharaons et à la cour sous les premières dynasties, la momification s'est démocratisée au cours des trois millénaires suivants. Les explorateurs de l'époque, comme les archéologues d'aujourd'hui, en trouvent donc en abondance. De quoi satisfaire la curiosité d'un public avide d'en savoir plus. Car les momies deviennent très vite, au fil du XIX^e siècle, des phénomènes de foire, comme en témoignent les curieuses séances de débanteletage publiques qui se multiplient. En Angleterre, un dénommé Thomas Joseph Pettigrew s'en fait une spécialité dans les années 1830. Il acquiert, pour quelques livres dans les ventes aux enchères ou chez les antiquaires, des momies qu'il déshabille ensuite devant une assistance, toujours plus nombreuse, qui paie pour assister au spectacle. En 1834, l'archevêque de Canterbury et l'évêque de Londres se voient refoulés, faute de place.

La France n'est pas en reste : dans la bonne société, on frissonne au cours de séances pseudo-ésotériques, durant lesquelles on démaillote les momies pour offrir des morceaux de bandelettes aux messieurs, et aux dames, des amulettes et des petits bijoux placés sur le corps par les embau-

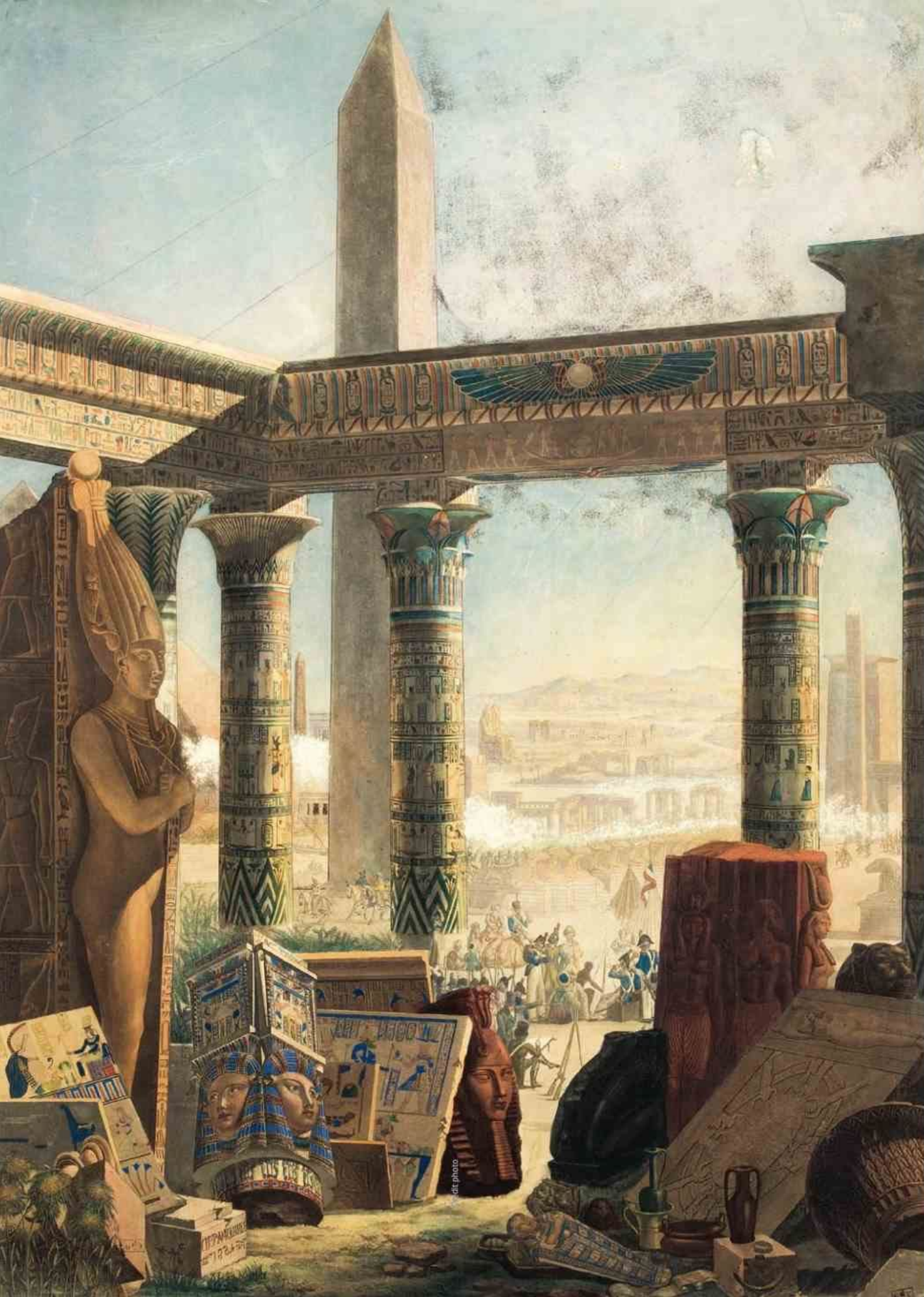
meurs, des millénaires plus tôt. Certaines de ces manifestations se targuent d'être «scientifiques», comme celle qui se déroule à Paris le 27 mai 1867. Dans les pavillons égyptiens de l'Exposition universelle, Théophile Gautier, Alexandre Dumas fils ou les frères Jules et Edmond de Goncourt assistent à l'événement. Les deux derniers, dans leur journal, semblent partagés entre fascination et répulsion : «On déroule, on déroule toujours, sans que le paquet paraisse diminuer [...] Un moment, pour aller plus vite et pour dépêcher l'éternel déballage, on pose la momie sur ses pieds, qui cognent sur le plancher comme un bruit dur de jambes de bois. Et l'on voit tourner, pirouetter, valser affreusement [...] ce paquet qui tient debout [...]». Pauvre cadavre profané, si pieusement enterré et voilé et qui devait si bien se croire sûr du repos et du secret éternels.»

La mystérieuse momie de Rueil-Malmaison, elle, a échappé à cet outrage. Mais pas aux petites infamies que faisaient subir aux dépouilles égyptiennes certains antiquaires du XIX^e siècle. D'après ●●●

1809

Le magnétisme de l'Orient

Cette gravure illustre le recueil «Description de l'Égypte» en 23 volumes, publiés entre 1809 et 1824 par les savants qui ont participé à la campagne d'Égypte.



●●● Laure Cadot, l'une des rares spécialistes de la restauration de momies en France, une multitude d'indices laissent en effet penser qu'elle est passée par la boutique d'un marchand d'antiquités peu scrupuleux : «Le cartonage (coque souvent en lin et plâtre qui recouvrait le corps, couverte de hiéroglyphes peints) était fixé avec des clous, les bandelettes avec des épingles, qui ne dataient pas de l'Antiquité. Le masque était recomposé dans une position peu naturelle...», énumère la restauratrice. Autant d'observations cruciales pour comprendre comment Toutencombrant est arrivée jusqu'à nous, car aucune documentation n'est disponible la concernant : malgré les appels à témoin, la personne qui s'en est débarrassée ne s'est jamais manifestée.

Dès l'arrivée de sa nouvelle pensionnaire, en 2000, le musée d'Histoire locale à Rueil-Malmaison a sollicité d'éminents spécialistes. Première à venir sur les lieux, une égyptologue de renom, Christiane Desroches-Noblecourt. Cette dernière a déchiffré les inscriptions sur le cartonage : Toutencombrant s'appelle en réalité Ta-Iset (ce qui veut dire littéralement «celle d'Isis»). Le corps embaumé a ensuite été envoyé passer un scanner à l'hôpital Begin. Grâce à la vision du petit squelette de 92 centimètres renfermé dans le sarcophage et de la dentition, on a déterminé son sexe et son âge. Il s'agit d'une fillette de 5 ans.

Faute de moyens, ces premières investigations se sont arrêtées durant dix ans, jusqu'à l'arrivée d'une nouvelle directrice du musée, début 2012. Celle-ci, Marie-Aude Picaud, s'inquiète alors de l'état de conservation de Ta-Iset. Elle fait appel aux spécialistes du musée du Louvre pour une batterie d'études complémentaires. Conclusion ? Le cartonage est fissuré par endroits, le lin des bandelettes est abîmé et se désolidarise du corps, et le squelette présente des zones fragilisées. Bref, une intervention s'impose si on veut préserver la momie.

Fin mars 2014, on a enfin réuni les fonds pour restaurer la momie de Ta-Iset

Dans une situation pareille, c'est au C2RMF (Centre de recherche et de restauration des musées de France) qu'il faut faire appel. C'est là que se trouvent les meilleurs experts, rompus à ce genre d'exercice... mais ce service public n'est pas gratuit. Il faut réunir 14 000 euros, et les apports de la mairie de Rueil et de la Drac (Direction régionale des affaires culturelles) d'Ile-de-France, le bras armé du ministère de la Culture en région, n'y suffisent pas. Avec l'appui de la Fondation de France, Marie-Aude Picaud lance alors une souscription publique pour réunir les 6 000 euros manquants. En décembre 2013, des affiches montrant le sarcophage de bois de la petite Égyptienne sous le slogan «Restaurons Ta-Iset» sont placardés dans toute la ville.

Dès la fin mars 2014, l'argent a été réuni, et la petite momie a enfin rejoint les salles du C2RMF à Versailles pour y être prise en charge par des scientifiques. Dans le même temps, les égyptologues ont pu poursuivre son étude. En la comparant avec des momies similaires, ils ont pu déterminer sa provenance, sans doute la Haute-Egypte (au sud de l'actuelle Egypte). En datant ses bandelettes au carbone 14, ils ont cerné approximativement le moment où elle a vécu, entre l'époque ptolémaïque (III^e siècle avant Jésus-Christ, lorsqu'une dynastie d'origine grecque, installée après les conquêtes d'Alexandre le Grand, régnait sur l'Egypte) et l'ère romaine (I^{er} siècle après Jésus-Christ).

Pour l'exposition du Petit Palais, Toutânkhamon fut accueilli comme un chef d'Etat

En analysant les matériaux utilisés, ils se sont aussi fait une idée de son statut social. De qualité moyenne, les bandelettes de lin nous apprennent qu'elle ne faisait pas partie de la haute société, mais sa famille n'était pas pauvre non plus. Une fillette issue de la classe moyenne, donc, sur qui désormais l'équipe de restaurateurs a pu commencer son travail : replacer les bandelettes, refixer la peinture du cartonage qui a tendance à partir en écailles... Le tout en intervenant «aussi peu que possible», explique Laure Cadot.

C'est une méthode de restauration toute en retenue, qui tranche avec la façon, plutôt brutale, avec laquelle on a traité les momies au XX^e siècle. Car à cette époque, leur situation fut paradoxale. D'un côté, l'engouement du public pour tout ce qui touche à l'Egypte antique ne se démentait pas. La redécouverte du tombeau de Toutânkhamon, en 1925, par Howard Carter, connut ainsi un retentissement mondial. En 1967, l'exposition consacrée à ce pharaon établit même un record de fréquentation qui tient toujours : 1,2 million de visiteurs au Petit Palais, à Paris. Et le 26 septembre 1976, sur le tarmac de la base aérienne du Bourget, on déroula le tapis rouge, et la garde républicaine sonna la fanfare devant... une caisse en bois. Dans laquelle se trouvait la momie de Ramsès II, venue se faire restaurer en France. Le pharaon, embaumé trois millénaires plus tôt, fut réceptionné avec les honneurs dignes d'un chef d'Etat, en présence d'Alice Saunier-Seïté, ministre des Universités, et de l'ambassadeur d'Egypte.

Cette marque de respect tranchait avec la façon dont d'autres momies, moins glorieuses, avaient été traitées jusqu'alors. Ainsi, à des fins de représentation, on les faisait tenir debout, à l'aide de tiges métalliques passées à travers leur corps, comme de vulgaires squelettes de cours de sciences naturelles. Guillemette Andreu-Lanoë, ancienne directrice du département des Antiquités égypt-



Jean Marquès/BVP/Roger-Viollet

tiennes du Louvre, se souvient : « Dans les années 1980, on pouvait encore traiter les momies d'une façon épouvantable. J'ai le souvenir de chantiers de fouilles où elles étaient débitées en morceaux, et les têtes mises à tremper dans des seaux autour de la tente qui nous servait de réfectoire... »

Cette approche désinvolte n'a pris fin que récemment. La société égyptienne, les conditions de vie des populations, sont devenues des champs d'étude porteurs, dans lesquels les momies ont beaucoup de choses à apprendre aux chercheurs et sont donc traitées avec soin. Et, parallèlement, les conditions de conservation des momies se sont grandement améliorées... grâce aux Indiens d'Amérique. Confrontés à de nombreuses demandes de restitutions de restes humains de la part des tribus amérindiennes, les musées américains ont en effet été les premiers à donner à ces vestiges un statut différent de celui des tableaux, sculptures et objets divers qu'ils conservaient.

Les musées européens leur ont emboîté le pas, mais le mouvement est très récent. L'Icom (Conseil international des musées) ne s'est penché sur la question qu'en 1986, édictant sa ligne de conduite définitive en 2001, dans son code de déontologie : « Les collections de restes humains ou les objets ayant une signification sacrée doivent être placés en sécurité et traités avec respect [...]. Les recher-

ches portant sur de tels objets, leur installation, leur protection et leur utilisation (exposition, reproduction et publication) doivent être accomplies en accord avec les normes de la profession et avec les intérêts et croyances des membres de la communauté ou des groupes ethniques ou religieux dont les objets sont originaires. »

Tout en restaurant Ta-Iset, les chercheurs préparent la vitrine qui va l'accueillir. « Durant des siècles et des siècles, les momies ont été conservées dans des caveaux où les conditions étaient stables, explique Laure Cadot. Elles supportent donc très mal les chocs climatiques. » La momie sera donc exposée dans une vitrine parfaitement étanche, placée à l'abri de la lumière... Bref, tout sera fait pour la préserver au maximum. De la décharge à la vitrine cinq étoiles, l'amélioration des « conditions de vie » de Ta-Iset constitue un raccourci de celui de toutes ses consœurs momies. ■

1976 L'enfant roi attire la foule

A Paris, 1,2 million de visiteurs sont venus admirer le masque funéraire de Toutankhamon, pharaon qui régna à l'âge de 8 ans en 1300 avant Jésus-Christ.

ADRIEN GUILLEMINOT

NOUVEAUTÉ

LA GRANDE GUERRE

avec des clichés d'époque colorisés !

Prix abonnés

47€^{*}
45

Prix non abonnés

49€
95



Retrouvez le quotidien de la guerre de 1914-1918, grâce à près de 500 photographies d'archive colorisées. Souvent prises par les soldats eux-mêmes, elles sont le témoignage poignant et intimiste de la vie des poilus.

Jean-Yves Le Naour, spécialiste reconnu de la première guerre mondiale, vous raconte à force d'anecdotes captivantes la grande et la petite histoire de ce conflit.

Des repères chronologiques très précis vous permettent de mieux comprendre le déroulement des opérations et les grandes étapes de cette période historique.

Éditions GEO Histoire • Auteur : Jean-Yves Le Naour • Beau livre de 512 pages

• Format 26 x 30,5 cm • Réf. : 12900

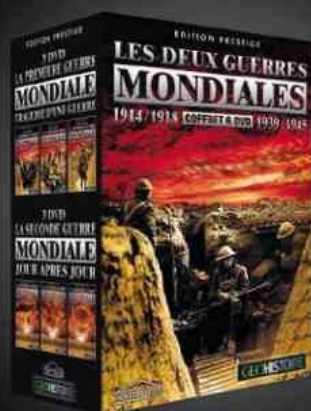


LE COFFRET EXCEPTIONNEL 6 DVD première & seconde guerres mondiales

Ce coffret de 6 DVD exceptionnels vous permet de revivre deux moments clés de l'Histoire en images, à la veille des commémorations du centenaire de la première guerre mondiale.

- Des films d'archive extraordinaires
- La caution de GEO HISTOIRE, un magazine de référence
- Plus de 7 heures d'images rares
- Des thèmes fondamentaux pour mieux comprendre notre monde
- Indispensable pour tous, amateurs d'histoire ou passionnés !

Éditions GEO Histoire • Réf. : 12517



Prix abonnés

35€
96

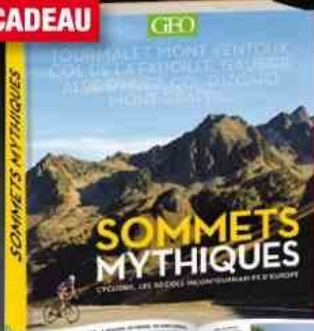
Prix non abonnés

44€
95

DVD

IDÉE CADEAU

GEO



Prix abonnés

28€^{*}
45

Prix non abonnés

29€
90

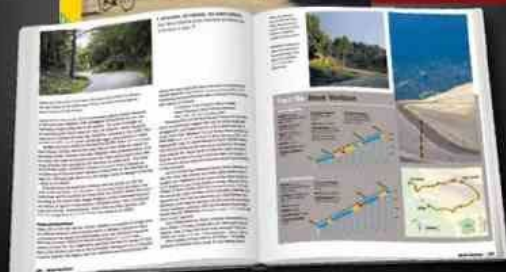
SOMMETS MYTHIQUES

Partez sur les routes
emblématiques du cyclisme !

Découvrez grâce à des très belles photographies, les 50 plus grands sommets de l'histoire du cyclisme européen. Pour chaque col, retrouvez le récit des ascensions mythiques, des cartes topographiques et des informations techniques pour relever le défi et monter ces sommets !

Édition GEO • Auteurs : Daniel Friebe et Pete Goding • Couverture cartonnée • Format 29 x 25 cm

• 224 pages • Réf. : 12714



SÉLECTION DU MOIS ! pour nos abonnés !

LES CARNETS DU DR JEAN-MICHEL COHEN

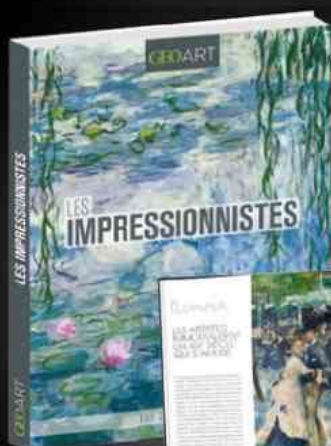
le plaisir de bien manger sans
vous priver !

Dans ce **coffret inédit de 11 ouvrages**, retrouvez une multitude de recettes saines et délicieuses, des menus équilibrés, des conseils et astuces nutrition pour varier les plaisirs !

Ce coffret contient 11 livres + 2 cadeaux surprise !

Chaque livre : Format 18,3 x 25,7 cm / 80 pages • Réf. : 12863

Prix abonnés
45€₉₅
-20% de réduction
Prix non abonnés
57€₈₉



Prix abonnés
18€*
Prix non abonnés
19€₉₅



LES IMPRESSIONNISTES

Près de 200 pages pour voir
l'art autrement

Magnifiquement illustré, ce livre décrypte la peinture de Monet, Renoir, Sisley, Pissaro et leurs contemporains. Ces peintres fous de lumière et de couleurs, adeptes de la peinture en plein air, ont su montrer la réalité immédiate par leurs coups de pinceaux vifs et vibrants.

Edition GEO Art • Livre broché • Format : 21,4 x 27 cm • 196 pages • Réf. : 12982

COMMANDEZ DÈS AUJOURD'HUI !

À découper ou à photocopier et à retourner à :
Les Éditions GEO - 62069 Arras Cedex 9

Mes coordonnées : ☐ Monsieur ☐ Madame ☐ Mademoiselle

GHI0714V

Nom _____

Prénom _____

N° et rue _____

Code postal _____ Ville _____

E-mail _____ @ _____

☐ Je règle par chèque ci-joint à l'ordre de GEO.

☐ Je règle par carte bancaire ☐ Visa ☐ Mastercard

_____ Date de validité _____

Code de sécurité _____

(les 3 derniers chiffres au verso de votre
carte afin de sécuriser votre paiement)

Signature : _____

Comment profiter des tarifs privilégiés ?

☐ Je suis déjà abonné(e) au magazine GEO et je profite automatiquement des tarifs privilégiés.

☐ Je m'abonne et je profite immédiatement des réductions réservées aux abonnés.
J'ajoute au montant de ma commande **49,90 €** (1 an / 12 numéros).

☐ Je ne suis pas abonné(e) et je règle donc mes achats au prix non-abonnés.

Nom de l'ouvrage	Réf.	Qté.	Prix unitaire en €	Total en €
Coffret Les carnets du Dr Jean-Michel Cohen	12863			
Livre Sommets mythiques	12714			
Coffret 6 DVD Guerres mondiales	12517			
Livre La Grande Guerre	12900			
Livre Les Impressionnistes	12982			

Participation aux frais d'envoi**

+ 5,95 €

☐ Je m'abonne à GEO aujourd'hui (1 an - 12 numéros)

+ 49,90 €

** Au-delà de 5 articles ou pour toute demande spéciale, nous consulter au 0 811 23 22 21 (prix d'un appel local) afin d'assurer une livraison optimale et garantie de votre commande.

Total général en € : _____

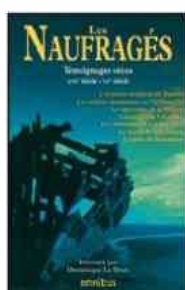
Offre valable en France métropolitaine jusqu'au 30/06/2014, dans la limite des stocks disponibles. Photos non contractuelles. Délai de livraison sous 10 jours, sinon maximum de 6 semaines. Si, par extraordinaire, votre produit vous arrivait endommagé ou ne vous apportait pas entière satisfaction, vous disposez d'un délai de 15 jours à compter de la réception de votre commande afin de nous retourner le produit qui ne vous conviendrait pas, dans son emballage d'origine. Selon votre souhait, il vous sera remboursé sans discussion. Les informations ci-dessus sont indispensables au traitement par PRISMA MEDIA de votre commande. À défaut, votre commande ne pourra être mise en place. Ces informations sont communiquées à des sous-traitants pour la gestion de votre commande. Par notre intermédiaire, vous pouvez être amené à recevoir des propositions des partenaires commerciaux du groupe PRISMA MEDIA. Si vous ne le souhaitez pas, vous pouvez cocher la case ci-contre ☐ Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition pour motifs légitimes aux informations vous concernant auprès du groupe PRISMA MEDIA.

* La loi ne nous autorise pas à accorder une remise supérieure à 5 % sur ces produits



RMN - Grand Palais

Ce tableau (1829) de Théodore Gudin montre le sauvetage du navire «Colombus» (à gauche).



AVENTURES

QUAND LA MER PREND L'HOMME

Ces sept récits de catastrophes maritimes illustrent l'aptitude de l'homme à survivre, même dans les conditions les plus terribles.

Voilà un livre qu'il vaut peut-être mieux ne pas emmener en croisière. Dans ce recueil de plus de 900 pages, les vents se déchaînent, les flots se soulèvent, les navires se brisent et les hommes se noient. Pas tous heureusement, puisque Dominique Le Brun, navigateur et grand connaisseur de la mer, a composé cette anthologie, regroupant sept catastrophes maritimes historiques, grâce aux témoignages de leurs rescapés.

Son ouvrage s'ouvre par une des plus effrayantes et des plus meurtrières aventures de l'histoire de la marine :

l'échouage, en 1629, au large de l'Australie, du «Batavia», un trois-mâts de la Compagnie hollandaise des Indes. Une erreur humaine est à l'origine de cette tragédie : le marin à la barre a pris les rochers affleurant pour... le reflet de la lune sur les vagues ! Bilan : 70 morts sur les 320 passagers, dont 20 femmes. Mais le pire est à venir. Pour les survivants, rassemblés sur un atoll désert, l'histoire devient tout simplement hallucinante. Jeronimus Cornelisz, le représentant de l'armateur à bord du «Batavia», se transforme en effet en psychopathe sanguinaire. Entouré

d'une garde rapprochée, composée d'hommes de sac et de corde, Cornelisz sème la terreur parmi les survivants, violant et tuant en toute impunité. Cent vingt personnes sont assassinées avant l'arrivée de secours, trois mois plus tard. Les six autres périodes où nous entraîne cet ouvrage sont tous aussi cauchemardesques. Et pourtant ils illustrent l'incroyable capacité de l'homme, quelles que soient les conditions, à survivre.

CYRIL GUINET

«Les Naufragés, témoignages vécus, XVII^e siècle-XX^e siècle», présenté par Dominique Le Brun, éd. Omnibus, 928 pages, 27 €.

ESSAI

NOS ANCÊTRES, LES HOMINIDÉS

En 1944, Henry de Lumley, adolescent, se passionna pour la préhistoire en lisant «La Guerre du feu», le roman de J. H. Rosny aîné. Devenu préhistorien, à la fin des années 1950, il était loin de soupçonner le progrès qu'allait connaître sa discipline, grâce à l'apport des nouvelles technologies. En 1958, la méthode de datation par le carbone 14 permit ainsi de donner avec précision des dates aux sites préhistoriques. On sait désormais que les 600 figures de Lascaux ont été peintes 15 000 ans avant notre ère. Également que pour ces artistes premiers, le monde était déjà vieux : la biologie moléculaire faisant remonter la divergence entre l'homme et les grands singes à 7 millions d'années. C'est à peu près l'âge de Toumaï, le plus ancien hominidé trouvé au Tchad. Puis vinrent les australopitèques végétariens, et l'homo habilis qui, vers -2,5 millions d'années, se mit à manger de la viande. Vers -1,8 million d'années, l'homo erectus partit à la chasse, et 400 000 ans avant notre ère apparut la domestication du feu, «moteur d'hominisation». Ainsi l'humanité s'est-elle mise en marche. A raison d'une soixantaine de kilomètres par génération. Cinq générations par siècle ont donné une progression de 3 000 kilomètres en mille ans. «L'homme s'est avancé sans bruit», résumait Henry et Marie-Antoinette de Lumley qui nous restituent les étapes de ce vertigineux voyage et les émerveillements de deux chercheurs.

JEAN-BAPTISTE MICHEL

«Mémoires de préhistoriens», Henry et Marie-Antoinette de Lumley, éd. Odile Jacob, 22,90 €.



GUIDE

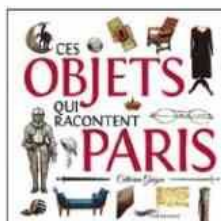
DANS LE GRENIER DE LA VILLE

De la lampe de Proust à la valise de Barbara, les merveilles secrètes des musées de Paris.

On peut voir à Paris, au musée de l'Assistance publique, un meuble étrange et beau, sorte de buffet convexe, qu'on appelle un «tour d'abandon».

Ces armoires, intégrées au mur des hospices du XVII^e au XIX^e siècle, contenaient un tourniquet auquel une malheureuse mère pouvait confier son bébé, de 18 heures à 20 heures l'hiver, jusqu'à minuit en été. Il lui suffisait, avant de disparaître d'agiter une sonnette pour avertir la sœur «tourière»...

Les musées de la capitale contiennent et exposent une foule d'objets aussi singuliers que celui-ci. Catherine Guigon les a réunis dans un livre. Voici donc un guide illustré de Paris à travers 70 pièces d'ameublement, d'orfèvrerie, de mode, de musique, d'art ou même de police. Aussi disparates soient-ils, ils ont pour point commun d'être associés à un événement majeur ou à un point significatif de l'histoire de Paris... Le voyage commence au musée Carnavalet sur l'une des pirogues du néolithique (4300-1200 av. J.-C.), retrouvées dans les alluvions de la Seine lors de la rénovation du quartier de Bercy dans les années 1990, et s'achève devant la malle-cabine de Barbara exposée depuis 1999 au musée de la Musique (parc de La Villette). Chaque objet est accompagné d'un texte précis. On se prend à rêver de s'étendre,



au musée des Arts décoratifs, sur le lit de Valtresse de La Bigne, cocotte qui inspira à Emile Zola le personnage de Nana, ou d'allumer, au musée Carnavalet, la lampe de che-

vet de Proust. Les lunettes de Landru sont aux Archives nationales, et au musée de l'Armée, l'armure de Louis XIII enfant côtoie le bicorne de Napoléon. «Objets inanimés, avez-vous donc une âme... ?» s'interrogeait le poète Lamartine. Ce livre ne laisse aucun doute.

J.-B. M.

«Ces Objets qui racontent Paris», de Catherine Guigon, éd. Parigramme, 13,90 €.



Cette brosse à vêtement appelée, de manière éloquente, un décrotoir, appartenait à Sarah Bernhardt.

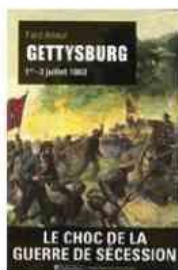
F. Garibal

RÉCIT

UN CHOC DE CULTURES

Retour sur la bataille qui opposa en 1863, aux Etats-Unis, les armées du Sud et celles du Nord.

À plus fort de la guerre de Sécession, la bataille de Gettysburg fut, après la déclaration d'indépendance de 1776, le deuxième acte de naissance des Etats-Unis. Trois jours durant, du 1^{er} au 3 juillet 1863, s'affrontèrent en un combat gigantesque, près de la ville de Gettysburg, les Etats du Nord et les Etats du Sud. Le conflit couvait depuis le début du siècle entre le Nord protectionniste et un Sud libre-échangiste, voué à l'exportation de sa principale richesse, le coton. C'est la compétition pour les immenses territoires de l'Ouest (convoitées par



les planteurs du Sud, la culture du coton épuisant vite les terres) qui a mis le feu aux poudres.

Trois millions d'Américains ont alors pris l'uniforme : «Tuniques bleues» du Nord, dirigées par le général Meade, contre «Tuniques grises» du Sud, menées par le général Lee. Après deux ans de guerre, c'est la tentative d'invasion du Nord par le Sud qui provoqua, à Gettysburg, un affrontement aussi massif qu'inopiné. En effet, Lee n'avait pas prévu que la bataille se déroulerait là. Tout se passa alors «comme si chaque



Ce tableau de l'illustrateur américain Thure de Thulstrup raconte un épisode de la bataille de Gettysburg.

homme était convaincu que l'issue de la bataille et le sort de la nation reposaient sur ses épaules», dit l'un des témoins de l'époque, cités par Farid Ameur qui nous restitue les minutes de cette tuerie avec une précision fascinante. Il fallut 51 000 morts, blessés ou portés disparus pour que le Nord victorieux procède à une lente refondation qui, nous dit l'historien, «a présidé à l'émergence des Etats-Unis comme superpuissance»

J.-B. M.

«Gettysburg», de Farid Ameur, Tallandier, 9,90 €.

BIOGRAPHIE

EN TÊTE À TÊTE AVEC UN MINISTRE

Une romancière dresse un portrait sensible et personnel de son père, qui fut l'un des barons de la V^e République.

Christian Fouchet, ancien ministre du général de Gaulle, fut terrassé par un infarctus en 1974. Il avait 63 ans. Sa fille Lorraine en avait 17. Elle devint médecin urgentiste. Elle est aujourd'hui écrivaine et nous offre le portrait non officiel d'un baron du gaullisme, même d'un gaulliste d'avant l'heure puisque le jeune Christian Fouchet, devançant l'Appel du 18 juin, gagna Londres le 17 dans un avion volé ! Il ne quitta plus le général. Lor-

raine Fouchet raconte avec verve et émotion le parcours hors ligne de ce haut fonctionnaire qui avait pour devise : «La vie est trop courte pour être petite.» Il représenta de Gaulle en Pologne, devint consul général de France à Calcutta (de 1945 à 1947), fut ministre du bref gouvernement de Mendès-France (1954), puis ambassadeur au Danemark de 1958 à 1962, haut commissaire en Algérie, enfin ministre de l'Education nationale de 1962 à 1967, et

ministre de l'Intérieur de 1967 à 1969. Il domina de sa haute stature (1,95 mètre) la démocratisation de l'enseignement en France dans les années 1960, et compta parmi ceux qui empêchèrent que Mai 68 ne tournât au bain de sang. Il fut aussi l'auteur d'un roman et de trois volumes de mémoires. Et enfin l'ami de Saint-Exupéry, de Malraux... Grâce au brillant coup de plume de sa fille, il démarre aujourd'hui une nouvelle carrière – dans notre mémoire.

J.-B. M.

«J'ai rendez-vous avec toi», de Lorraine Fouchet, éd. Héloïse d'Ormesson, 19 €.



Pour la vie sur Mars, on ne sait pas encore. Pour les cinq vies du papier, c'est sûr.

La force de tous les papiers, c'est de pouvoir être recyclés
au moins cinq fois en papier. Cela dépend de chacun de nous.
www.recyclons-les-papiers.fr

Tous les papiers ont droit à plusieurs vies.
Trions mieux, pour recycler plus !



La presse écrite s'engage pour le recyclage
des papiers avec Ecofolio.



Commandez vos coffrets-reliures

pour conserver intacte votre collection de **GEO HISTOIRE**

Prix spécial abonnés



- Chaque coffret peut contenir jusqu'à 6 magazines.
- Résistants, sobres et élégants.
- Façonné avec des lettres d'or sur une matière luxueuse façon cuir.

À chaque numéro, GEO HISTOIRE part sur les traces du passé en conjuguant au présent le plaisir du voyage, de la découverte et de la connaissance.

Pour conserver intacts vos magazines, protéger leur couverture et leurs magnifiques photographies, nous avons créé ce duo de reliures GEO HISTOIRE. Vous pourrez ainsi consulter, lire et relire à souhait ce magazine de référence.

Commandez également sur :

www.prismashop.fr

BON DE COMMANDE

À retourner au service abonnements Prisma Média
Libre réponse 20267 - 62069 Arras Cedex 9
Tél : 0 811 23 22 21 (appel local) - www.prismashop.fr

☒ **OUI**, je commande le lot de 2 coffrets-reliures (réf. 1125) : **GHI0714R**

Prix abonné	Prix lecteur	Quantité	TOTAL en €
15,90 €	17,90 €		
Participation aux frais de port* : +5,50 €			
TOTAL			€

Mes coordonnées ☐ Mme ☐ Mlle ☐ M.

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

E-mail (facultatif) _____

☐ Je souhaite être informé(e) des offres commerciales du groupe Prisma Média et de celles de ses partenaires.

* Pour toute demande particulière ou au-delà de 5 lots, nous contacter au 0 811 23 22 21 (appel local). Offre valable en France métropolitaine jusqu'au 30/12/14. Livrables : environ 3 semaines. Si, par extraordinaire, votre produit vous arrive endommagé ou ne vous apparaît pas entière satisfaction, vous disposez d'un délai de 15 jours à compter de la réception de votre commande afin de nous retourner le produit qui ne vous conviendrait pas, dans son emballage d'origine. Selon votre souhait, il vous sera remplacé ou remboursé sans discussion. Les informations ci-dessus sont indépendantes du traitement par PRISMA MEDIA de votre commande. À défaut, votre commande ne pourra être mise en place. Ces informations sont communiquées à des sous-traitants pour la gestion de votre abonnement. Par notre intermédiaire, vous pouvez être amené à recevoir des propositions des partenaires commerciaux du groupe PRISMA MEDIA. Si vous ne le souhaitez pas, vous pouvez cocher la case ci-contre. Si vous disposez d'un droit d'opposition, de rectification et d'opposition pour motifs légitimes aux informations vous concernant auprès du groupe PRISMA MEDIA.

À LIRE, À VOIR



Au fil de leur fresque, Joris Ivens et Marceline Loridan nous entraînent dans un lycée de Pékin.

DVD

VOYAGE EN TERRE INCONNUE

Un témoignage unique sur la Chine des années 1970, alors qu'elle était fermée aux regards occidentaux.

Début 1972, le documentariste néerlandais Joris Ivens, alors âgé de 70 ans, et sa compagne et complice Marceline Loridan débarquent en Chine avec 20 000 mètres de pellicule. À l'invitation de Zhou Enlai, le numéro 2 du régime, que Joris a connu à la fin des années trente alors qu'il réalisait un film sur la résistance à l'invasion japonaise («Les Quatre cents millions»), Marceline Loridan et lui vont pouvoir tourner dans le pays pendant près de quatre ans, le sillonnant du nord au sud et d'est en ouest. L'opportunité est exceptionnelle : la République populaire chinoise, que la communauté internationale vient à peine de reconnaître, et qui se remet tout juste de la révolution culturelle, est alors un pays hermétiquement clos. Pour les regards occidentaux, c'est une terra incognita. Dans le livret du film, Marceline Loridan explique l'ambition qui anime alors le couple de réalisateurs, politiquement très engagés : «Faire un film qui établirait un pont entre les Chinois et un

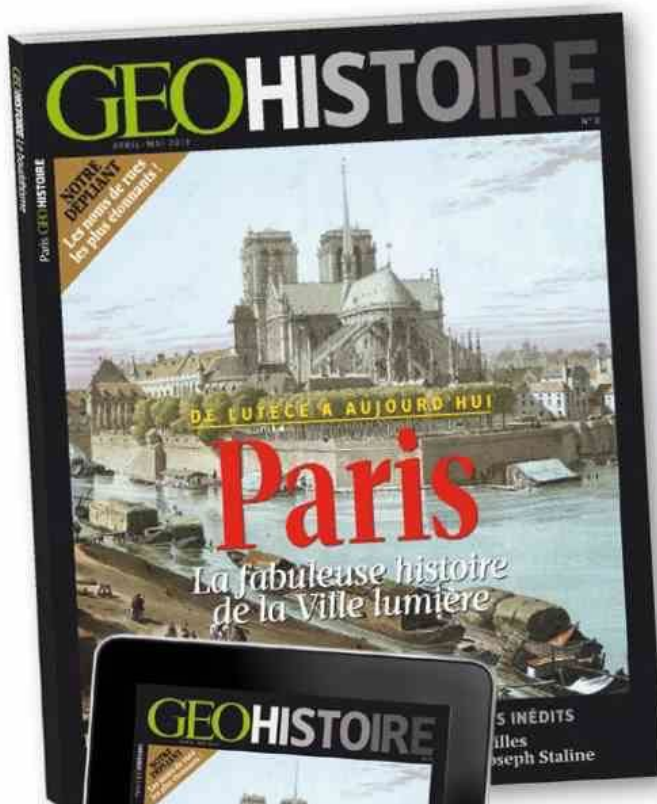
Occident qui les caricaturait outrageusement. Nous voulions dire qu'un Chinois plus un Chinois cela faisait deux Chinois différents. Notre film montrerait aux spectateurs occidentaux des individus et non plus une masse.» Le tournage fut compliqué par l'omniprésente propagande officielle. Et pourtant, qu'il saisisse un village de pêcheurs, le quotidien à Shanghai, les gestes ancestraux des artisans ou des discussions politiques entre ouvriers d'une usine de générateurs, l'objectif bienveillant des Ivens fait surgir, derrière le rideau des apparences, des moments de pure grâce, captant des regards, des sourires, et même des paroles spontanées. Restaurées et rééditées, ces douze heures de films constituent un document historique à regarder d'un œil qui, pour être critique, n'en sera pas moins sensible à la beauté des images et à la poésie des hommes.

BALTHAZAR GIBIAT

«Comment Yukong déplaça les montagnes», douze films de Joris Ivens et Marceline Loridan-Ivens, 5 DVD, Arte éditions, 2014, 49,99 €.



Abonnez-vous en ligne sur
www.prismashop.geo.fr/histoire



NOUVEAU

Disponible en version numérique !



Abonnez-vous
sur votre smartphone !

- 1 Téléchargez votre application de lecture Flashcode
- 2 Scannez le code ci-contre
- 3 Choisissez votre offre et validez votre abonnement !



DECOUVREZ LA GAMME

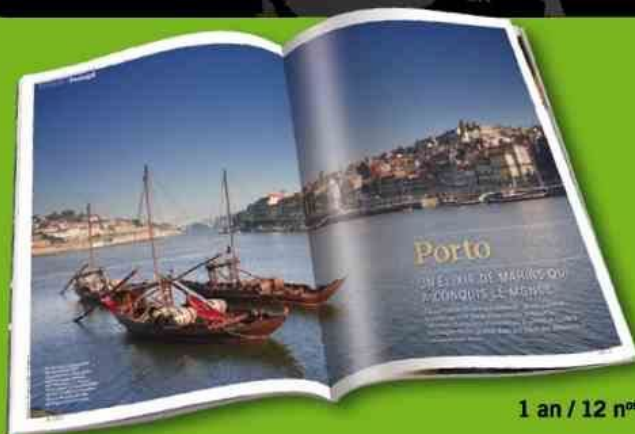
TOUS LES 2 MOIS, VIVEZ LES GRANDS ÉVÉNEMENTS DE L'HISTOIRE



1 an / 6 n°s

Parler de l'Histoire, avec l'excellence journalistique de GEO. Voilà le principe qui nous a guidé dans la réalisation de ce nouveau magazine. GEO HISTOIRE propose une fresque complète d'un grand moment de notre histoire.

UNE IRRÉSISTIBLE ENVIE DE CONNAÎTRE LE MONDE



1 an / 12 n°s

La curiosité du monde, l'appétit de connaissance, la soif de découverte n'ont jamais été aussi vivaces. Rêves d'évasion, projets de voyage, enjeux géopolitiques, nouveaux modes de vie, conséquences du changement climatique...



Les avantages de l'abonnement



Vous bénéficiez d'un **tarif préférentiel**.



Vous recevez **votre magazine chez vous !**

Vous avez la certitude de **ne rater aucun numéro**.

GEO

Bon d'Abonnement

À compléter et à retourner sous enveloppe non affranchie à :

GEO - Libre réponse 10005

Service Abonnements - 62069 ARRAS CEDEX 9

Je choisis mon offre d'abonnement :

☐ OFFRE DUO

GEO + GEOHISTOIRE (1an - 18n°)

69€⁹⁰ au lieu de **107€⁴⁰***

Près de
35%
de réduction*

☐ OFFRE ESSENTIELLE

GEOHISTOIRE (1an - 6n°)

29€ au lieu de **41€⁴⁰***

Plus de
25%
de réduction*

OFFREZ-VOUS

1 Mes coordonnées :

(obligatoire) ☐ Mme ☐ Mlle ☐ M.

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

e-mail : _____@_____

☐ Je souhaite être informé(e) des offres commerciales du groupe Prisma Media et de celles de ses partenaires.

OFFREZ

Les coordonnées du bénéficiaire de l'abonnement :

☐ Mme ☐ Mlle ☐ M.

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

e-mail : _____@_____

2 Je règle mon abonnement par :

☐ Chèque bancaire à l'ordre de **GEO**

☐ Carte bancaire ☐ Visa ☐ Mastercard

N° : _____

Indiquez les 3 derniers chiffres du numéro
qui figure au verso de votre carte bancaire :

Sa date d'expiration : _____ Signature : _____

L'abonnement, c'est aussi sur :

GHI16D

www.prismashop.geo.fr

ou au **0 826 963 964** (0,15€/min)

*par rapport au prix de vente en kiosque. Offre réservée aux nouveaux abonnés en France métropolitaine, valable 2 mois dans la limite des stocks disponibles. Photos non contractuelles. Délais de livraison du premier numéro : 4 semaines environ. Les informations ci-dessus sont indispensables au traitement par PRISMA MEDIA de votre abonnement. A défaut, votre abonnement ne pourra être mis en place. Ces informations sont communiquées à des sous-traitants pour la gestion de votre abonnement. Par notre intermédiaire, vous pouvez être amenés à recevoir des propositions des partenaires commerciaux du groupe PRISMA MEDIA. Si vous ne le souhaitez pas, vous pouvez cocher la case ci-contre ☐. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition pour motifs légitimes aux informations vous concernant auprès du groupe PRISMA MEDIA.

ABONNEZ-VOUS à notre offre DUO GEO

Près de
35%
de réduction*



1 an - 6 numéros
41€⁴⁰

+

1 an - 12 numéros
66€



69€⁹⁰ au lieu de **107€⁴⁰***

€ La garantie du tarif pendant toute la durée de l'abonnement.

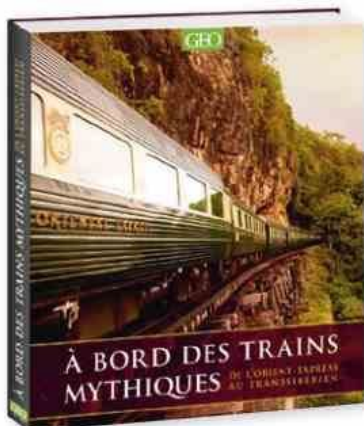
@ La gestion de votre abonnement sur **www.prismashop.geo.fr/histoire**

BEAU LIVRE

SPLENDEURS ET SECRETS DES TRAINS DE LÉGENDE

Depuis la création du premier wagon-lit par George Pullman, en 1864, puis le développement des voitures cuisines et restaurants, les passagers des lignes longue distance ont pu profiter du confort d'un hôtel 5 étoiles pour se rendre d'un lieu à un autre. L'essor des trains mythiques, comme l'«Orient-Express», fut immédiat. Un nouvel art de voyager était né, fait de découvertes et de luxe. Et, à l'heure où l'avion peut nous emmener à l'autre bout de la planète en moins de temps qu'il n'en faut pour lire un roman, le train a gardé un charme irrésistible, celui du temps qui passe avec lenteur, le spectacle du monde défilant de l'autre côté de la fenêtre.

Traversez donc le continent africain du Cap au Caire avec le «Rovos Rail», ralliez Pékin depuis Moscou en «Transsibérien», ou encore franchissez les Rocheuses entre Toronto et Vancouver à bord du «Canadien»... A travers ce livre richement illustré, GEO vous dévoile les mystères de quinze trains luxueux sillonnant le monde, et vous invite à monter à bord. Admirez l'élégance de leur design intérieur, alliant



le raffinement de la Belle Epoque au confort moderne. Découvrez les somptueux paysages et les villes chargées d'histoire qu'ils traversent. Grâce à des photographies saisissantes et des textes fourmillant d'anecdotes, mais aussi à des cartes et des encadrés d'informations pratiques, «A bord des trains mythiques» vous offre un grand moment d'évasion.

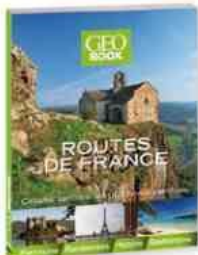
«A bord des trains mythiques», éditions GEO/Prisma, 192 pages, 29,95 €. Disponible en librairie et en grande surface.

GUIDE

Des routes à suivre

Le nouveau titre de la collection «GEOBook» propose des voyages sur les «Routes de France» à travers des parcours thématiques : histoire, art, gastronomie, sport... Suivez, par exemple, la route des forteresses Vauban, ou partez sur les pas de Robert Louis Stevenson, le célèbre auteur de «L'Île au trésor», entre Le Puy-en-Velay et Saint-Jean-du-Gard. De nombreuses photos, des itinéraires et des informations pratiques vous aideront à choisir le voyage qui vous ressemble.

«GEOBook Routes de France», éd. GEO/Prisma, 240 pages, 22,50 €. Disponible en librairie et en grande surface.



HISTOIRE

Tout sur la Bible

Dans ce magnifique livre grand format, les épisodes de l'Ancien et du Nouveau Testament sont décryptés et accompagnés d'une riche iconographie. Les personnages, les lieux, les événements majeurs sont replacés dans le contexte politique, social et géographique de l'époque, à l'aide de cartes et de références archéologiques. On découvre aussi comment la Bible fut rédigée, depuis les Manuscrits de la mer Morte jusqu'aux versions contemporaines des Écritures.

«Voir la Bible», éd. Prisma / GEO, 512 pages, 49,95 €, disponible en librairie.



GEO

L'ABONNEMENT À GEO

Pour vous abonner ou pour tout renseignement sur votre abonnement

France et Dom Tom : Service abonnement GEO, 62066 Arras Cedex 9. Tél. : 0811 23 22 21 (prix d'une communication locale). Site Internet : www.prisma-shop.geo.fr

Abonnement 6 numéros GEO Histoire (1 an) : 29€. **Abonnement 12 numéros GEO (1 an) + 6 numéros GEO Histoire (1 an) :** 69,90 €.

Belgique : Prisma/Edigroup-Bastion Tower Etage 20 - Place du Champ de Mars 5 - 1050 Bruxelles. Tél. : (0032) 70 233 304. E-mail : prisma-belgique@edigroup.be

Suisse : Prisma/Edigroup - 39, rue Peillonex - CH-1225 Chêne-Bourg. Tél. : (0041) 22 860 84 00. E-mail : prisma-suisse@edigroup.ch

Canada : Express Magazine, 8155, rue Larrey, Anjou (Québec) H1J 2L5. Tél. : (800) 363 1310. E-mail : expsmag@expressmag.com

Etats-Unis : Express Magazine PO Box 2769 Plattsburg New York 12901 - 0239. Tél. : (877) 363 1310. E-mail : expsmag@expressmag.com

Les ouvrages et éditions GEO

GEO, 62066 Arras Cedex 9. Tél. : 0811 23 22 21 (prix d'un appel local). Par Internet : www.prisma-shop.fr

RÉDACTION DE GEO HISTOIRE

13, rue Henri-Barbusse, 92624 Gennevilliers Cedex

Standard : 01 73 05 45 45. Fax : 01 47 92 66 75.

(Pour joindre directement votre correspondant, composez le 01 73 05 + les 4 chiffres suivant son nom.)

Rédacteur en chef : Eric Meyer

Secrétariat : Claire Brossillon (6076), Corinne Barougier (6061)

Rédacteur en chef adjoint : Jean-Luc Coatalen (6073)

Directeur artistique : Pascal Comte (6068)

Responsable éditorial : Jean-Marie Bretagne (6168)

Chefs de service : Cyril Guinet (6055), Frédéric Granier (4576)

Premier secrétaire de rédaction : François Chauvin (6162)

Chef de studio : Daniel Musch (6173)

Première rédactrice graphiste : Béatrice Gaulier (5943)

Service photo : Agnès Dessuau, chef de service (6021), Christine Laviolette, chef de rubrique (6075), Fay Torres-Yap (E-U)

Ont contribué à la réalisation de ce numéro :

Eric Alary, Jean-Jacques Allevi, Antoine Bourguilleau, Philippe Castetbon, Nicolas Chevassus-au-Louis, Balthazar Gibiat, Adrien Guillemot, Clément Imbert, Valérie Kubiak, Jean-Baptiste Michel, Léo Pajon, Luna Poignault, Volker Saux, Secrétaires de rédaction : Bénédicte Nansot et Valérie Malek, Rédactrices graphistes : Alice Checaglini, Claudie Devoucoux, Patricia Lavaquerie, Françoise Coulbois. Rédactrice photo : Miriam Rousseau. Cartographies : Sophie Pauchet, Hugues Piolet et Léonie Schlosser.

Fabrication : Stéphane Roussiès (6340), Gautier Cousergue (4784), Anne-Kathrin Fischer (6286).

Magazine édité par

PRISMA GROUPE PRISMA MEDIA

13, rue Henri-Barbusse, 92624 Gennevilliers Cedex. Société en nom collectif au capital de 3 000 000 €, d'une durée de 99 ans, ayant pour gérant Gruner + Jahr Communication GmbH. Ses trois principaux associés sont Média Communication S.A.S., Gruner et Jahr Communication GmbH, France Constanze-Verlag GmbH & Co KG.

Directeur de la publication : Rolf Heinz

Editeur : Martin Trautmann

Directrice marketing : Delphine Schapira

Chef de groupe : Virginie Baussan

(Pour joindre directement votre correspondant, composez le 01 73 05 + les 4 chiffres suivant son nom.)

Directeur exécutif de Prisma Pub : Philipp Schmidt (5188).

Directrice commerciale : Virginie Lubot (6450).

Directrice commerciale (opérations spéciales) : Géraldine Pangrazzi (4749).

Directeur de publicité : Arnaud Maillard.

Responsables de clientèle : Evelyne Allain Tholy (6424),

Karine Azoulay (69 80), Sabine Zimmermann (6469).

Directrice de publicité, secteur automobile et luxe :

Dominique Bellanger (45 28)

Responsable back office : Céline Baude (6467).

Responsable exécution : Sandra Ozenda (4639).

Assistante commerciale : Corinne Prod'homme (64 50).

Directrice des études éditoriales : Isabelle Demailly Engelsens (5338).

Directrice marketing client : Nathalie Lefebvre du Prey (5320).

Directeur commercialisation réseau : Serge Hayek (6471).

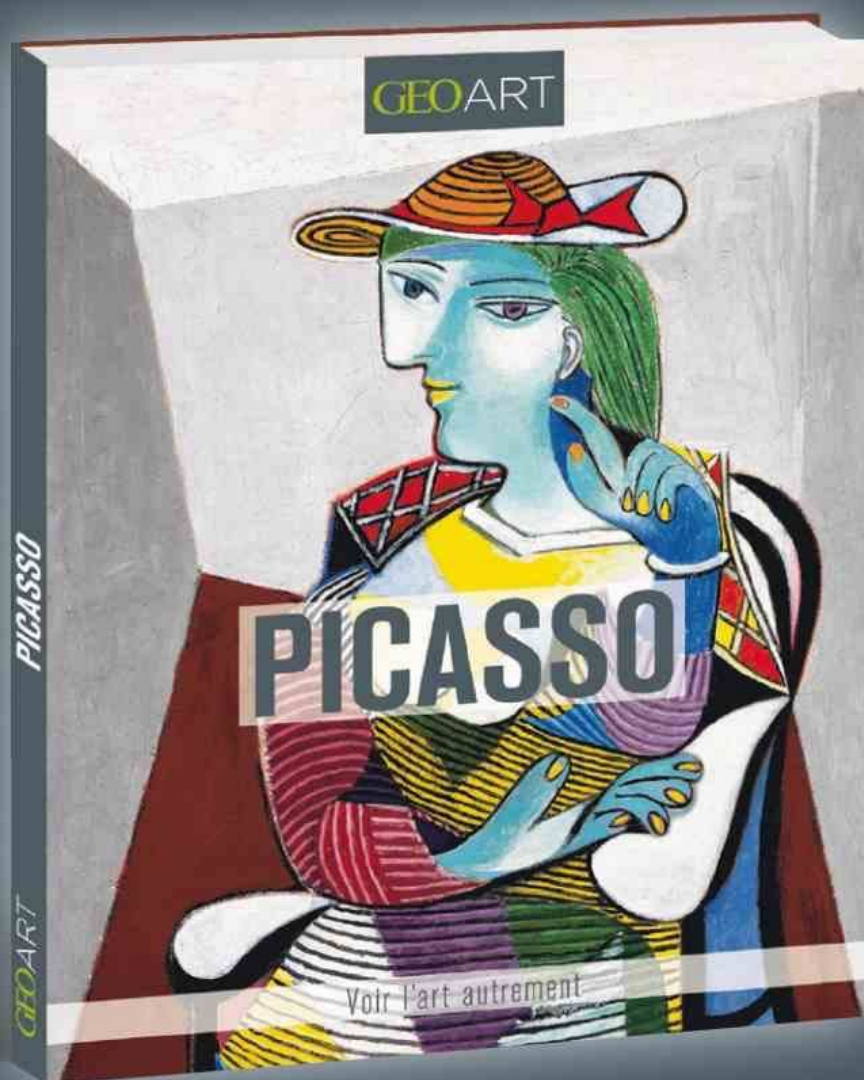
Direction des ventes : Bruno Recurt (5676). Secrétariat (5674).

Directrice marketing opérationnel et études diffusion :

Béatrice Vannière (5342).

Photogravure et impression : MOHN Media Mohndruck GmbH, Carl-Bertelsmann-Straße 161 M, 33311 Gütersloh, Allemagne. © Prisma Média 2014. Dépôt légal : juillet 2014. Diffusion Prestalis - ISSN : 1956-7855. Création : janvier 2012. Numéro de Commission paritaire : 0913 K 83550.

Un ouvrage incontournable sur le maître du cubisme



*« Un tableau
ne vit que par
celui qui le
regarde. »*

Pablo Picasso

© conception graphique : Cécile Lilliot

L'expertise journalistique et photographique de GEO au service de l'art.

Près de 200 pages pour comprendre en images et en détails l'œuvre de Picasso, ses influences et son implication dans l'histoire du XX^e siècle.

Dans la même collection :



Des livres disponibles en librairies et rayons livres - 19,95€

Sean
BEAN

Tilda
SWINTON

Laurence
OLIVIER

Nathaniel
PARKER

Owen
TEALE



WAR REQUIEM

Un film de
Derek Jarman

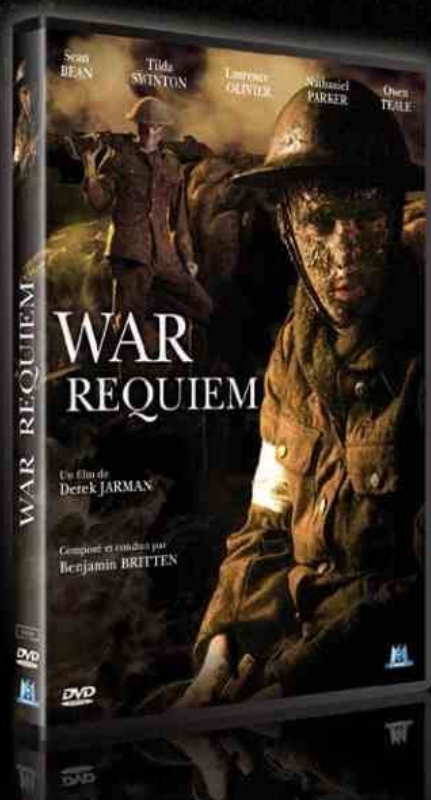
Composé et conduit par
Benjamin Britten

« *Des images et une performance de Tilda Swinton d'une beauté exceptionnelle* »

Sunday Times

« *Une œuvre unique en son genre* »

Evening Standard



APRÈS « *Johnny Got His Gun* »
LE NOUVEAU FILM CULTE !

MAINTENANT DISPONIBLE EN DVD

Rue89